

13 EGY 1 - 13-01-25 Suez

Laboratoire des frondeurs.org



Segment horizontal du quadrillage \approx 50km.

<http://www.lapresse.ca/international/dossiers/crise-dans-le-monde-arabe/egypte/201301/19/01-4613027-egypte-nouvel-affrontement-entre-policiers-et-manifestants.php>

Publié le 19 janvier 2013 à 19h45 | Mis à jour le 19 janvier 2013 à 19h45

Égypte : nouvel affrontement entre policiers et manifestants



La confrontation est survenue une semaine avant que le pays ne marque le deuxième anniversaire du soulèvement qui a chassé du pouvoir son dirigeant autocrate de longue date, Hosni Moubarak. PHOTO AHMED RAMADAN, AP

Aya Batrawy

Associated Press

Le Caire, Égypte

La police antiémeute égyptienne a utilisé du gaz lacrymogène pour disperser des dizaines de manifestants qui lançaient des roches samedi à l'extérieur d'un tribunal d'Alexandrie où l'ancien directeur de la sécurité de la ville et d'autres responsables sont actuellement jugés en lien avec les décès de plusieurs protestataires lors du soulèvement de 2011 en Égypte.

La confrontation est survenue une semaine avant que le pays ne marque le deuxième anniversaire du soulèvement qui a chassé du pouvoir son dirigeant autocrate de longue date, Hosni Moubarak. Un tel événement souligne la frustration sur la vitesse des réformes exprimée par plusieurs dans le pays le plus peuplé du monde arabe.

Mohammed Ibrahim, l'ancien directeur de la sécurité d'Alexandrie, et cinq policiers sont accusés d'avoir fait preuve de violence excessive pour mettre fin à la révolte de 18 jours. À Alexandrie, tout comme ailleurs en Égypte, des milliers de manifestants sont descendus dans les rues au cours des deux dernières années exigeant « qisas », revanche en arabe, pour ceux tués lors d'affrontements avec les forces de sécurité.

Les proches des défunts disent avoir peu confiance envers le système judiciaire ou les enquêtes policières.

Selon Ramadan Ahmed, dont le fils Mohammed, âgé de 16 ans, a été tué par balle lors d'affrontements à l'extérieur d'un poste de police d'Alexandrie, « c'est une longue chaîne de corruption ».

Près de 100 policiers ont été traduits en justice jusqu'à maintenant pour avoir tué ou blessé des contestataires depuis la destitution de Moubarak, le 11 février 2011. Tous les cas se sont soldés par un acquittement ou une sentence avec sursis.

Les affrontements de samedi ont commencé alors que des militants de défense des droits de l'homme et les proches de ceux tués à Alexandrie manifestaient au tribunal. La plupart de leurs slogans ciblaient la police, mais on ne sait pas ce qui a déclenché la violence. Au moins trois manifestants et trois policiers antiémeutes ont nécessité des soins médicaux pour inhalation de gaz et des blessures causées par des roches, selon des témoins et les médias d'État.

Plus tard dans la journée, de nouveaux affrontements se sont déclenchés lorsque le juge Mohammed Hammad Abdel-Hadi a empêché les procureurs d'appeler des témoins à la barre.

Environ 300 Égyptiens ont perdu la vie à Alexandrie durant le soulèvement de 18 jours sur un total de plus de 900 pour l'ensemble de l'Égypte.

Hosni Moubarak et l'ancien ministre de l'Intérieur ont été condamnés à la prison à vie pour ne pas avoir essayé de mettre un terme au massacre et ont obtenu cette semaine un nouveau procès.

Dans un autre cas impliquant des manifestants, une cour criminelle égyptienne a évoqué samedi une amnistie présidentielle pour annuler les accusations qui pesaient contre 379 personnes soupçonnées d'avoir participé à des affrontements avec la police ayant fait 42 morts au Caire en novembre 2011.

Les protestataires avaient manifesté près du ministère de l'Intérieur et de la place Tahrir pendant près de deux semaines afin de demander la tenue d'élections présidentielles et dénoncer la violence policière contre les grèves d'occupation.

Depuis la révolte en Égypte, des failles dans la sécurité et l'affaiblissement des forces policières en ont laissé plusieurs avec un sentiment accru de vulnérabilité, particulièrement dans la minorité chrétienne copte.

Samedi, la police a annoncé l'arrestation de sept suspects soupçonnés d'avoir attaqué des magasins propriété de chrétiens dans le village de Marashda, dans la province de Qena. Plusieurs commerces ont été incendiés tôt vendredi après des rumeurs qu'un villageois chrétien eut agressé sexuellement une fillette âgée de 6 ans.

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2013/01/19/008-egypte-affrontements-manifestants-policiers-proces.shtml>

Égypte: policiers et manifestants s'affrontent au procès d'un ex-dirigeant

Mise à jour le samedi 19 janvier 2013 à 10 h 57 HNE

La police antiémeute égyptienne a utilisé du gaz lacrymogène pour disperser des manifestants qui lançaient des roches samedi à l'extérieur d'un tribunal d'Alexandrie, où l'ancien directeur de la sécurité de la ville et d'autres responsables sont actuellement jugés en lien avec la mort de plusieurs protestataires lors du soulèvement de 2011 en Égypte.

Mohammed Ibrahim et cinq policiers sont accusés d'avoir pris part à la violente répression du mouvement de contestation ayant mené à la chute de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak en février 2011.

Samedi, des dizaines de manifestants se sont rassemblés près de la salle d'audience afin d'exprimer leur colère pour ce qu'ils estiment être un manque d'imputabilité par rapport aux protestataires tués il y a près de deux ans.

Ceux qui ont participé au soulèvement soutiennent que seule une véritable réforme pourra mettre un terme à la tradition d'impunité policière et à l'utilisation excessive de la force par les agences de sécurité en Égypte.

Près de 100 policiers ont été traduits en justice jusqu'à maintenant pour avoir tué ou blessé des contestataires durant la révolte contre Moubarak. Tous les cas se sont soldés par un acquittement ou une sentence avec sursis.

Environ 300 Égyptiens ont perdu la vie à Alexandrie durant le soulèvement de 18 jours sur un total de plus de 900 pour l'ensemble de l'Égypte.

Hosni Moubarak et l'ancien ministre de l'Intérieur ont été condamnés à la prison à vie pour ne pas avoir essayé de mettre un terme au massacre et ont obtenu cette semaine un nouveau procès.

Dans un autre cas impliquant des manifestants, une cour criminelle égyptienne a évoqué samedi une amnistie présidentielle pour annuler les accusations qui pesaient contre 379 personnes soupçonnées d'avoir participé à des affrontements avec la police ayant fait 42 morts au Caire en novembre 2011.

Les protestataires avaient manifesté près du ministère de l'Intérieur et de la place Tahrir pendant près de deux semaines afin de demander la tenue d'élections présidentielles et dénoncer la violence policière contre les grèves d'occupation.

The Associated Press

<http://www.bloomberg.com/news/2013-01-19/egypt-pardons-379-protesters-involved-in-post-mubarak-violence.html>

Egypt Pardons 379 Protesters Involved in Post-Mubarak Violence

By Salma El Wardany - Jan 19, 2013 6:10 PM GMT+0100

An Egyptian court dismissed cases against 379 protesters accused of involvement in clashes with police during protests near the Interior Ministry in November 2011 that left 42 people killed, state-run Middle East News Agency reported.

The decision was based on President Mohamed Mursi's decree pardoning everyone detained or sentenced from the start of the revolution that toppled former President Hosni Mubarak on Jan. 25, 2011 until the day Mursi came into office in June 2012, MENA said, citing the head of the Cairo Criminal Court, Judge Gamal Eddin Safwat.

<http://sciencesetavenir.nouvelobs.com/monde/20130125.REU5859/heurts-au-caire-pour-le-deuxieme-anniversaire-de-la-revolution.html>

Heurts au Caire pour le deuxième anniversaire de la révolution

Créé le 25-01-2013 à 10h01 - Mis à jour à 10h01



Sur la place Tahrir, au Caire, des policiers anti-émeutes mettent le feu aux tentes de manifestants contestant le président égyptien Mohamed Morsi. Des centaines de manifestants, jeunes pour la plupart, ont affronté la police dans la nuit de jeudi à vendredi sur cette place, alors que l'Égypte fête le second anniversaire de la révolution qui a chassé du pouvoir l'ancien président Hosni Moubarak. /Photo prise le 25 janvier 2013/REUTERS/Mohamed Abd El Ghany (c) Reuters

par Ahmed Elshemi et Tom Perry

LE CAIRE (Reuters) - Des centaines de manifestants, jeunes pour la plupart, ont affronté la police dans la nuit de jeudi à vendredi sur la place Tahrir, au Caire, alors que l'Égypte fête le second anniversaire de la révolution qui a chassé du pouvoir l'ancien président Hosni Moubarak.

Les manifestants ont jeté des cocktails molotov et des pétards contre un barrage de police qui empêche l'accès à des bâtiments gouvernementaux situés près de la place, de nouveau calme à l'aube.

Le ministère de la Santé a fait état de 16 blessés.

L'opposition a appelé à manifester place Tahrir vendredi, date anniversaire du début de la révolution du 25 janvier, pour exprimer sa colère contre le président Mohamed Morsi et les Frères musulmans dont il est issu.

"Nous ne considérons pas cela comme une célébration", a déclaré Ahmed Maher, fondateur du Mouvement du 6-Avril, regroupement de jeunes révolutionnaires, en partie à l'origine du soulèvement. "Ce sera une nouvelle vague révolutionnaire qui montrera aux Frères musulmans qu'ils ne sont pas seuls, qu'il existe d'autres forces capables de leur résister."

Les laïques et les libéraux rassemblés au sein du Front du salut national (FSN) accusent les Frères musulmans de vouloir dominer le pays et de restreindre les libertés civiles, notamment depuis l'adoption en décembre par référendum d'une Constitution controversée.

Les Frères musulmans ont annoncé de leur côté qu'ils n'appelaient pas leurs partisans à descendre place Tahrir.

Les yeux rivés sur les prochaines élections législatives, la confrérie fêtera le deuxième anniversaire de la révolution en lançant une campagne caritative en faveur des plus démunis.

"L'importance de l'anniversaire est de remonter le moral des Egyptiens: plus d'espoir et plus d'emplois", a déclaré Ahmed Aref, porte-parole des Frères musulmans qui se trouvait place Tahrir pendant les 18 jours qu'a duré le soulèvement contre Moubarak.

Pouvoir et opposition se rejettent la responsabilité de la mauvaise situation économique actuelle, alors que la chute de la livre égyptienne a renchéri le coût des denrées à l'importation dont le pays dépend cruellement.

Hélène Duvigneau et Julien Dury pour le service français

<http://www.sudinfo.be/649831/article/actualite/l-info-en-continu/2013-01-25/manifestation-pres-de-l-immeuble-de-la-tv-d-etat-au-caire>

Mis à jour le Vendredi 25 Janvier 2013 à 15h39

Actualité > L'info en continu

Manifestation près de l'immeuble de la TV d'Etat au Caire

internet@lesoir.be (Avec les rédactions du Soir en ligne, du Soir, d'AFP, d'AP et de Belga)

Des manifestants hostiles au pouvoir se sont rassemblés vendredi aux abords de l'immeuble de la télévision d'Etat, avant de se rendre place Tahrir dans le centre du Caire, selon des témoins.

Les accès au bâtiment étaient protégés par un dispositif de policiers anti-émeutes et de militaires, et le trafic sur une grande avenue bordant l'immeuble a été momentanément bloqué.

<http://www.rts.ch/info/monde/4606122-au-moins-cinq-morts-et-plus-de-370-blesses-en-egypte.html>

Au moins cinq morts et plus de 370 blessés en Egypte

25.01.2013 23:11

Des heurts violents ont marqué vendredi les deux ans du début de la révolution égyptienne. Cinq personnes ont été tuées par balle à Suez et on compte au total plus de 370 blessés dans le pays.

Affrontements vendredi au Caire, à Alexandrie ainsi que dans plusieurs autres localités entre forces de l'ordre égyptiennes et manifestants hostiles au président islamiste Mohamed Morsi.

L'opposition laïque et libérale avait appelé à manifester place Tahrir contre le président Morsi et les Frères musulmans. Le siège local du parti des Frères musulmans dans la ville d'Ismailiya a d'ailleurs été incendié.

Gaz lacrymogènes à Alexandrie

La police a en outre fait usage de gaz lacrymogènes contre des manifestants à Alexandrie et Suez, selon des témoins. A Suez, à l'entrée sud du canal du même nom, des manifestants ont jeté des pierres sur le siège du gouvernement local. La police a également répondu par des tirs de gaz lacrymogènes.

Accrochages au Caire

Au Caire, des manifestants hostiles au pouvoir se sont rassemblés aux abords de l'immeuble de la télévision d'Etat, qui abrite aussi le ministère de l'Information, avant de se rendre place Tahrir dans le centre-ville. Les accès au bâtiment étaient protégés par un dispositif de policiers anti-émeutes et de militaires, et le trafic sur une grande avenue bordant l'immeuble a été momentanément bloqué.

Des accrochages sporadiques ont eu lieu entre forces de l'ordre et groupes de jeunes manifestants dans des rues adjacentes à la célèbre place, épicerie des événements de janvier-février 2011 qui poussèrent Hosni Moubarak à la démission.

Les manifestants veulent "finaliser les objectifs de la révolution du 25 janvier" 2011. Ils accusent Mohamed Morsi de reproduire un système autoritaire et socialement injuste, et de privilégier l'idéologie islamiste sur l'intérêt général.

agences/vkiss

<http://www.20minutes.fr/monde/egypte/1087765-egypte-sept-morts-jour-revolution>

Egypte: Sept morts pour le «Jour de la Révolution»

Publié le 26 janvier 2013.



Un Egyptien agite un drapeau national place Tahrir au Caire lors d'une manifestation contre le pouvoir islamiste, le 25 janvier 2013
Mahmoud Khaled afp.com

TENSION - Le président Morsi appelle ses compatriotes au calme...

Sept personnes ont été tuées vendredi dans des affrontements entre manifestants hostiles au pouvoir islamiste et forces de l'ordre en Egypte, alors que le pays marquait le

deuxième anniversaire du début du soulèvement -le «Jour de la Révolution»- qui a renversé Hosni Moubarak.

Le président Mohamed Morsi a appelé ses compatriotes à «rejeter la violence dans les paroles et dans les actes» et a promis que les responsables de ces heurts meurtriers seraient «traduits en justice», dans des messages postés dans la nuit sur ses comptes Twitter et Facebook.

Des policiers tués

Sept personnes sont mortes -six à Suez et une à Ismaïliya (nord-est)- et plus de 450 autres blessées au total dans douze gouvernorats, selon le ministère de la Santé, qui n'a pas donné de décompte entre manifestants et policiers.

Toutefois Mohamed Morsi a assuré que des policiers figuraient parmi les morts, et le ministère de l'Intérieur a revendiqué 95 blessés.

L'armée a déployé dans la soirée des hommes et des blindés légers pour protéger les bâtiments de la police et du gouvernorat local à Suez, à l'entrée sud du canal du même nom et théâtre des plus fortes violences, ont indiqué des témoins et des sources de sécurité.

La journée de samedi s'annonce également à hauts risques avec un verdict attendu dans le procès d'un drame du football - plus de 70 morts l'an dernier à Port-Saïd - qui soulève des passions.

Accrochage sporadique

Ce regain de tension dans la crise opposant le président islamiste Mohamed Morsi qui se prévaut d'avoir été démocratiquement élu en juin dernier, et l'opposition qui l'accuse de dérive autoritaire, est aggravé par les lourdes difficultés économiques que traverse le pays.

Des accrochages sporadiques entre groupes de jeunes et forces de l'ordre ont eu lieu toute la journée aux abords de la place Tahrir où des milliers de personnes se sont massées.

Une énorme pancarte était déployée sur la place avec l'inscription «Le peuple veut faire tomber le régime», tandis que la foule scandait «dégage, dégage!» à l'encontre de Mohamed Morsi, comme pour Hosni Moubarak il y a deux ans.

«Pain, liberté, justice sociale»

«On n'a pas fait la révolution pour qu'un groupe corrompu en remplace un autre», lançait une manifestante, Maha Kamal, 40 ans, voile turquoise et drapeau égyptien à la main.

«L’Egypte a besoin d’une nouvelle révolution pour les jeunes et pour une vraie démocratie», affirmait un autre manifestant, Chawki Ahmed, 65 ans. En fin de soirée la place était toutefois largement désertée en raison de la densité des tirs de lacrymogènes.

Des manifestants se sont aussi rendus près du palais présidentiel, où la police a tenté de les disperser avec du gaz lacrymogène.

A Ismailiya (nord-est), des manifestants ont mis le feu au siège local du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), la formation politique des Frères musulmans, et envahi le siège du gouvernorat. Des bâtiments publics ont également été la cible des contestataires à Damiette (nord) et Kafr el-Cheikh (delta du Nil), et des incidents ont aussi eu lieu à Alexandrie, deuxième ville du pays.

L’opposition, composée de mouvements en majorité de gauche et libéraux et qui affiche une unité encore précaire, avait appelé à défiler en reprenant les mêmes mots d’ordre qu’il y a deux ans : «Pain, liberté, justice sociale».

Effondrement des investissements étrangers

Le climat s’est fortement envenimé depuis fin novembre, date à laquelle Mohamed Morsi s’est doté provisoirement de pouvoirs exceptionnels, puis a poussé les feux pour faire passer une Constitution rédigée par une commission à dominante islamiste.

Le texte, adopté par référendum en décembre, continue d’être vivement critiqué par l’opposition qui estime qu’il ouvre la voie à une islamisation accrue de l’Egypte et porte atteinte à certaines libertés.

Les Frères musulmans, dont est issu Mohamed Morsi, n’avaient pas officiellement appelé à manifester vendredi, préférant commémorer le «Jour de la Révolution» par des initiatives sociales et caritatives. Outre la crise politique, l’Egypte affronte une grave crise économique, avec l’effondrement des investissements étrangers, la chute du tourisme et un déficit budgétaire en hausse notamment.

© 2013 AFP

<http://www.20minutes.fr/monde/egypte/1087845-egypte-21-condamnes-a-mort-violences-lors-match-football-deux-policiers-tues-echauffourees>

Egypte: 21 condamnés à mort pour des violences lors d’un match de football, deux policiers tués dans des échauffourées

Publié le 26 janvier 2013.



Un médecin escorte un supporter blessé lors du match de football entre Al-Masry et Al-Ahly à Port-Saïd, le 1er février 2012 afp.com

PROCÈS - La ville est sous tension et des violences ont éclaté après le verdict...

La justice égyptienne a condamné à mort samedi 21 personnes accusées d'être impliquées dans les violences ayant fait 74 morts l'an dernier après un match de football à Port-Saïd (nord-est).

Un verdict qui a provoqué des violences à Port-Saïd entre les forces de sécurité et des proches des condamnés qui avaient tenté d'envahir leur prison.

Des assaillants inconnus ont ouvert le feu en direction de la police qui a riposté avec du gaz lacrymogène, selon des témoins. Au moins huit personnes ont été tuées, dont deux policiers.

Des blindés ont été déployés pour disperser les contestataires alors que des violences ont éclaté dans des rues proches de la prison, et les commerces ont fermé.

Dans la salle d'audience au Caire, le verdict a été accueilli par les cris de joie et les youyous des membres des familles des victimes.

La justice a dit avoir transmis son verdict au mufti d'Egypte, les condamnations à mort devant être autorisées par cette autorité religieuse musulmane.

52 autres accusés

Le président du tribunal a en outre fixé au 9 mars le verdict pour les 52 autres accusés, dont 9 policiers, jugés depuis avril pour leur responsabilité présumée dans les violences de février 2012 au stade de Port-Saïd.

En février 2012, 74 personnes étaient mortes à Port-Saïd après un match entre le grand club cairote d'Al-Ahly et une équipe locale, Al-Masry.

Ce drame, le plus meurtrier du football égyptien, s'était déroulé au stade de Port-Saïd après qu'Al-Masry avait fait subir sa première défaite de la saison (3-1) à Al-Ahly.

Des centaines de supporters d'Al-Masry avaient envahi le terrain et lancé des pierres et des bouteilles en direction de ceux d'Al-Ahly.

Les jours suivants, des milliers de personnes avaient défilé contre les forces de l'ordre, et des violences entre policiers et manifestants avaient fait 16 morts au Caire et à Suez (nord).

Une enquête parlementaire a mis en cause la négligence de la police, l'accusant d'avoir sous-estimé la possibilité d'affrontements dans le stade de Port-Saïd alors même que des supporters avaient quitté le stade avant la fin du match parce qu'ils redoutaient des violences.

Menaces de chaos

Plus de 70 personnes ont été inculpées pour les violences et ont récusé toutes les charges de meurtre avec préméditation et de port d'armes prohibé pesant sur elles.

Les «Ultras» d'Al-Ahly, des supporters fervents et organisés qui revendiquent la majorité des victimes, ont menacé les autorités de «chaos» si le verdict n'est pas assez sévère.

Tôt samedi, des centaines de supporters d'Al-Ahly se sont rassemblés devant leur club au Caire en agitant des drapeaux et des photos des victimes.

Mercredi, des centaines d'entre eux avaient mené une série d'actions symboliques dans la capitale, encerclant la Bourse puis bloquant une station de métro ainsi qu'un axe central de la capitale.

Les «Ultras» sont réputés pour leur soutien actif à la révolte populaire qui a provoqué début 2011 la chute de Hosni Moubarak et pour leur participation aux manifestations contre le pouvoir militaire de transition qui ont suivi.

Avec AFP

<http://www.rtl.fr/actualites/info/international/article/egypte-emeutes-meurtrieres-apres-le-proces-du-drame-de-port-said-7757346502>

Egypte : émeutes meurtrières après le procès du drame de Port-Saïd

Créé le 26/01/2013 à 10h47 - Mis à jour le 26/01/2013 à 18h15



Port-Saïd subit de violentes émeutes après le verdict du tribunal / AFP

Trente personnes ont été tuées et des centaines blessées samedi dans des affrontements à Port-Saïd, dans le nord-est de l'Égypte, après la condamnation à mort de 21 Égyptiens pour leur implication dans des violences après un match de football l'an dernier dans cette ville. Parmi les victimes, deux policiers tués par balle, dont la mort a été annoncée un peu plus tôt par des sources de sécurité. Ces heurts interviennent au lendemain du deuxième anniversaire de la "révolution", lui-même marqué par des affrontements entre manifestants et policiers. L'opposition a fait monter la pression sur le pouvoir en réclamant un "gouvernement de salut national", faute de quoi elle pourrait boycotter les législatives prévues dans les tout prochains mois. Ecouter Fatiha Temmouri |

26/01/2013 - 18h10 Le bilan n'a cessé de s'alourdir tout au long de la journée ***Un verdict explosif***

En février 2012, **74 personnes étaient mortes à Port-Saïd après un match entre le club cairote d'Al-Ahly et une équipe locale, Al-Masry**. Plus de 70 personnes, dont neuf policiers, étaient jugées pour leur responsabilité présumée dans ces violences. **Un groupe de 21 personnes a été condamné à mort samedi matin**, a annoncé le président du tribunal. Les accusés restants seront fixés sur leur sort le 9 mars.

Des centaines "d'Ultras" d'Al-Ahly, des supporters fervents et organisés qui revendiquent la majorité des victimes, s'étaient rassemblés tôt samedi devant leur club au Caire, agitant des drapeaux. Mercredi, des centaines d'entre eux avaient mené une série d'actions symboliques au Caire, encerclant la Bourse puis bloquant une station de métro ainsi qu'un axe central de la capitale. **Les Ultras sont réputés pour leur soutien actif à la révolte populaire qui a provoqué début 2011 la chute de Hosni Moubarak** et pour leur participation aux manifestations contre le pouvoir militaire de transition qui ont suivi.

Après le verdict, deux policiers ont notamment été tués par balles par des inconnus à Port-Saïd. Parallèlement, des proches des condamnés à mort tentaient d'envahir la prison où ces derniers sont détenus et des postes de police, selon la télévision d'Etat et des témoins. Des hommes non identifiés ont tiré à l'arme automatique vers la police qui a répondu par du gaz lacrymogène. Des blindés ont aussi été déployés et des affrontements avaient lieu dans les rues autour de la prison.

La prison de Port-Saïd, que les manifestants ont tenté d'envahir (AFP) :



Au Caire, le verdict a en revanche été accueilli par les cris de joie et les youyous des membres des familles des victimes présents dans la salle d'audience.

En fond : un anniversaire de la révolution sous tension

Le verdict de ce procès, qui était très attendu, intervient au lendemain du deuxième anniversaire du début du soulèvement ayant renversé Hosni Moubarak, qui a été marqué par des violences ayant fait sept morts et 450 blessés dans le pays, selon le ministère de la Santé. D'après le ministère de l'Intérieur, 95 policiers font partie des blessés.

La colère des manifestants est dirigée contre le président Morsi et les Frères musulmans dont il est issu, accusés d'avoir failli à la "révolution" qui leur a permis d'accéder au pouvoir par le biais d'une élection présidentielle pour la première fois démocratique. L'opposition, qui avait appelé à défiler, accuse aussi les islamistes de perpétuer un système socialement injuste, et de privilégier l'idéologie islamiste sur l'intérêt général.



<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/26/97001-20130126FILWWW00400-le-pouvoir-egyptien-appelle-au-dialogue.php>

Le pouvoir égyptien appelle au dialogue

Avec Reuters Publié le 26/01/2013 à 18:01 Réactions (9)

Le Conseil national de défense égyptien, présidé par Mohamed Morsi, a condamné aujourd'hui les violences de ces dernières heures et appelé à un vaste dialogue national, a rapporté le ministre de l'Information.

Salah Abdel Maksoud, qui participait à la réunion de cet organisme composé des principaux ministres et responsables des services de sécurité, a ajouté que le conseil pourrait décréter si nécessaire un couvre-feu, voire l'état d'urgence dans les zones touchées par les violences.

Au lendemain de violentes manifestations contre le pouvoir islamiste, l'Egypte a connu aujourd'hui une nouvelle journée d'émeutes meurtrières provoquées par la condamnation à mort de 21 accusés dans le procès du drame du stade de football de Port-Saïd, en février de l'année dernière.

http://www.francetvinfo.fr/video-egypte-des-dizaines-de-morts-et-des-centaines-blesses-dans-les-emeutes-a-port-said_212189.html

VIDEO. Egypte : au moins 30 morts dans des émeutes à Port-Saïd

Publié le 26/01/2013 | 15:05 , mis à jour le 26/01/2013 | 19:37

Des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont éclaté à Port-Saïd (Egypte) après l'annonce de la condamnation à mort de 21 Egyptiens pour leur implication dans les violences meurtrières lors d'un match de football l'an dernier dans cette ville. Au moins 30 personnes ont été tuées et plus de 200 blessées samedi 26 janvier selon le ministère de la Santé. Des assaillants inconnus ont ouvert le feu en direction de la police qui a riposté avec du gaz lacrymogène. Deux postes de police ont également été pris d'assaut par des habitants.

En février 2012, 74 personnes y étaient mortes après un match entre un club cairote et une équipe locale. Des centaines de supporters avaient envahi le terrain et lancé des projectiles vers ceux de Port-Saïd. Les accusés ont récusé toutes les charges de meurtre avec préméditation et de port d'armes prohibé pesant sur eux.

Francetv info / Samah Soula - France 2

<http://www.hebdo.ch/match-de-foot-meurtrier-en-egypte-21-condamnations-%C3%A0-mort>

26.01.2013 22:11 - Société

Egypte: colère meurtrière après des condamnations à mort

Mis en ligne le 26.01.13 à 22:11



Egypte: colère meurtrière après des condamnations à mort

© Keystone

ATS

Trente personnes au moins ont été tuées samedi en Egypte lors d'une nouvelle journée d'émeutes. Ces dernières ont fait suite à la condamnation à mort de 21 accusés au procès du drame du stade de football de Port-Saïd. Elles ont éclaté au lendemain de violentes manifestations contre le pouvoir islamiste.

Les affrontements de Port-Saïd ont éclaté après l'annonce de la condamnation à mort de 21 Egyptiens pour leur implication dans les violences ayant suivi un match de football l'an dernier dans cette ville. Le bilan des émeutes des deux derniers jours s'élève à 39 morts au moins.

Des proches des personnes condamnées ont tenté d'envahir la prison dans laquelle se trouvaient ces dernières. D'après des témoins, des assaillants inconnus ont ouvert le feu en direction de la police qui a riposté avec du gaz lacrymogène. Deux postes de police ont été pris d'assaut et des tirs nourris se faisaient entendre.

Un général de l'armée a annoncé le déploiement des militaires dans la ville pour "rétablir le calme et protéger les institutions publiques".

Au Caire, dans la salle d'audience, le verdict a en revanche été accueilli par les cris de joie et les youyous des membres des familles des victimes. "Dieu est le plus grand", a-t-on entendu dans l'enceinte du tribunal.

Au total, 73 personnes ont été inculpées, parmi lesquelles 61 étaient accusées de meurtre avec préméditation après la tragédie, qui avait entraîné des jours d'affrontements dans les rues du Caire. Douze autres, dont neuf policiers, étaient accusées d'avoir aidé à déclencher les violences.

Samedi, l'opposition aux islamistes, regroupée au sein du Front du salut national (FSN), a fait monter la pression sur le pouvoir en réclamant une "solution globale" à la crise politique incluant notamment la formation d'un "gouvernement de salut national".

Faute de quoi, a-t-elle prévenu, elle boycotterait les législatives prévues en principe en mars ou avril, à une date encore à définir, et réclamerait une présidentielle anticipée alors que M. Morsi n'est en fonction que depuis sept mois.

Nouvelle journée de violences meurtrières en Egypte

samedi 26 janvier 2013 21h01

par Yusri Mohamed et Yasmine Saleh

PORT-SAÏD/LE CAIRE (Reuters) - Trente personnes au moins ont été tuées samedi en Egypte lors d'une nouvelle journée d'émeutes provoquées par la condamnation à mort de 21 accusés au procès du drame du stade de football de Port-Saïd, au lendemain de violentes manifestations contre le pouvoir islamiste.

Les forces de l'ordre, appuyées par des véhicules blindés, se sont déployées dans les rues de Port-Saïd, ville située à l'embouchure du canal de Suez sur la Méditerranée. Le bilan des émeutes des deux derniers jours s'élève à 39 morts au moins.

Celles de samedi ont éclaté après la condamnation à mort de 21 hommes jugés coupables d'implication dans la mort de 74 personnes, essentiellement des supporters du club cairote d'Al Ahly, à l'issue d'un match de football contre l'équipe locale d'Al Masri dans le stade de Port-Saïd le 1er février 2012.

Ce jour-là, de nombreux spectateurs ont péri piétinés et des témoins ont rapporté que certaines victimes avaient été jetées du haut des tribunes.

Les "Ultras" d'Al Ahly ont joué un rôle important dans le soulèvement qui a mené à la chute du président Hosni Moubarak en 2011 et les supporters caiotes ont accusé le ministère de l'Intérieur d'avoir orchestré les incidents de Port-Saïd pour se venger. Le rapport d'une commission d'enquête parlementaire a renvoyé dos-à-dos les "Ultras" et les insuffisances des services de sécurité, dont le chef a été limogé.

Furieux que la responsabilité de ce drame soit imputée aux leurs, des habitants de Port-Saïd ont donné libre cours à leur colère samedi dans les rues de la ville.

Des tirs ont été entendus aux abords de la prison où sont détenus la plupart des accusés. Des témoins ont vu des hommes prendre d'assaut deux commissariats. Des émeutiers ont incendié des pneus sur la chaussée et des colonnes de fumée noire se sont élevées au-dessus de la ville.

Outre les 30 décès dus pour la plupart à des blessures par balles, un responsable des hôpitaux de la ville a fait état de 300 blessés.

SATISFACTION AU CAIRE

Les familles des victimes ont en revanche laissé éclater leur joie lorsque le juge Sobhy Abdel Maguid a lu les noms de 21 personnes, la plupart originaires de Port-Saïd, dont le cas était "transmis au grand mufti", autrement dit condamnées à mort dans la mesure où la peine capitale est examinée en Egypte par la plus haute instance religieuse du pays.

Au total, 73 personnes sont inculpées, parmi lesquelles 61 sont accusées de meurtre avec préméditation. Les douze autres, dont neuf policiers, sont soupçonnées d'avoir contribué au déclenchement des violences. Le verdict concernant les autres accusés sera prononcé le 9 mars, a déclaré le juge.

A l'extérieur du tribunal, les supporters d'Al Ahly ont aussi exprimé leur satisfaction. Ils avaient menacé de déclencher des violences si la peine de mort n'était pas prononcée.

La veille, neuf personnes avaient été tuées à travers l'Egypte, en grande partie à Suez, lors d'une journée de manifestations organisées à l'occasion du deuxième anniversaire du début de la révolution contre Hosni Moubarak.

"CHANGER DE PRÉSIDENT"

A l'appel de l'opposition laïque et libérale, des milliers de manifestants sont descendus vendredi dans les rues du Caire, d'Alexandrie, de Suez ou encore d'Ismaïlia. Ils accusent les Frères musulmans, vainqueurs de toutes les élections organisées depuis le renversement d'Hosni Moubarak, de vouloir imposer un régime autoritaire fondé sur la loi islamique et de trahir ainsi les idéaux de la révolution. Ils leur reprochent aussi leur incapacité à relancer une économie plongée dans le marasme.

"Nous voulons changer de président et le gouvernement. Nous en avons assez de ce régime. Rien n'a changé", a déclaré Mahmoud Souleïmane, un manifestant de 22 ans sur la place Tahrir du Caire, épice centre du soulèvement de 2011.

Le Conseil national de défense, présidé par le chef de l'Etat Mohamed Morsi, a condamné les violences de ces dernières heures et appelé à un "vaste dialogue national" en présence de personnalités indépendantes pour régler les contentieux et garantir le bon déroulement d'élections législatives "équitables et transparentes".

Le Front de salut national (FSN), qui regroupe des mouvements de l'opposition libérale, s'est félicité de cet appel, mais a souhaité qu'un ordre du jour précis soit établi et que la mise en oeuvre des décisions auxquelles il conduira soit garantie.

Le mouvement, qui avait jusqu'ici décliné les offres de dialogue, avait auparavant menacé de boycotter les élections, qui pourraient avoir lieu en avril, et d'appeler à de nouvelles manifestations vendredi. Il réclame notamment la formation d'un gouvernement d'union nationale et la tenue d'un scrutin présidentiel anticipé.

Le FSN rassemble des formations disparates qui, après leurs échecs électoraux successifs face aux Frères musulmans, ont décidé d'unir leurs efforts contre le projet de Constitution élaboré par une assemblée dominée par les islamistes. Malgré cette union, les Egyptiens ont approuvé cette Constitution par référendum en décembre.

Hélène Duvigneau et Bertrand Boucey pour le service français

http://www.lapresse.ca/international/dossiers/egypte-apres-moubarak/201301/27/01-4615469-egypte-d-euxieme-journee-de-violences-a-port-said.php?utm_categorieinterne=traffiddrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_lire_aussi_4617459_article_POS1

Publié le 27 janvier 2013 à 08h56 | Mis à jour le 27 janvier 2013 à 14h27

Égypte: deuxième journée de violences à Port-Saïd



Les violences de la veille, qui ont continué dans la nuit, ont éclaté juste après la condamnation à mort de 21 partisans du club de football local, Al-Masry, pour leur implication dans des violences qui avaient fait 74 morts en février 2012, après un match contre une équipe du Caire, Al-Ahly.

Photo: AFP

Inès BEL AiBA

Agence France-Presse

Le Caire

Six personnes ont été tuées et plus de 460 blessées dimanche dans la ville égyptienne de Port-Saïd, en proie à une deuxième journée de violences provoquées par la condamnation à mort de 21 partisans de football locaux.

Face à cette escalade, le président islamiste Mohamed Morsi, qui a été conspué lors de funérailles dans cette ville du nord-est de l'Égypte, doit «s'adresser à la nation» dans la soirée, selon la télévision d'État.

Les six personnes, dont un jeune homme de 18 ans atteint à la poitrine par une balle, ont péri en marge des obsèques d'une partie des 31 victimes de samedi, selon des sources médicales. Parmi les 467 blessés, 38 l'ont été par balle.

Selon des témoins, des coups de feu d'origine indéterminée ont été entendus pendant que les dépouilles étaient transportées d'une mosquée vers le cimetière, provoquant un mouvement de panique parmi les milliers de personnes présentes puis des scènes d'émeute.

Certains participants ont lancé des slogans hostiles au pouvoir islamiste, scandant «À bas le pouvoir du Guide» des Frères musulmans, dont est issu M. Morsi.

Parmi les 31 morts samedi figurent deux policiers pour qui des funérailles militaires ont été organisées au Caire. Le ministre de l'Intérieur Mohamed Ibrahim a été empêché d'y participer par des policiers en colère, selon l'agence officielle Mena.

Les violences ont éclaté après la condamnation à mort samedi de 21 partisans du club de football local Al-Masry, pour leur implication dans des violences ayant fait 74 morts en février 2012, après un match à Port-Saïd contre une équipe du Caire, Al-Ahly.

Des proches des condamnés à mort ont alors essayé de prendre d'assaut la prison où ces derniers sont détenus à Port-Saïd et des habitants ont aussi attaqué deux postes de police.

Selon des médecins, toutes les victimes ont été tuées par balle.

L'armée, qui a démenti avoir utilisé de telles munitions, a pris position dès samedi à Port-Saïd, ville portuaire à l'entrée nord du canal de Suez, pour protéger les bâtiments publics et les sites sensibles.

Beaucoup d'Égyptiens estiment que les violences de 2012 à Port-Saïd ont été orchestrées par la police ou par des partisans du président déchu Hosni Moubarak.

«Un verdict politique»

Des habitants de Port-Saïd assurent que les condamnations à mort ont été motivées par le souhait d'éviter des troubles plus graves encore avec les partisans très organisés d'Al-Ahly, les «Ultras», qui avaient menacé de semer le «chaos» si le verdict n'était pas assez sévère.

«C'est un verdict politique qui a sacrifié nos enfants pour éviter le chaos. Nos enfants sont des boucs émissaires», a affirmé Achraf Sayyed.

Dès vendredi, plusieurs villes, dont Le Caire, ont connu des troubles à l'occasion du 2e anniversaire du début du soulèvement ayant conduit à la chute de Hosni Moubarak.

Les affrontements lors de cette «Journée de la Révolution» entre forces de l'ordre et opposants à M. Morsi ont fait neuf morts et des centaines de blessés à travers le pays, reflétant les profondes divisions politiques dans le pays.

Au Caire, des accrochages sporadiques continuaient d'opposer dimanche de petits groupes de jeunes à des policiers près de la place Tahrir, selon des témoins.

Des manifestants, qui ont perturbé brièvement la ligne 1 du métro, bloquaient par ailleurs la circulation sur le pont du Six-Octobre, une artère importante.

Les ambassades des États-Unis et de Grande-Bretagne, situées à proximité de Tahrir, ont annoncé la suspension dimanche de leurs services au public.

Des affrontements ont également eu lieu à Suez, à l'entrée sud du canal du même nom, où quatre commissariats ont été attaqués dans la nuit, selon une source de sécurité. Huit des neuf personnes tuées vendredi l'ont été à Suez.

L'opposition regroupée au sein du Front du salut national a réclamé une «solution globale» à la crise incluant un «gouvernement de salut national». Faute de quoi, a-t-elle prévenu, elle boycotterait les législatives prévues en principe en mars ou avril, et réclamerait une présidentielle anticipée.

<http://www.lejdd.fr/International/Maghreb/Actualite/Port-Saïd-a-nouveau-dans-l-horreur-588289>

International | Maghreb | 27 janvier 2013

Port-Saïd à nouveau dans l'horreur

Un an après le drame du stade de football (70 morts), les juges ont, samedi, condamné à mort 21 accusés. Leurs proches ont attaqué la prison. Bilan : 30 morts et 300 blessés

Le jugement a été rendu à l'académie de police du Caire, là où Hosni Moubarak a été condamné à la prison à vie. Une forteresse en plein désert. L'endroit parfait pour juger en toute sécurité, au lendemain du deuxième anniversaire de la révolution, les 75 accusés dans le drame du match de Port-Saïd et en condamner 21, samedi, à la peine de mort. Histoire de venger les 70 morts du 1er février 2012. Ce soir là, la toute-puissante équipe d'Ahly doit accomplir une formalité. Près d'un an après la chute de Hosni Moubarak, la coupe d'Égypte vient de reprendre. À l'échelle du pays, c'est comme si le PSG allait jouer un match contre Sochaux. Les supporters radicaux d'Ahly, les Ultras Ahlawy, débarquent, ravis de se mettre un match sous la dent.

Contre toute attente, les Ahly perdent le match, 3-1. Et contre toute attente, au lieu de fêter leur victoire, les supporters de Port- Saïd, armés de barres de fer et de couteaux, se jettent sur les Ultras. Les vainqueurs s'en prennent aux vaincus. Ils envahissent la pelouse, pourchassent les joueurs, s'attaquent aux spectateurs. Mohammed Abou-Treika, l'un des leaders d'Ahly, appelle son club en hurlant : "La sécurité nous a abandonnés, ils ne nous protègent pas. Un supporter vient de mourir en face de moi." Les joueurs sont évacués dans l'urgence, mais pour les spectateurs, les portes du stade sont fermées. Les Ultras Ahlawy sont pris au piège. Puis la lumière s'éteint. C'est à ce moment-là que commence la tuerie.

Les Ultras, des supporters rompus aux combats

Les Égyptiens s'interrogent : pourquoi la lumière a-t-elle été éteinte? Pourquoi le gouverneur de Port-Saïd et son chef de la sécurité n'ont pas assisté, comme c'est l'usage, au match ? Dans une Égypte prompte à croire aux complots, on y voit très vite une punition pour les Ultras, fer de lance des combats contre les forces de l'ordre pendant la révolution. Dans les années 2000, les stades étaient les seuls endroits où le nom de Hosni Moubarak pouvait être hué en public. Ils sont rompus aux combats avec les autorités, savent renvoyer une grenade lacrymo, stopper une charge de CRS égyptiens. Pendant la révolution, ils ont ridiculisé la police en les chassant de la place Tahrir, le 28 janvier. Rebelles, anars, rétifs à tout engagement politique, ils assurent

l'ambiance et le coup de poing. Quand ils arrivent, le soir, pendant les émeutes ou les manifestations, fumigènes écarlates, voix puissantes et tambours battant, rien ne semble pouvoir les arrêter. Leurs slogans et leurs graffitis sont repris. "ACAB" (All Cops are Bastards, "Tous les flics sont des salauds"), recouvrent les murs du Caire. C'est leur cri de ralliement – et leur seule vraie revendication.

"Il faut encore juger les policiers"

Le jugement de samedi a résonné pour eux comme une victoire. Au Caire, dans la salle d'audience, le verdict est accueilli par les cris de joie et les youyous des membres des familles des victimes. Mais les familles de Port-Saïd avaient prévu qu'elles tenteraient de s'emparer de la prison de la ville si le jugement était trop sévère. Dès l'annonce du verdict, des émeutiers attaquent l'établissement à coups d'armes automatiques. Les forces de l'ordre répliquent à l'aide de gaz lacrymogènes et de tirs, deux commissariats sont incendiés. Au fil de la journée, les morts s'accumulent. Le dernier bilan fait état de 30 morts et 300 blessés, dont deux policiers, visiblement visés par des tirs dès le début des émeutes. Les affrontements tournent à la guérilla urbaine. Le ministère de l'Intérieur évoque "des affrontements violents et sanglants", affirmant que la prison et le tribunal sont visés par des tirs à l'arme automatique. L'armée se déploie et peine à remettre de l'ordre, un général de l'armée annonce le déploiement des militaires pour "rétablir le calme" et protéger les installations publiques. Elle y parvient après avoir repris le contrôle des abords de la prison, mais, déjà, on reproche aux autorités leur laxisme. Comme il y a un an, au moment du drame du stade de Port-Saïd.

Parmi des milliers de supporters présents, Mustafa Ahmed est là en souvenir de son frère Oussama, mort à Port-Saïd l'an passé : "Mon frère disait toujours que la liberté appartient à ceux dont la pensée est droite. Je vis dans le souvenir de cette phrase. Je me suis battu pour que justice soit faite. Les condamnés à mort ont eu ce qu'ils méritaient." Mais le combat n'est pas fini : la plupart des supporters présents rappellent que seule une partie des accusés ont été jugés. "Il faut encore juger les policiers, ils n'ont rien fait pour nous protéger. Ils devaient être bien contents de voir ce massacre", explique Abdullah, 17 ans, un bloc de colère. Le deuxième round est prévu pour le 9 mars, où 52 personnes attendront le verdict.

Le Caire (Égypte) Correspondance Samuel Forey - Le Journal du Dimanche
dimanche 27 janvier 2013

<http://www.metrofrance.com/info/egypte-morsi-decrete-l-etat-d-urgence-dans-trois-provinces-et-appelle-au-dialogue/mmaA!X5Jr68pViJNss/>

Créé 27-01-2013 11:18 | Mis à jour 27-01-2013 21:55



Le président égyptien Mohamed Morsi s'est adressé à la nation lors d'une allocution télévisée, au cours de laquelle il a décrété l'état d'urgence dans trois provinces du Canal de Suez. Photo : AFP/EGYPTIAN TV



Des manifestants courent pour échapper à du gaz lacrymogène lancé par la police au Caire, dimanche 27 janvier 2013, lors de heurts suite à un verdict rendu samedi dans un procès lié à un match de football. Photo : AFP/KHALED DESOUKI



Des supporters du club de foot d'Al-Ahly accueillent l'annonce de la condamnation à mort de 21 personnes avec allégresse, samedi, au Caire. Au même moment, à Port-Saïd, des heurts violents surviennent, faisant au moins 31 morts et 300 blessés. Photo : Khalil Hamra/AP/SIPA

Egypte : Morsi décrète l'Etat d'urgence dans trois provinces

EGYPTE - Les violences se sont poursuivies dimanche, après une journée particulièrement meurtrière la veille suite à des heurts provoqués par un verdict de justice. Face à ces violences, Mohamed Morsi a décrété l'état d'urgence dans trois régions.

L'Egypte toujours dans la tourmente. L'annonce de 21 condamnations à mort dans le procès d'un drame lié à un match de football a provoqué de nouvelles violences en Egypte dimanche. Six personnes ont été tuées et au moins 460 autres blessées à Port-Saïd, selon un bilan provisoire communiqué dans la soirée par le ministre de l'Intérieur.

Attaqué par une partie de la foule en colère réunie dans la ville du nord-est du pays, le président Mohamed Morsi a annoncé dans la soirée avoir décrété l'état d'urgence pour un mois dans trois provinces du Canal de Suez, dont celle de Port-Saïd. Un couvre-feu nocturne y sera également appliqué durant 30 jours et "d'autres mesures

exceptionnelles" pourraient être prises par le président égyptien s'il était "contraint de le faire", a-t-il prévenu au cours d'une allocution télévisée. Ce dernier a en outre appelé l'opposition à un dialogue national lundi.

Coups de feu pendant les funérailles

Selon des témoins, cités par l'AFP, des coups de feu d'origine indéterminée ont été entendus dans la ville lors des funérailles d'une partie des 31 personnes qui ont trouvé la mort la veille dans des heurts. Ces tirs, intervenus lors d'une procession, ont entraîné des scènes de panique dans le cortège, puis des émeutes, ont rapporté les témoins.

Les violences ont commencé, samedi, quelques minutes seulement après l'annonce de la condamnation à mort de 21 supporters du club local d'Al-Masry pour leur implication dans la mort de 74 personnes après un match en février dernier contre le club cairote d'Al-Ahly.

Eviter les troubles avec le club d'Al-Ahly

Des proches des personnes condamnées ont tenté d'envahir la prison dans laquelle se trouvaient ces dernières, tandis que des assaillants inconnus ont fait usage d'armes automatiques en direction de la police qui a riposté avec du gaz lacrymogène. L'armée a depuis pris position dans Port-Saïd pour protéger les bâtiments publics et les sites sensibles. Pour certains habitants de la ville, ces condamnations sont motivées par le souhait d'éviter des troubles avec les supporters nombreux et très organisés d'Al-Ahly, les "Ultras", qui avaient menacé de semer le "chaos" si le verdict n'était pas assez sévère.

Ces violences font suite à d'autres survenues vendredi à l'occasion du "Jour de la Révolution" qui commémore le début du soulèvement populaire contre Hosni Moubarak le 25 janvier 2011, au cours desquelles neuf personnes ont trouvé la mort et plus de 530 autres ont été blessées. Les manifestants étaient descendus dans la rue pour protester contre le régime du président Mohamed Morsi, accusé de "confisquer" la révolution au peuple égyptien.

http://www.liberation.fr/monde/2013/01/27/egypte-nouvelle-journee-sanglante-a-port-saïd_877111

Egypte: nouvelle journée sanglante à Port-Saïd

27 janvier 2013 à 17:27

Après la trentaine de tués de samedi, trois personnes sont mortes et plus de 400 blessées dimanche, après la condamnation à mort de 21 supporters de football locaux.

Trois personnes ont été tuées et plus de 400 autres blessées dimanche à Port-Saïd dans les graves violences qui secouaient cette ville du nord-est de l'Égypte pour la deuxième journée consécutive, après la condamnation à mort de 21 supporters de football locaux.

Les trois personnes, dont un jeune homme de 18 ans atteint à la poitrine par une balle, ont été tuées en marge des funérailles d'une partie des 31 victimes de la veille, selon des sources médicales. Plus de 430 personnes ont également été blessées en marge de ces obsèques qui ont réuni des milliers de personnes.

Des coups de feu d'origine indéterminée ont été entendus pendant que les dépouilles, enveloppées dans des linceuls blancs, étaient transportées d'une mosquée vers le cimetière, provoquant un mouvement de panique dans la foule puis des scènes d'émeute, ont rapporté des témoins.

«Il n'y a de Dieu que Dieu», criait la foule rassemblée pour le cortège dans la rue principale de la ville.

Certains exprimaient aussi leur colère contre le pouvoir islamiste, scandant «A bas le pouvoir du Guide» des Frères musulmans, dont est issu le président Mohamed Morsi.

Le bilan officiel fait état de 31 morts samedi, dont deux policiers pour qui des funérailles militaires ont été organisées au Caire. Le nombre exact des victimes inhumées dimanche à Port-Saïd n'est pas encore connu.

Les violences ont éclaté juste après la condamnation à mort samedi de 21 supporters du club de football local Al-Masry, pour leur implication dans des violences ayant fait 74 morts en février 2012, après un match contre une équipe du Caire, Al-Ahly.

Des proches des condamnés à mort ont alors essayé de prendre d'assaut la prison où ces derniers sont détenus. Des habitants de Port-Saïd ont aussi attaqué deux postes de police.

Des médecins ont indiqué à l'AFP que toutes les victimes de samedi avaient été tuées par balles réelles. L'armée pour sa part a démenti avoir utilisé de telles munitions.

Des militaires ont pris position depuis samedi dans la ville portuaire située à l'entrée nord du canal de Suez, pour protéger les bâtiments publics et les sites sensibles.

Beaucoup d'Égyptiens estiment que les violences de l'an dernier à Port-Saïd ont été orchestrées par la police ou par des partisans du président déchu Hosni Moubarak.

Des habitants de Port-Saïd assurent que les condamnations à mort ont été motivées par le souhait d'éviter des troubles plus graves encore avec les supporters très organisés d'Al-Ahly, les «Ultras», qui avaient menacé de semer le «chaos» si le verdict n'était pas assez sévère.

«Un verdict politique»

«C'est un verdict politique qui a sacrifié nos enfants pour éviter le chaos. Nos enfants sont des boucs émissaires», a affirmé à l'AFP un habitant, Achraf Sayyed.

Dès vendredi, plusieurs villes d'Égypte, dont Le Caire, ont connu des troubles à l'occasion du deuxième anniversaire du début du soulèvement ayant conduit à la chute de Hosni Moubarak.

Les affrontements lors de cette «Journée de la Révolution» entre forces de l'ordre et opposants au président Morsi ont fait neuf morts et des centaines de blessés, reflétant les profondes divisions politiques dans le pays et les tensions persistantes entre la police et une partie de la population.

Au Caire, des accrochages sporadiques ont continué d'opposer dimanche de petits groupes de jeunes à des policiers près de la place Tahrir, selon la télévision publique.

Les ambassades des Etats-Unis et de Grande-Bretagne, situées à proximité, ont annoncé la suspension dimanche de leurs services au public.

Des affrontements ont également repris à Suez, à l'entrée sud du canal du même nom, où quatre commissariats ont été attaqués dans la nuit, selon une source au sein des services de sécurité. Huit personnes avaient perdu la vie vendredi dans cette ville.

Dans ce climat de vives tensions, l'opposition regroupée au sein du Front du salut national (FSN) a réclamé samedi une «solution globale» à la crise politique incluant notamment un «gouvernement de salut national».

Faute de quoi, a-t-elle prévenu, elle boycotterait les législatives prévues en principe en mars ou avril, et réclamerait une présidentielle anticipée.

L'opposition laïque et le pouvoir sont à couteaux tirés depuis novembre, quand le président Morsi s'est doté temporairement de pouvoirs exceptionnels puis a fait passer lors d'un référendum controversé un projet de Constitution soutenu par les islamistes.

(AFP)

<http://www.lapresse.ca/international/dossiers/egypte-apres-moubarak/201301/27/01-4615528-egypte-l-opposition-rejette-le-dialogue-avec-morsi-deux-morts.php>

Publié le 27 janvier 2013 à 16h18 | Mis à jour le 28 janvier 2013 à 17h10

Égypte: l'opposition rejette le dialogue avec Morsi, deux morts



Un policier anti-émeute pourchasse un militant anti-Morsi, lors d'une manifestation d'opposants ayant tourné à l'affrontement entre manifestants et forces de l'ordre, au Caire, le 28 janvier.

PHOTO AMR ABDALLAH DALSH, REUTERS

Consultez notre dossier complet sur les soulèvements populaires en Afrique. [»](#)

Inès BEL AïBA

Agence France-Presse

Le Caire

L'Égypte a connu lundi sa cinquième journée consécutive de violences, avec des heurts meurtriers au Caire et à Port-Saïd, mais la principale coalition de l'opposition a rejeté l'appel du président Mohamed Morsi à un dialogue national, appelant à manifester vendredi.

Alors que des manifestations avaient lieu dans plusieurs villes situées sur le canal de Suez, en dépit du couvre-feu, un jeune homme a été tué par balle lundi soir lors d'affrontements devant un poste de police à Port-Saïd (nord-est).

Des sources de sécurité ont indiqué à l'AFP que des affrontements opposaient des manifestants aux forces de sécurité devant plusieurs commissariats, tandis que l'armée a indiqué avoir «fait échouer une tentative d'assaut mené par un groupe armé visant la prison» de la ville.

Un peu plus tôt, au Caire, une personne a été tuée par un tir de chevrotine lors des heurts sporadiques qui se sont poursuivis toute la journée entre groupes de manifestants et policiers aux abords de la place Tahrir.

«Les hommes du ministère de l'Intérieur et +les milices+ des Frères musulmans tirent à la chevrotine depuis le toit des hôtels» alentour, a affirmé à l'AFP un militant présent sur la place, Ahmed Douma, faisant état de nombreux blessés.

Deux officiers et neuf soldats ont été blessés, et des manifestants ont mis le feu à deux fourgons des forces de sécurité, selon une source de sécurité.

Cinquante-et-une personnes ont péri au total dans les violences qui ont débuté jeudi soir, au moment où le pays marquait le second anniversaire du début de la révolte contre l'ex-président Hosni Moubarak, sur fond de mécontentement contre l'actuel chef de l'État islamiste.

Le Sénat a ratifié un projet de loi autorisant M. Morsi à déployer l'armée afin qu'elle participe au maintien de l'ordre jusqu'à la fin des législatives prévues dans les prochains mois, a rapporté l'agence officielle Mena.

Le Sénat, investi du pouvoir législatif en l'absence d'Assemblée nationale, a accordé à l'armée le pouvoir temporaire d'arrêter des civils.

Dimanche soir, M. Morsi avait décrété l'état d'urgence pour 30 jours dans les provinces de Port-Saïd, Suez et Ismaïliya, sur le canal de Suez.

Il avait aussi appelé les représentants de l'opposition, comme les partis islamistes le soutenant, à un dialogue national.

«Nous ne participerons pas à un dialogue vide de sens», a répondu devant la presse Mohamed ElBaradei, figure de proue du Front du salut national (FSN), qui regroupe plusieurs mouvements et partis en majorité de gauche et libéraux.

Le Front réclame notamment que le président assume la responsabilité des violences de ces derniers jours, et la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Il a appelé dans un communiqué le «peuple à descendre sur toutes les places Tahrir vendredi 1er février pour (...) réaliser les objectifs de la révolution» et protester contre la mort de dizaines de personnes ces derniers jours.

Les heurts les plus sanglants eu lieu à Port-Saïd, où 41 personnes ont péri dans des violences depuis la condamnation à mort samedi de 21 supporters du club de football local Al-Masry, impliqués dans des heurts meurtriers l'an dernier à l'issue d'un match contre le club cairote d'Al-Ahly.

Des habitants estiment que ce verdict a été motivé par le souhait d'éviter des troubles plus graves encore avec les supporters très organisés d'Al-Ahly, qui avaient menacé les autorités de «chaos» si les peines n'étaient pas assez sévères.

Ces violences reflètent les profondes divisions dans le pays mais aussi la persistance de l'hostilité d'une grande partie de la population envers la police, accusée de violations systématiques des droits de l'Homme.

Amnesty International, s'appuyant sur des témoignages, a condamné «l'usage par les services de sécurité d'une force létale (...) y compris contre des manifestants qui ne représentaient pas de menace imminente».

La Maison-Blanche a condamné «avec force» ces violences, les plus meurtrières depuis l'élection en juin de M. Morsi, appelant les Egyptiens au dialogue pacifique.

http://www.liberation.fr/monde/2013/01/27/port-said-j-ai-vu-deux-personnes-mourir-sous-mes-yeux_877082

Port-Saïd : «J'ai vu deux personnes mourir sous mes yeux»

27 janvier 2013 à 11:32 (Mis à jour: 17:28)



Des gens réagissent après le verdict du massacre de Port-Saïd condamnant 21 personnes à mort pour leur responsabilité dans les violences meurtrières de 2012. (Photo Asmaa Waguih. Reuters)

Reportage La ville égyptienne a été le théâtre d'affrontements meurtriers samedi. Le bilan provisoire est de 30 morts et plus de 300 blessés.

Par **MARWAN CHAHINE** envoyé spécial à Port-Saïd

D'ordinaire animée à la tombée de la nuit, Port-Saïd était très calme samedi soir, trop calme. Dans les rues du centre-ville, on voyait peu de voitures, moins encore de passants, aucune femme. Même les militaires qu'on disait en nombre n'étaient pas visibles. Tout juste pouvait-on entendre le bruit d'un hélicoptère survolant la cité portuaire. Des échanges de coups de feu, plus espacés qu'en journée, se poursuivaient devant la prison, à l'entrée de la ville. Qui tirait ? Contre qui ? Pourquoi ? Personne n'était plus vraiment en mesure de répondre.

Seule chose certaine, le bilan provisoire de la journée de samedi est déjà très lourd. Il fait état d'une trentaine de morts et plus de trois cents blessés, beaucoup par balles. Les violences ont commencé samedi matin vers 10 heures après le meurtre de deux policiers par une foule furieuse qui aurait, selon les autorités, cherché à forcer l'entrée du pénitencier pour protester contre le verdict de la cour pénale du Caire. Laquelle avait annoncé peu avant, la condamnation à mort de 21 personnes impliquées dans le massacre du stade de Port-Saïd, survenu le 2 février dernier.(1)

Les choses se sont ensuite envenimées, les policiers ont riposté, notamment par l'intermédiaire de snipers postés sur le toit de la prison. Mohammed, étudiant ingénieur de 23 ans, s'est rendu sur les lieux pour prendre des photos, comme il le fait chaque fois que survient un événement depuis la révolution. Le cyber-militant évoque une grande confusion: «ça tirait dans tous les sens. J'ai vu deux personnes mourir sous mes yeux, un vieil homme et un adolescent, sans pouvoir dire d'où ça venait», raconte-t-il. Lui même a été touché au mollet par une balle en caoutchouc, il boîte.

«Il rentrait de son travail quand il a été pris pour cible»

S'il semble avéré que des tirs sont venus de la part des policiers, il semble aussi que des groupes non identifiés, des baltagayas comme on les appelle ici, aient pris part aux

violences. Mohammed dit avoir vu une voiture circuler le long de la rue Mohammed Ali avec, à son bord, des passagers masqués et armés. Un de ses amis évoque même un véhicule équipé d'une batterie anti-aérienne. Des scènes sorties d'un mauvais film d'action. Sauf que ce n'était pas de la fiction. Mahmoud peut en témoigner. Il sort tout juste de la morgue où il a identifié le cadavre de Waël, son cousin, transpercé de quatre balles dont une au cœur. Calme, élégant, Mahmoud assure que Waël n'était pas un militant politique ni n'était lié de près ou de loin aux supporters de foot. *«C'était un Egyptien tout ce qu'il y a de plus normal. Il était en train de rentrer à pied de son travail, fermé à cause des événements, quand il a été pris pour cible. Aujourd'hui, il y a deux enfants qui n'ont plus de père»*, lâche-t-il sans trahir la moindre émotion.

Devant l'hôpital, d'autres proches des victimes sont plus expressifs. Une femme en larmes pousse des cris stridents et répétés en appelant Tamer, son fils décédé. Au même moment, un groupe d'une dizaine de personnes s'éloigne du bâtiment, emmené par un homme qui hurle d'une voix éraillée: *«les Frères, les Frères, tout ça s'est la faute des Frères!»* Mahmoud partage cet avis: *«Aucun criminel de la révolution n'a été jugé et là, d'un seul coup, on condamne 21 personnes à mort! C'est un jugement politique, destiné à calmer les supporters d'Ahly et à faire oublier les manifestations contre le pouvoir. Le verdict est rendu au lendemain de l'anniversaire de la révolution, vous croyez vraiment que c'est un hasard? Tout le monde, la police en tête, savait que les choses risquaient de dégénérer, pourquoi personne n'a rien fait?»* Un trentenaire au crâne rasé acquiesce et prévient: *«maintenant c'est nous qui allons nous venger.»*

1. A la fin d'un match contre Al Ahly, équipe du Caire, la plus titrée d'Egypte, les ultras Port-Saïdiens s'étaient rués sur ceux d'en face, tuant 74 personnes au moins sous les yeux de policiers peu nombreux et apathiques.

Dernière minute, dimanche à 17h20. De nouvelles violences ont éclaté pendant la journée de funérailles des morts de samedi. Selon un bilan provisoire, il y aurait au moins 3 morts et 400 blessés.

<http://www.rtl.fr/actualites/info/international/article/egypte-nouvelles-emeutes-a-port-said-six-morts-7757384470>

Egypte : nouvelles émeutes à Port-Saïd, six morts

Créé le 27/01/2013 à 17h26 - Mis à jour le 27/01/2013 à 21h21



Des affrontements opposent manifestants et forces de l'ordre dans la ville de Port-Saïd depuis deux jours / AFP

Plusieurs milliers de personnes participent ce dimanche aux funérailles de personnes tuées la veille à Port-Saïd (nord-est de l'Égypte), après la condamnation à mort de 21 supporters de football locaux. De nouveaux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont eu lieu, et causé la mort d'au moins six personnes (467 blessés), d'après un bilan encore provisoire. Le président Mohamed Morsi a décrété l'état d'urgence pour un mois dans trois provinces du Canal de Suez, dont celle de Port-Saïd. Il a en outre appelé les dirigeants de l'opposition à un dialogue national lundi.

Un week-end meurtrier

Des coups de feu d'origine indéterminée ont été entendus pendant que les dépouilles étaient transportées d'une mosquée vers le cimetière, provoquant la panique dans la foule avant un retour au calme, ont rapporté des témoins, sans faire état de victimes.

Le bilan officiel fait état de 31 morts samedi, mais le nombre exact des victimes inhumées dimanche n'est pas encore connu. Les commerces étaient fermés pour la deuxième journée consécutive. Les forces de l'ordre n'étaient pas visibles pendant les funérailles.

Les violences de la veille, qui ont continué dans la nuit, ont éclaté juste après la condamnation à mort de 21 supporters du club de football local, Al-Masry, pour leur implication dans des violences qui avaient fait 74 morts en février 2012, après un match contre une équipe du Caire, Al-Ahly. **Des médecins ont indiqué à l'AFP que toutes les victimes de samedi ont été tuées par balles réelles.** L'armée pour sa part a démenti avoir utilisé de telles munitions.

Des militaires avaient pris position samedi dans la ville portuaire située à l'entrée nord du canal de Suez, pour protéger les bâtiments publics et les sites sensibles. Des habitants de Port-Saïd avaient en effet attaqué deux postes de police et des proches des condamnés à mort avaient essayé de prendre d'assaut la prison où ces derniers sont détenus.

Flou autour des auteurs des troubles

Beaucoup d'Égyptiens estiment que les violences de l'an dernier à Port-Saïd ont été orchestrées par la police ou par des partisans du président déchu Hosni Moubarak. Des habitants de Port-Saïd assurent que les condamnations à mort ont été motivées par le souhait d'éviter des troubles plus graves encore avec les supporters très organisés d'Al-Ahly, les "Ultras", qui avaient menacé de semer le "chaos" si le verdict n'était pas assez sévère.

Dès vendredi, plusieurs villes d'Égypte, dont Le Caire, ont connu des troubles à l'occasion du deuxième anniversaire du début du soulèvement ayant conduit à la chute de Hosni Moubarak.

En Egypte, Port-Saïd sombre dans le sang

27 janvier 2013 à 22:16

Reportage Au moins 37 personnes ont été tuées dans la ville ce week-end. A l'origine des violences, la condamnation à mort de 21 supporters pour avoir participé à un massacre lors d'un match de foot en février 2012.

Par **MARWAN CHAHINE** Envoyé spécial à Port-Saïd

Les violences répondent aux violences et elles sont sans fin. A Port-Saïd, hier en début d'après-midi, les morts de la veille n'étaient pas encore enterrés que les coups de feu retentissaient déjà. L'air était aussitôt rendu irrespirable par les gaz lacrymo. Plusieurs bâtiments étaient incendiés, dont le club de la police, situé non loin du cimetière, formant un imposant nuage noir au milieu du ciel d'azur. Les affrontements se sont poursuivis tout l'après-midi, à proximité de la corniche mais aussi de la prison, faisant plus de 460 blessés et au moins 6 morts.

Un peu plus tôt, vers midi, une dizaine de milliers de personnes s'étaient réunies à proximité du front de mer pour se recueillir. Des cercueils ouverts étaient portés par une foule criant vengeance : *«Ils auront réparation ou nous mourrons comme eux.»* «Ils», ce sont les morts de samedi, au moins 31, selon un dernier bilan hier soir : on compte plus de 300 blessés, certains très gravement. Une centaine d'entre eux ont été envoyés au Caire. Ceux qui assistaient aux funérailles pointent unanimement du doigt la police, même si les circonstances restent floues sur les dramatiques incidents de la veille. Point de départ du cycle de violences, un rassemblement, samedi matin, devant la maison d'arrêt en réponse au verdict de la cour qui a condamné à mort 21 personnes pour avoir pris part à un massacre dans un stade de foot un an plus tôt.

Ire. Ce jour-là, le 2 février, 74 supporters de l'équipe cairote d'Al-Ahly périssaient sous les coups des ultras locaux de Al-Masry à l'issue du match. Les forces de sécurité, policières et militaires, étaient alors accusées d'avoir laissé faire ou, pire, d'avoir organisé la tuerie. Plusieurs agents seront inculpés, mais les juges ne statueront sur leur cas qu'au mois de mars. Mais si le jugement a été salué par des cris de joie au Caire, il a provoqué l'ire des Port-Saïdiens.

Selon la police, des proches et des familles des condamnés à mort, épaulés par des ultras, ont tenté de forcer les portes de la prison de Port-Saïd quelques minutes après le verdict. Deux policiers assurant la sécurité du bâtiment ont même été tués par balles. Des tireurs, qui avaient pris position sur le toit du pénitencier, ont répondu. *«Ça tirait dans tous les sens, on ne pouvait pas dire qui faisait quoi»*, raconte Mohammed al-Masri, étudiant de 23 ans et militant de gauche, venu sur les lieux prendre des photos et témoigner sur les réseaux sociaux. Lui-même a été pris à partie, molesté par des protestataires furieux, et touché au mollet par une balle en caoutchouc.

Il a vu deux personnes s'effondrer, un vieil homme et un adolescent, qui, selon lui, se trouvaient à distance de la prison et n'attaquaient pas les lieux. *«C'est sûr qu'il y avait aussi des baltaguias (1). A un moment, une voiture est passée avec à bord des hommes armés et masqués»*, dit-il. Il a aussi observé de simples citoyens, pistolets à la main,

près d'un commissariat. Nombreux sont les Port-Saïdiens à posséder une arme depuis la révolution, une situation que certains justifient par la «*faible présence policière*», le «*besoin d'assurer sa propre sécurité*», et rendue possible par l'afflux massif de revolvers venus de Libye.

Devant l'hôpital Emiri, au centre-ville, des familles de victimes se sont réunies samedi soir dans un climat tendu où les pleurs et les cris de détresse se mêlaient à la colère. La morgue a accueilli treize corps, dont celui de Waël, un père de famille qui rentrait à pied de son travail. «*Il n'avait rien à voir avec tout ça, c'était un Egyptien tout ce qu'il y a de plus normal*», jure Mahmoud, son cousin.

Une dizaine de jeunes se tiennent la tête entre les mains, leurs yeux rougis par les larmes. Ils sont venus rendre hommage à Mahmoud Abdel Halim, footballeur d'un club local, tués de deux balles. «*On n'était pas là pour la bagarre. On savait qu'il y avait le verdict, on voulait voir ce qui se passait, c'est tout*», jure Mohamed, qui se trouvait avec lui et a essayé de dégager le corps de son ami.

Déjà, les questions se posent : comment un tel déchaînement de violences a-t-il pu se produire ? Pourquoi la police a-t-elle réagi ainsi ? Un policier, chargé de surveiller les entrées de la ville, plaide la légitime défense, mais n'hésite pas à mettre en cause sa hiérarchie : «*En deux heures, on aurait pu régler ça. Dès la veille, on savait que ça allait mal tourner. Mais rien n'a été fait, comme d'habitude. Personne n'ose prendre ses responsabilités.*» Il raconte comment ses chefs, pétrifiés, n'ont pas osé donner d'ordres au moment où les affrontements ont commencé. C'est un sous-officier qui a ordonné de répondre en cas de tirs par balles. Pour ce policier, le principal responsable de la situation est le ministre de l'Intérieur, qu'il accuse d'être «*proche des Frères*» et de «*poursuivre un agenda politique*». Si ces affirmations sont avérées, cela pourrait expliquer en partie la confusion et la riposte disproportionnée des forces de l'ordre. Plus inquiétant, cela confirmerait la faiblesse de l'exécutif et le peu de prise de Mohamed Morsi sur sa police (*lire ci-contre*).

Défiance. L'armée n'était pas très visible hier dans la ville, excepté dans les zones d'affrontements et devant les bâtiments publics. Une situation qui faisait dire aux Port-Saïdiens que le président se préoccupait plus de la sécurité du canal du Suez que de celle de ses habitants.

A la haine de la police, s'ajoute une défiance farouche contre Mohamed Morsi. Le jugement contre les accusés du stade est perçu ici comme une injustice et, selon les versions, comme «*une attaque du Caire contre la ville de province*» ; «*une stratégie des Frères pour détourner l'attention des problèmes politiques et calmer les ultras d'Al-Ahly*» - très agités ces derniers jours au Caire.

On retrouve ces analyses dans toutes les bouches, sur fond de sentiment de persécution bien ancré. «*Les gens de ce pays nous détestent mais on s'en moque, on veut l'indépendance de Port-Saïd*», explique un homme âgé aux funérailles. L'impression d'être des mal-aimés n'est pas nouvelle dans cette ville isolée, classée en zone franche du fait de sa situation géographique, et accusée d'avoir bénéficié de largesses sous l'ancien régime. Le massacre du stade n'a rien arrangé.

«L'identité port-saïdienne est très marquée et les récents événements ne vont faire qu'accroître le fossé avec le reste du pays», analyse le musicien Zakaria Ibrahim, célébrité locale qui, avec son groupe El Tanbura, assure une des rares activités culturelles de la région. Malgré son aura et engagement politique - il a créé un parti d'extrême gauche - il se sent démuné : «On va organiser une manifestation pacifique avec d'autres partis la semaine prochaine. Mais, pour l'instant, il n'y a rien à faire. On peut appeler au calme, rappeler qu'on est tous Égyptiens. Une fois que le sang a coulé, les mots n'ont plus aucun poids.»

(1) Des «voyous» ; ces bandes ont servi de milices pour semer le désordre et attaquer les manifestants, notamment pendant la révolution.

<http://www.lenouvelliste.ch/fr/monde/le-ministre-de-l-interieur-interdit-d-assister-aux-obseques-de-policiers-481-1109549>

27.01.2013, 18:28 - Monde

Actualisé le 27.01.13, 18:39

Le ministre de l'Intérieur interdit d'assister aux obsèques de policiers



Egypte

Le ministre égyptien de l'Intérieur Mohamed Ibrahim n'a pas pu assister aux obsèques de Port-Saïd.

Crédit: KEYSTONE

Des policiers égyptiens en colère ont empêché dimanche le ministre de l'Intérieur d'assister aux obsèques de deux de leurs collègues tués la veille dans des affrontements à Port-Saïd, a rapporté l'agence officielle Mena.

Des dizaines de policiers des forces anti-émeutes ont interdit au ministre Mohamed Ibrahim de pénétrer dans la mosquée de la police du Caire où se tenait la cérémonie. Les policiers lui ont reproché le fait que les policiers ne disposaient pas de balles réelles pour face à des situations d'émeutes, a ajouté l'agence.

Le ministre a tenté de parlementer mais les policiers en colère ont insisté pour qu'il ne participe pas aux funérailles.

Les deux policiers ont été tués samedi alors qu'ils gardaient la prison de Port-Saïd où sont détenus 21 supporters de football locaux condamnés à la peine capitale le même

jour pour la mort de plus de 70 personnes après un match contre une équipe du Caire dans cette ville l'an dernier.

Des proches et des habitants de la ville avaient tenté d'envahir la prison et avaient aussi attaqué des postes de police. Des médecins ont indiqué que toutes les victimes de samedi avaient été tuées par balles réelles. L'armée pour sa part a démenti avoir utilisé de telles munitions.

Source: ATS

<http://www.20minutes.fr/monde/egypte/1088303-egypte-president-mohamed-morsi-declare-etat-urgenc-e-trois-ville-apres-violences-week-end>

Egypte: Le président Mohamed Morsi déclare l'état d'urgence dans trois villes après les violences du week-end

Créé le 27/01/2013 à 18h09 -- Mis à jour le 28/01/2013 à 11h43



Des affrontements entre pro et anti-Morsi ont fait 5 morts en Egypte, dans la nuit du 5 au 6 décembre 2012. M.ELSCHEMY/AP/SIPA

MONDE - Les violences à Suez, Ismaïlia et Port-Saïd ont fait quarante-six morts ces quatre derniers jours...

Le président égyptien, Mohamed Morsi, a déclaré dimanche soir l'état d'urgence pendant trente jours dans les villes de Suez, Ismaïlia et Port-Saïd, théâtres d'affrontements qui ont fait 46 morts depuis quatre jours dans le pays.

Lors d'une allocution télévisée, le président égyptien a également annoncé l'instauration d'un couvre-feu dans ces trois villes à partir de lundi, de 21H00 à 06H00. Il a par ailleurs appelé les principaux dirigeants politiques au dialogue. Quatre personnes ont été tuées dimanche à Port-Saïd, en Egypte, lors des obsèques des 33 victimes des violences de la veille dans cette ville portuaire située à l'embouchure du canal de Suez, sur la Méditerranée.

Parmi elles, un jeune homme de dix-huit a succombé à une blessure par balle à la poitrine, a précisé le directeur des hôpitaux de Port-Saïd. Il a en outre fait état de 416 intoxications dues aux gaz lacrymogènes et de 17 blessés par balles dans les affrontements entre les forces de l'ordre et les milliers de manifestants rassemblés pour les obsèques.

Appels à la violence

Les émeutes de la veille ont éclaté après la condamnation à mort de 21 prévenus, pour la plupart des habitants de Port-Saïd, jugé pour le drame survenu en février 2012 dans le stade de football de la ville, où 74 personnes avaient trouvé la mort.

Des appels à la vengeance et des slogans hostiles au président Mohamed Morsi ont retenti dimanche lors des obsèques. Pour la quatrième journée consécutive, des heurts ont également éclaté aux abords de la place Tahrir, au Caire. Aux jets de pierres des manifestants répliquaient les tirs de grenades lacrymogènes des forces de l'ordre.

La situation paraissait toutefois moins tendue que les jours précédents, qui se sont soldés par 43 décès au total, dont les 33 de Port-Saïd. L'opposition laïque et libérale accuse Mohamed Morsi et les Frères musulmans dont il est issu de trahir les idéaux de la révolution de 2011 et d'entretenir la crise économique.

«Jusqu'à présent, aucun des objectifs de la révolution n'a été réalisé, a déploré Mohamed Sami, un manifestant interrogé place Tahrir. Les prix augmentent. Le sang des Egyptiens coule dans la rue à cause du manque de considération et de la corruption et parce que les Frères musulmans dirigent l'Egypte en fonction de leurs propres intérêts.»

Actes de voyous

De nombreux Egyptiens sont toutefois excédés par la persistance du chaos politique et des difficultés économiques, deux ans après le renversement d'Hosni Moubarak. «Ce ne sont pas des révolutionnaires en train de protester, s'indigne Kamal Hassan, un chauffeur de taxi de 30 ans. Ce sont des voyous en train de détruire le pays.»

L'armée, qui a assuré l'intérim jusqu'à l'investiture de Mohamed Morsi, a été déployée dans les rues de Port-Saïd et de Suez, où au moins huit personnes sont mortes vendredi dans des affrontements avec les forces de l'ordre.

Les Frères musulmans ont remporté toutes les élections organisées depuis 2011 face à une opposition longtemps fragmentée. Celle-ci s'est finalement rassemblée au sein d'un Front de salut national (FSN), sans toutefois parvenir à empêcher en décembre l'adoption d'une Constitution rédigée par une assemblée dominée par les islamistes.

Le président Morsi devait s'adresser dimanche dans la soirée à la nation égyptienne, rapporte la télévision publique. Samedi, le Conseil national de défense, qu'il préside, a condamné les violences et plaidé pour un "vaste dialogue national" afin de régler les contentieux et de garantir le bon déroulement d'élections législatives «équitable et transparentes», censées mettre fin à la transition.

Le FSN s'est félicité de cet appel mais a souhaité qu'un ordre du jour précis soit établi et que la mise en oeuvre des décisions auxquelles il conduira soit garantie. Le mouvement, qui avait jusqu'ici décliné les offres de dialogue, avait auparavant menacé de boycotter les élections, qui pourraient avoir lieu en avril, et d'appeler à de nouvelles manifestations vendredi. Il réclame notamment la formation d'un gouvernement d'union nationale et la tenue d'un scrutin présidentiel anticipé.

Avec Reuters

<http://www.dw.de/1%C3%A9tat-durgence-en-%C3%A9gypte/a-16553895>



Archives Afrique

Date 28.01.2013

Auteur Christophe Lascombes et Sandrine Blanchard

Edition Mulay Abdel Aziz

L'état d'urgence en Égypte

L'état d'urgence est entré en vigueur dans trois provinces d'Égypte secouées par des violences meurtrières, les pires depuis l'élection du président Mohamed Morsi. Des discussions sont prévues dans la soirée au Caire.

Dans un discours à la nation dimanche soir, le chef de l'Etat a convié les représentants des forces politiques, de l'opposition comme de partis le soutenant, à discuter à 18H00 locales, 16H00 TU, au palais présidentiel au Caire. Voici comment le président Mohamed Morsi a annoncé la mise en place de l'état d'urgence:

« Afin d'éviter un bain de sang, pour assurer la sécurité publique contre les vandales et les criminels et pour protéger les citoyens, j'ai décidé d'instaurer l'état d'urgence pour une durée de 30 jours dans les provinces de Port-Saïd, Suez et Ismailiyya. »



La retransmission des funérailles des personnes tuées à Port-Saïd

Des milliers de personnes assistaient dimanche en début d'après-midi aux funérailles des personnes tuées la veille à Port-Saïd lors d'émeutes déclenchées par la condamnation à mort de 21 supporters du club de foot local.

Les condamnés à la peine capitale avaient déclenché des violences en février 2012, à Port Saïd, à l'issue d'un match de football qui avait vu la défaite du grand club cairote Al-Alhy. Salué par les familles des victimes, le verdict a déclenché la fureur des proches des accusés. Samedi, des habitants de Port-Saïd ont attaqué deux postes de police dans la ville. La prison où sont détenus les condamnés a également été prise d'assaut. Des heurts ont en outre été signalés dans la nuit à Suez, à l'entrée sud du canal, où quatre commissariats ont été attaqués.

Si le bilan officiel fait état de plus de 30 morts samedi, le nombre exact des victimes inhumées dimanche n'est pas encore connu. Lors des funérailles, de nouvelles violences ont éclaté faisant trois morts et plus de 400 blessés.



L'armée égyptienne de nouveau mise à contribution pour assurer la sécurité civile

Port-Saïd est située à l'entrée nord du canal de Suez, mais l'organisme de gestion de cette voie stratégique pour le commerce mondial a indiqué que le trafic n'était « pas affecté ». L'armée a toutefois annoncé le renforcement de la sécurité du canal. Elle a également pris position dans la ville pour protéger les bâtiments publics et les sites sensibles. Au Caire, des accrochages sporadiques opposaient dimanche de petits groupes de jeunes manifestants à des policiers près de la place Tahrir, où les forces de l'ordre répliquaient aux jets de pierres par des gaz lacrymogènes.

Au-delà de ces violences, la tension reste vive dans le pays. L'opposition aux islamistes, regroupée au sein du Front du salut national, réclame une « solution globale » à la crise politique et la formation d'un « gouvernement de salut national ». Elle menace également de boycotter les législatives prévues en principe en mars ou avril.



2 ans après la révolution, l'Égypte peine à retrouver la paix

L'opposition laïque et le pouvoir sont à couteaux tirés depuis novembre 2012, date à laquelle le président Mohamed Morsi s'est doté temporairement de pouvoirs exceptionnels afin d'accélérer le projet de Constitution rédigé par une commission dominée par les islamistes. Les opposants accusent M. Morsi, et les Frères musulmans dont il est issu, de trahir la révolution qui leur a permis d'accéder au pouvoir grâce à une élection présidentielle démocratique. M. Morsi a participé samedi à une réunion du Conseil national de défense, qui a appelé au calme et au dialogue national pour sortir de la crise.

La représentante de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton, a exprimé sa « grande inquiétude » après les heurts dans la ville de Port-Saïd. Elle « exhorte les autorités égyptiennes à restaurer le calme et l'ordre et appelle toutes les parties à la retenue, pour le meilleur intérêt du pays en cette période délicate de sa transition démocratique », conclut son communiqué.

<http://www.levif.be/info/belga-generique/egypte-un-mort-dans-des-affrontements-pres-de-la-place-tahrir-au-caire/article-4000239999098.htm>

Egypte - Un mort dans des affrontements près de la place Tahrir au Caire

lundi 28 janvier 2013 à 12h39

(Belga) Une personne a été tuée lundi dans des affrontements entre policiers et manifestants qui se poursuivaient pour la cinquième journée consécutive près de la place Tahrir au Caire, a annoncé un responsable de la police.

Un homme a été mortellement atteint à la tête par un tir de chevrotine alors que les manifestants jetaient des pierres sur les policiers, qui répliquaient par des gaz lacrymogènes aux abords de la place et sur un pont y menant. De petits groupes de manifestants s'étaient heurtés toute la nuit aux forces de l'ordre aux abords de la place Tahrir. Ces nouvelles violences surviennent après l'entrée en vigueur de l'état d'urgence

lundi dans trois provinces d'Égypte -Port-Saïd, Suez, Ismailiya- secouées par des affrontements meurtriers et des émeutes qui ont fait 46 morts depuis vendredi. Les heurts les plus meurtriers ont eu lieu samedi à Port-Saïd où 37 personnes ont péri après la condamnation à la peine capitale de 21 supporters du club de football local Al-Masry, pour leur implication dans des violences ayant fait 74 morts en 2012 après un match contre l'équipe du Caire, Al-Ahly. Les troubles avaient débuté dès jeudi soir au Caire, à l'occasion du 2e anniversaire du début du soulèvement ayant conduit à la chute du régime de Hosni Moubarak. (JAV)

http://www.lepoint.fr/fil-info-reuters/le-gouvernement-egyptien-appelle-l-armee-a-la-rescousse-28-01-2013-1620989_240.php

Le gouvernement égyptien appelle l'armée à la rescousse

Reuters- Publié le 28/01/2013 à 13:18

par Edmund Blair et Shaimaa Fayed

LE CAIRE (Reuters) - Les autorités égyptiennes ont émis lundi un décret qui permet à l'armée d'arrêter des civils et lui demande d'aider la police à maintenir l'ordre, face à l'extension de manifestations qui ont fait cinquante morts depuis jeudi à travers le pays.

De source proche du gouvernement, on précise que l'armée se comportera "comme une force de police", ce qui signifie que les personnes arrêtées seraient traduites devant un tribunal civil et non militaire.

On ignore si la mesure s'appliquera à toute l'Égypte ou seulement à Port-Saïd, Suez et Ismaïlia, les trois villes le long du canal de Suez où le président égyptien Mohamed Morsi a décrété dimanche l'état d'urgence pour trente jours.

Le bilan des troubles est passé lundi à cinquante morts avec le décès d'un passant tué par balles au Caire, près de la place Tahrir, où des heurts opposent la police et des manifestants. On ignore d'où provenaient les tirs qui lui ont coûté la vie.

Sept personnes ont été tuées dimanche à Port-Saïd, à l'embouchure du canal de Suez, et des centaines d'autres blessées, lors des obsèques des 33 victimes des émeutes survenues la veille.

Les troubles ont éclaté après la condamnation à mort de 21 accusés, pour la plupart des habitants de Port-Saïd, pour une bousculade survenue il y a un an dans le stade de football de la ville au cours de laquelle 74 personnes avaient trouvé la mort.

NOUVELLES MANIFESTATIONS ATTENDUES

Au Caire, des manifestants ont de nouveau lancé lundi des pierres sur la police qui a répliqué par des tirs de grenades lacrymogènes, près de la place Tahrir, épice de la révolution de 2011.

Des opposants au président Mohamed Morsi y campent depuis plusieurs jours. Certains affichent leur intention de renverser le régime et comme Ibrahim Eissa, 26 ans, "mettre fin à un Etat contrôlé par les Frères musulmans".

Ils reprochent aux Frères musulmans, dont le président Morsi est issu, d'avoir trahi la révolution de 2011. Ils ont appelé à de nouvelles manifestations lundi.

Lors d'une intervention télévisée dimanche, le président égyptien a déclaré qu'un couvre-feu serait en vigueur à Port-Saïd, à Ismaïlia et à Suez à partir de lundi entre 21h00 (19h00 GMT) et 06h00 du matin.

Cette annonce, couplée à un appel au dialogue, a provoqué de nouvelles manifestations dans les trois villes, où des centaines de manifestants ont cherché à braver le couvre-feu.

"La protection de la nation relève de la responsabilité de tout un chacun", a déclaré Mohamed Morsi, en présentant ses condoléances aux familles des victimes. "Nous ferons face à toute menace contre sa sécurité avec force et fermeté, dans le cadre de la loi."

APPEL À L'OPPOSITION

Les libéraux et d'autres opposants accusent le président Morsi de ne tenir ni ses engagements économiques ni sa promesse de représenter tous les Egyptiens. Ses partisans estiment, eux, que l'opposition cherche à renverser le premier président librement élu de l'histoire du pays.

Prenant ses distances avec les dernières violences, le principal rassemblement de l'opposition, le Front de salut national (FSN), a salué dimanche les mesures prises par Mohamed Morsi pour restaurer la sécurité, estimant qu'il aurait dû agir plus tôt pour faire cesser les violences.

"Bien sûr, nous pensons que le président passe à côté du vrai problème sur le terrain qui est sa propre politique", a déclaré Khaled Daoud, porte-parole du FSN à Reuters. "Son appel à l'état d'urgence est une bonne décision étant donné ce qui se passe, à savoir les violences et les actes criminels."

Mohamed Morsi a invité onze partis politiques, et notamment les islamistes, les libéraux et les groupes de gauche, ainsi que quatre figures politiques de premier plan, à une réunion lundi à 18h00 (16h00 GMT) pour établir la base d'un dialogue susceptible de résoudre la crise, selon un communiqué de ses services.

Le FSN a fait savoir qu'il se réunirait dans la journée pour discuter de cette invitation, mais certains au sein du mouvement ont déjà fait connaître leur position.

Le chef de la gauche nassérienne et ex-candidat à la présidentielle Hamdine Sabahi a décliné l'invitation "à moins que cesse le bain de sang et que les revendications du peuple soient satisfaites."

Mohamed ElBaradeï, l'ancien directeur général de l'AIEA qui appartient aussi au FSN, juge sur Twitter que le dialogue proposé est "une perte de temps".

Avec Yasmine Saleh et à Ismaïlia Yusri Mohamed, Hélène Duvigneau, Danielle Rouquié et Julien Dury pour le service français, édité par Gilles Trequesser

<http://www.football-mag.fr/Prolongation/Article/L-Egypte-s-embrase-encore-64649/>

Publié par Alban Lagoutte le 28 janvier 2013 à 13h50

L'Egypte s'embrase encore...

Prolongation

A Port-Saïd, la violence est à son paroxysme après la condamnation à mort de 21 personnes suite au drame de février 2012. (Reuters)

Si en 2011, le Printemps arabe était parti d'Egypte, la situation reste toujours particulièrement tendue dans ce pays. Pour preuve, depuis l'annonce samedi de la condamnation à mort de 21 personnes suite au drame qui avait frappé le pays en février 2012 autour du match opposant Port-Saïd à Al-Ahly, de tragiques événements agitent encore la nation des Pharaons, où la mort continue de frapper.

Football et politique sont intimement liés depuis la nuit de temps, et la situation que vit l'Egypte actuellement ne peut pas aller à l'encontre de ce raisonnement. On savait le pays fragilisé depuis deux ans et la révolution du Printemps arabe, et depuis plusieurs jours, c'est l'escalade sur l'échelle de la violence. Tout a débuté samedi après l'annonce de la condamnation à mort de 21 personnes par un tribunal du Caire suite au drame de Port-Saïd en février 2012.

49 décès en 48 heures

A l'époque, 74 personnes avaient perdu la vie après une bousculade qui avait fait suite à des affrontements entre des supporters de l'équipe de Port-Saïd et celle d'Al-Ahly. Une polémique était rapidement née au pays, les Ultras cairotes accusant ouvertement les forces de police d'avoir organisé ces émeutes meurtrières en réponse à la chute du président Hosni Moubarak quelques mois plus tôt. Entre des portes du stade étrangement fermées, des forces de polices physiquement présentes mais inactives ou des armes introduites sans opposition dans l'enceinte, les éléments donnant du corps à cette version avaient été nombreux.

Au final, le rapport d'une commission d'enquête parlementaire n'avait rien avéré, rejetant plutôt la faute sur des insuffisances des services de sécurité. Et voilà que samedi, sur 73 individus accusés de meurtres avec préméditation, 21 ont été condamnés à mort, les 52 autres devant prendre connaissance de leurs peines respectives le 9 mars prochain. Il n'en fallait pas plus pour que Port-Saïd prenne à nouveau feu, au sort propre comme au sens figuré. Dans la soirée qui a suivi l'annonce du verdict, 22 personnes ont été tuées dans les affrontements qui ont éclaté devant la prison où sont actuellement détenus les condamnés à mort. Puis ce sont 49 autres décès qui ont été déplorés dans tout le pays depuis, lors de diverses manifestations. Un peu plus de 200 blessés ont également été dénombrés...

Mais déjà, le football n'est plus au coeur de ces tragédies répétées puisque derrière cette montée de violence se cache une vive levée de boucliers contre le président Mohamed Morsi accusé, comme les Frères musulmans, propulsés au pouvoir en 2011 après la révolution, d'avoir trahi le peuple suite à plusieurs prises de position politiques. Et ce lundi, de nouveaux appels à des manifestations ont été lancés à travers toute l'Egypte, l'état d'urgence étant déclaré sur les trente prochains jours à Suez, Port-Saïd et Ismaïlia.

<http://www.lalettremed.com/3506-egypte-larmee-craint-un-enlissement-securitaire.html>

Egypte : l'armée craint un enlissement sécuritaire

Rédigé par

Alain Cohen-Krawczyk
il y a 5 jours [28/01/13]



La tension en Egypte reste très vive cinq jours après le début des émeutes qui ont fait des dizaines de morts et amené le président Morsi à déclarer l'état d'urgence dans trois villes du pays, au moment où l'armée dit craindre un enlissement sécuritaire.

Le couvre feu imposé ans les villes de Port-Saïd, Suez et Ismaïlia n'a pas été respecté. Au moins deux morts sont venus s'ajouter à la cinquantaine recensée depuis une semaine. Des postes de police ont été attaqués et des véhicules incendiés, alors que la place Tahrir, au Caire, a été le théâtre de violences durant la nuit de lundi à mardi. Les manifestants accusent le président islamiste Mohamed Morsi et les Frères musulmans d'avoir usurpé la révolution qui a renversé le pouvoir de Hosni Moubarak il y a exactement deux ans. De son côté, l'opposition regroupée dans le Front de Salut National (FSN) a rejeté l'offre de « dialogue national » proposée par le président Morsi. Le FSN estime que le dialogue doit prendre en considération son exigence de révision de la Constitution. Ces développements inquiètent au plus haut point l'armée qui, jusqu'à présent, a réussi à se tenir à équidistance des protagonistes de la crise. Mais la crainte de perdre le contrôle de la sécurité a fait dire au ministre de la défense, Abdelfattah Al Sissi, qui est également chef d'état-major de l'armée, que la crise actuelle risquait de « conduire à l'effondrement de l'Etat ».

Les violences qui ont éclaté à la veille du deuxième anniversaire de la chute du régime Moubarak, ont été exacerbées par une décision de justice condamnant à mort 21 personnes. Celles-ci ont été accusées d'être impliquées dans le drame du stade de Port-Saïd de février 2012, dans lequel 74 personnes avaient été tuées.

Egypte : l'armée participera au maintien de l'ordre

29.01.2013, 08:29, heure de Moscou

Le Conseil consultatif (chambre haute du parlement égyptien) a ratifié lundi le projet de loi autorisant les autorités à déployer l'armée dans les rues pour participer avec la police au maintien de l'ordre, annonce l'agence MENA.

Cette loi permet à l'armée d'appuyer les services de police (...) dans le maintien de l'ordre et la protection des installations vitales de l'Etat jusqu'à la fin des élections législatives et chaque fois que le demandera le Conseil de défense nationale, présidé par le chef de l'Etat Mohamed Morsi, lit-on dans le communiqué.

Le président Morsi a fait voter ce projet de loi, alors que l'Egypte traverse une nouvelle crise après des émeutes meurtrières. La chambre haute a aussi entériné le décret présidentiel sur l'état d'urgence pour 30 jours dans trois provinces du pays, notamment à Port-Saïd, Suez et Ismaïliya, où les violences ont fait 46 morts en trois jours.

Cette dernière vague de violences a éclaté le 25 janvier lors des célébrations du deuxième anniversaire de la chute du régime Moubarak. Les affrontements les plus sanglants ont eu lieu samedi dans la ville de Port-Saïd suite à la condamnation à mort de 21 supporters du club local d'Al-Masry pour leur implication dans la mort de 74 personnes après un match en février 2012 contre le club cairote d'Al-Ahly. /L

Egypte : le bilan des affrontements à Port-Saïd s'élève à 42 morts et plus de 1 000 blessés

(Xinhua)

29.01.2013 à 13h16

Le bilan de récents affrontements survenus au gouvernorat de Port-Saïd en Egypte s'élève à 42 morts et plus de 1 000 blessés, ont indiqué lundi des sources médicales.

Des sources officielles avaient fait état de 40 morts quelque heures auparavant, mais deux autres décès ont été rapportés, portant ainsi le nombre de victimes à 42.

"Une personne a été tuée par balle au cours des affrontements survenus près du commissariat de police d'al-Arab de Port-Saïd, alors que les détails de la mort de la deuxième personne n'ont pas été confirmés", a indiqué Abdel-Rahman Farag, chef de tous les hôpitaux de Port-Saïd, à Xinhua dans la nuit de lundi à mardi.

Des affrontements ont éclaté à Port-Saïd après qu'un tribunal ait condamné 21 personnes à la peine de mort en raison des émeutes de l'année dernière entre supporters des équipes de football du Al-Masry Club et du Al-Ahly Club, qui ont fait 74 morts et

ont été connues par les Égyptiens comme "le massacre de Port-Saïd".

Le président égyptien Mohamed Morsi a décrété dimanche un couvre-feu et l'état d'urgence pour 30 jours dans les villes de Port-Saïd, Suez et Ismaïlia, suite à des affrontements sanglants entre les forces de sécurité et des manifestants survenus samedi et dimanche.

<http://journalmetro.com/monde/229842/legypte-risque-dimploser-dit-le-chef-de-larmee/>

29/01/2013 **Mise à jour:** 29 janvier 2013 | 16:07

L'Égypte risque d'imploser, dit le chef de l'armée

Par Maggie Michael et Hamza Hendawi The Associated Press



Khalil Hamra Khalil Hamra / The

Associated Press

LE CAIRE, Égypte – Des milliers d'Égyptiens appelant à la chute de leur président ont de nouveau participé à des marches funèbres mardi à Port-Saïd, tandis que le chef de l'armée a prévenu que le pays pourrait imploser si la plus récente crise politique se poursuit.

L'avertissement lancé par le ministre de la Défense Abdel-Fattah el-Sissi, ses premiers commentaires après six jours de violences et d'émeutes à travers le pays, semblait avoir pour objectif de faire pression sur le président islamiste Mohammed Morsi, mais aussi sur ses opposants, afin qu'ils trouvent un terrain d'entente pour mettre fin à la pire crise politique à frapper l'Égypte depuis le renversement du président Hosni Moubarak, il y a deux ans.

«La poursuite du conflit entre les différentes forces politiques et leurs divergences sur la façon dont le pays devrait être dirigé pourrait mener à l'effondrement de l'État et menacer les générations futures», a déclaré M. El-Sissi à des cadets de l'armée, selon des commentaires publiés sur la page Facebook de l'armée égyptienne.

Il a défendu le droit des Égyptiens de manifester, tout en reconnaissant que le déploiement militaire dans les villes du canal de Suez plaçait l'armée «dans un grave embarras». Il a déclaré que les soldats devaient «éviter les confrontations» avec les manifestants, tout en protégeant les «installations vitales».

Mardi soir, le bureau de la présidence a déclaré que Mohamed Morsi pourrait envisager d'annuler l'état d'urgence et le couvre-feu en vigueur dans trois provinces si les conditions de sécurité s'améliorent d'ici la semaine prochaine.

Cette déclaration semble avoir pour but d'apaiser la colère populaire contre le président dans les trois provinces visées par l'état d'urgence. La colère s'est transformée en rébellion qui menace de s'étendre à d'autres régions du pays.

Au moins 60 personnes ont été tuées dans les violences en Égypte depuis vendredi.

http://www.liberation.fr/monde/2013/01/29/dans-un-tourbillon-de-violence-l-egypte-en-perdition_877758

Dans un tourbillon de violence, l'Égypte en perdition

29 janvier 2013 à 21:26



Un jeune Égyptien, hier, place Tahrir avec des pierres dans la main, en marge d'affrontements avec la police. (Photo. AFP)

Reportage Alors que même les forces de l'ordre sont gagnées par l'anarchie qui s'empare du pays, la légitimité du président Morsi n'a jamais paru aussi faible.
Par **MARWAN CHAHINE** Correspondant au Caire

A chaque fois qu'une nouvelle flambée de violence survient en Égypte, on se dit que le terme «chaos» a jusque-là été galvaudé. La situation donne l'impression d'empirer de mois en mois. Depuis plusieurs jours, tout le pays se soulève, deux ans à peine après la révolution qui a conduit à la chute de Moubarak. A l'entrée de la place Tahrir, devant les hôtels de luxe, quelques centaines de jeunes jettent des pierres et des cocktails Molotov sur des forces de l'ordre qui répondent par des gaz lacrymogènes et des pistolets à grenaille. Rien que de très habituel, sauf que les mouvements révolutionnaires et politiques semblent avoir de moins en moins de prise sur ces contestataires belliqueux, des adolescents venus des quartiers pauvres du Caire.

Football. Dans la nuit de lundi, ces gavroches égyptiens ont envahi l'hôtel Semiramis, dont le personnel en était réduit à lancer des SOS de détresse sur son compte Twitter. Un peu plus tôt, ils avaient tenté de kidnapper un officier - libéré par d'autres

révolutionnaires - et incendié deux fourgons blindés de police, dont l'un trônait sur la place tel un trophée de guerre. Leur colère a été attisée par la blessure d'Ahmed Harara, touché à la tête par une chevrotine. Cette icône de la révolution a perdu un œil en janvier 2011, et l'autre en novembre, pendant la bataille de la rue Mohammed-Mahmoud. Ce rejet de l'ordre se retrouve partout et à tous les niveaux.

A Kafr el-Cheikh, ville du delta du Nil, d'ordinaire peu affectée par les enjeux nationaux, 128 personnes ont été blessées à la suite d'affrontements entre les habitants et les forces de sécurité. Dans les trois villes du Canal de Suez - Suez, Ismaïlia et Port-Saïd -, des milliers de personnes ont défié Mohamed Morsi lundi soir, lequel avait ordonné la veille un couvre-feu en réponse aux tragiques événements du week-end. A Port-Saïd, on a même pu voir des militaires jouer au football avec les habitants.

C'est dans cette cité portuaire que plus de quarante personnes ont perdu la vie dans des affrontements avec la police ces quatre derniers jours. La journée de samedi a été particulièrement meurtrière, avec plus de trente tués, la plupart par balle. Après le verdict contre les accusés du massacre du stade (1)- 21 ont été condamnés à mort - une foule a tenté de forcer les portes de la prison, deux policiers ont été tués. Les forces de sécurité ont répondu de manière sanglante, vraisemblablement sans attendre les ordres de la hiérarchie.

L'anarchie semble totale, même dans la police. Un agent présent sur les lieux n'hésitait pas à mettre en cause sa direction et le ministre de l'Intérieur, jugé proche des Frères musulmans. Ce dernier a d'ailleurs été chassé des funérailles des policiers et, dans cinq gouvernorats, des officiers sont descendus dans la rue pour réclamer son limogeage. L'armée a de son côté mis en garde contre «*un effondrement de l'Etat.*»

De partout, le navire prend l'eau, le capitaine s'égosille mais personne ne l'écoute. La légitimité de Mohamed Morsi - qui a dû reporter hier sa visite prévue vendredi en France - n'a jamais paru aussi faible. Son appel au dialogue, adressé à l'opposition, est resté lettre morte. Le Front du salut national ayant estimé que les conditions n'étaient pas réunies et demandé que le raïs reconnaisse «*sa responsabilité dans l'effusion de sang égyptien*» et amende la Constitution.

C'est autour de ce texte que s'était nouée une première crise institutionnelle et politique, en novembre. Soumis à référendum, il a finalement été approuvé par 63,8% des votants. Mais le taux de participation a été très faible (32%) et, plus que par adhésion réelle, beaucoup d'Égyptiens ont voté oui en espérant un retour à la stabilité. Ceux-là doivent être déçus. Depuis le début de cette nouvelle crise, le Président semble dépassé, se contentant d'appeler à une réponse sécuritaire.

Dans le camp islamiste, nombreux sont convaincus que ce chaos est orchestré par des forces libérales et par l'ancien régime pour renverser un pouvoir élu démocratiquement. Cette théorie du complot a été étayée hier par le quotidien *Akhbar* qui, citant une source policière, fait état d'un plan du Parti national démocratique (l'ancien parti de Moubarak) visant à faciliter la diffusion de 5 000 armes libyennes dans le but de créer un climat de terreur. Des groupes salafistes songent, de leur côté, à former un front islamiste pour répondre aux violences de la rue.

Des législatives doivent se tenir d'ici à quatre mois. Elles devraient permettre de mesurer la confiance réelle que les Egyptiens ont dans les Frères musulmans dont le président Morsi est issu. La confrérie peut craindre une forte poussée des mouvements de gauche, mais aussi des salafistes. D'autant que le contexte économique défavorable et la hausse des taxes à venir dans le cadre d'un prêt du FMI risquent d'être préjudiciables au Président.

Coup d'état. Las, certains Egyptiens regrettent aujourd'hui à voix haute Hosni Moubarak et en viennent à espérer un coup d'Etat militaire. Etant donné le contexte insurrectionnel, il n'est pas même certain que le scrutin soit maintenu. Surtout, il n'est pas certain que ces élections permettent de dégager une solution politique à même de faire consensus et d'apaiser les esprits tant le fossé semble grand entre la rue et les partis.

(1) Le 2 février 2012, des supporters de Port-Saïd avaient violemment attaqué ceux de l'équipe cairote du Ahly, 74 personnes avaient été tuées.

http://www.liberation.fr/monde/2013/01/30/egypte-deux-morts-dans-des-affrontements-place-tahrir_877901

Egypte : deux morts dans des affrontements place Tahrir

30 janvier 2013 à 12:55



Place Tahrir, au Caire, le 29 janvier. (Photo Mohammed Abed. AFP)

Le pays est en proie à d'importantes violences depuis la semaine passée. 54 personnes ont déjà été tuées.

Deux personnes ont été tuées mercredi par des tirs de chevrotine lors d'affrontements entre manifestants et policiers près de la place Tahrir au Caire, selon une source médicale.

Une personne a été mortellement touchée dans les heurts, alors que la deuxième victime a succombé à ses blessures peu après son transfert à l'hôpital, a précisé la même source. Leur mort porte à quatre le nombre des personnes tuées au Caire et à 54 dans le pays depuis le début des violences jeudi soir.

A lire aussi le reportage de notre correspondant, Dans un tourbillon de violence, l'Egypte en perdition

Les heurts les plus sanglants ont eu lieu à Port-Saïd (nord-est), où 42 personnes ont péri dans des violences depuis la condamnation à mort samedi de 21 supporters du club de football local Al-Masry, impliqués dans des heurts meurtriers l'an dernier à l'issue d'un match contre le club cairote d'Al-Ahly.

(AFP)

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hEDhYpNbLE1QdY5i_MawgQEg2F2w?docId=CNG.255ea21090eeab0a7d466df14aacc20.351

Crise en Egypte: accord pour favoriser le dialogue, manifestations vendredi

De Taïeb MAHJOUB (AFP) – Il y a 3 jours [31/01/13]

LE CAIRE — Les factions rivales se sont engagées jeudi à prévenir la violence qui a fait des dizaines de morts en une semaine en Egypte et à favoriser le dialogue pour une sortie de crise, mais l'opposition a maintenu son appel à manifester vendredi contre le président Mohamed Morsi.

Le Front de salut national (FSN), principale coalition de l'opposition, le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), parti des Frères musulmans dont est issu M. Morsi, des islamistes, des groupes révolutionnaires, des indépendants et des représentants des Eglises d'Egypte ont participé à une réunion au Caire à l'initiative d'Al-Azhar, plus haute autorité de l'islam sunnite.

Les tentatives de favoriser le dialogue se sont multipliées ces derniers jours afin de régler la grave crise dans le pays, qui connaît depuis une semaine de nouvelles violences déclenchées avec le 2e anniversaire de la révolte qui a renversé Hosni Moubarak, et qui ont fait au moins 56 morts.

Ces violences, les plus meurtrières depuis la présidentielle de juin, se déroulent sur fond de forte contestation du pouvoir de M. Morsi, premier président islamiste et civil d'Egypte, et de sévère crise économique.

Dans un document signé au terme de la réunion sous l'égide du chef d'Al-Azhar, cheikh Ahmed al-Tayyeb, les participants ont "dénoncé la violence sous toutes ses formes", et promis de s'abstenir de "toute incitation à la violence".

Ils ont également souligné "la responsabilité de l'Etat et de son appareil sécuritaire de protéger les citoyens".

"Nous sommes sortis des discussions sur une note d'optimisme" malgré "les difficiles défis que nous affrontons", a dit Mohamed ElBaradei, figure de proue du FSN. Il a évoqué une entente pour régler les "différends par les moyens pacifiques", quelques jours après avoir rejeté un appel au dialogue lancé par M. Morsi.

"Tous (les participants) ont exprimé leur disposition à faire des concessions", a expliqué Saad al-Katatni, chef du PLJ. "Le règlement des problèmes de la transition démocratique passent inéluctablement par le dialogue".

Selon lui, un comité, représentatif des factions politiques et des jeunes, a été chargé de préparer ce dialogue "sans conditions préalables".

Les participants se sont engagés à régler leurs différends par "un dialogue sérieux", selon le document d'Al-Azhar, que la présidence de la République a salué dans un communiqué comme "un pas important sur la voie d'un retour à la stabilité" dans le pays.

Le dialogue est "une garantie contre la monopolisation du pouvoir, qui conduit à la tyrannie", a déclaré le grand imam d'Al-Azhar à la réunion, en plaidant pour "une alternance pacifique du pouvoir".

Malgré le risque de nouvelles violences, le FSN a confirmé dans un communiqué le maintien de son appel à une journée de manifestations vendredi pour dénoncer la politique du président Morsi, accusé de trahir la révolution et de concentrer le pouvoir entre les mains des Frères musulmans.

Le ministère de l'Intérieur respecte "le droit de manifester pacifiquement" mais invite les forces politiques à assurer un déroulement "pacifique et civilisé" de toute protestation, a indiqué jeudi soir son porte-parole.

Les affrontements durant la semaine écoulée entre manifestants et forces de l'ordre notamment, qui ont également fait des centaines de blessés ont poussé M. Morsi à décréter lundi l'état d'urgence et le couvre-feu nocturne dans trois provinces du nord-est, Port-Saïd, Suez et Ismaïliya.

La condamnation à mort samedi de 21 supporters du club de football de Port-Saïd, Al-Masry, impliqués dans des heurts meurtriers en 2012 à l'issue d'un match contre le club cairote d'Al-Ahly, a provoqué des émeutes et des affrontements qui ont fait plus de 40 morts à Port-Saïd.

http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/01/31/1-egypte-dans-la-tourmente-et-la-violence_1825397_3232.html

L'Égypte dans la tourmente et la violence

LE MONDE | 31.01.2013 à 11h17 • Mis à jour le 31.01.2013 à 11h37

La contestation prend rapidement la forme d'un affrontement entre les forces de l'ordre et la rue qui réclame la chute du maréchal Hussein Tantaoui, à la tête du Conseil suprême des forces armées (CSFA). L'Égypte n'avait pas connu une telle mobilisation depuis la chute de Hosni Moubarak, le 11 février 2011.

L'Égypte s'enfonce dans le chaos. Le plus grand pays arabe vacille. Deux ans après la "révolution de la place Tahrir", au Caire, les Égyptiens vivent à l'heure d'une anarchie rampante. Sur fond d'instabilité politique, voilà dix jours que des affrontements de rue

installent un climat de violence, qui achève de détériorer une situation économique catastrophique.

Reçu quelques heures à Berlin, mercredi 30 janvier, le président Mohamed Morsi s'est voulu rassurant : le pays "est sur le point de parvenir à une saine gouvernance et de devenir un Etat de droit", a dit le raïs. Le propos relève du voeu pieux, pour ne pas dire de la fadaise.

Le chef des forces armées était sans doute plus près de la réalité quand il a lancé, mardi, un cri d'alarme : la crise politique actuelle peut conduire à "un effondrement de l'Etat", a dit le général Abdel Fattah Al-Sissi. Avertissement voilé de la part d'une armée qui n'a toujours pas digéré d'avoir dû céder le pouvoir aux civils ?

Ces jours derniers, la violence de rue a redoublé : pas moins de 50 morts dans les grandes villes du pays. Au départ, une décision de justice perçue comme inique : 21 condamnations à la pendaison de jeunes gens arrêtés l'an passé à Port-Saïd lors d'une chasse à l'homme, à l'issue d'un match de football – qui s'était, elle, soldée par 74 tués.

Port-Saïd, mais aussi Suez, puis Ismaïlia, les unes après les autres, les villes du canal de Suez se sont embrasées. L'armée a dû s'y déployer et déclarer le couvre-feu. La violence a gagné Le Caire, où, durant plus de deux heures, la police a laissé, mardi, des émeutiers piller en plein jour l'un des plus grands hôtels de la capitale, le Sémiramis.

Le tourisme et l'investissement étranger sont en chute libre. L'Etat est au bord de la faillite financière, mais il est d'abord miné par la faillite politique.

Premier président librement élu dans l'histoire du pays, M. Morsi vient des Frères musulmans, le grand parti islamiste. Adoptée par référendum, une nouvelle Constitution le dote de vastes pouvoirs. Mais il n'a pas su tendre la main à ses opposants laïques. Méfiant, quasi paranoïaque, comme peut l'être un homme venu d'une formation hier martyrisée et sortant d'une semi-clandestinité, M. Morsi – dont le programme économique est inexistant – devait ouvrir grand son gouvernement. Il devait rassurer, être un homme d'inclusion, pas d'exclusion. Il n'a pas pu ni su le faire. Il se comporte en Frère musulman, pas en homme d'Etat.

Ses opposants, divisés, minés par des querelles de personnes, ne l'ont pas aidé. S'il ne leur a pas tendu la main, eux se sont comportés avec défiance. Comme s'ils rejetaient la légitimité d'un homme venu d'une famille politique qui a récupéré plus qu'elle n'a provoqué la révolution de 2010.

Sur les bords du Nil, un vieux peuple réclame son dû : une élite responsable.

http://www.lapresse.ca/international/dossiers/egypte-apres-moubarak/201302/01/01-4617459-egypte-un-mort-dans-des-heurts-devant-la-presidence.php?utm_categorieinterne=traffiddrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_lire_aussi_4615528_article_POS2

Publié le 01 février 2013 à 13h08 | Mis à jour le 01 février 2013 à 17h54

Égypte: un mort dans des heurts devant la présidence



Des manifestants lancent des cocktails Molotov au palais présidentiel au Caire.

PHOTO ASMAA WAGUIH, REUTERS

Khaled DESSOUKI

Agence France-Presse

Le Caire

Un homme a été tué par balle vendredi au Caire, lorsque les forces de l'ordre ont tenté de disperser par la force des manifestants lançant des cocktails Molotov contre le palais présidentiel, au cours d'une nouvelle journée de protestations contre le président islamiste Mohamed Morsi.

Mohammed Hussein Qarni, 23 ans, a succombé à une blessure infligée par un tir de grenaille devant le palais présidentiel, a annoncé à l'AFP Ahmed al-Ansari, un haut responsable des autorités sanitaires égyptiennes.

Il a ajouté que 53 personnes avaient été blessées dans les affrontements qui ont opposé la police aux manifestants dans plusieurs villes du pays.

La présidence a averti, dans un communiqué, que les forces de sécurité agiraient «avec la plus grande fermeté pour appliquer la loi et protéger les bâtiments publics», en soulignant que «les forces politiques qui auraient incité (à ces actes) en assumeraient l'entière responsabilité».

Les heurts, qui se poursuivaient tard le soir, ont éclaté en dépit de l'engagement de l'ensemble des forces politiques à éviter la violence, après des accrochages qui ont fait 56 morts en une semaine dans le pays divisé entre pro et anti-Morsi, premier président civil et islamiste d'Égypte élu en juin.

Rassemblés à l'appel du Front du salut national (FSN), la principale coalition de l'opposition, les manifestants ont lancé pierres, cocktails Molotov et feux d'artifice contre le palais et les forces de l'ordre qui ont fait usage à leur tour de canons à eau et de gaz lacrymogènes et ont tiré en l'air.

Les protestataires ont mis le feu à des pneus en criant «le peuple veut la chute du régime», le slogan lancé il y a deux ans pendant la révolte populaire qui a chassé du pouvoir le président Hosni Moubarak.

La police a dû, un moment, se replier vers l'enceinte du palais d'Héliopolis, certains manifestants ayant réussi à retirer des fils barbelés et tenté d'escalader l'un des portails.

«Personne ne nous fera bouger d'ici», a lancé Ahmed Gamal, un jeune manifestant cagoulé. «Nous ne partirons que lorsque nous aurons renversé Morsi», a renchéri Mohamed Samir, un chômeur de 32 ans.

Près de la place Tahrir au Caire, non loin des ambassades américaine et britannique, des heurts sporadiques ont opposé la police à des manifestants dont deux ont été blessés par des tirs de chevrotine, selon des témoins.

Les opposants au président Morsi ont comparé les pratiques de la police au cours des derniers incidents à celles sous le président déchu Hosni Moubarak. Des policiers ont été filmés en direct à la télévision frappant et traînant un homme nu vers un véhicule blindé. Le ministre de l'Intérieur Mohammed Ibrahim a ordonné une enquête pour établir la responsabilité des policiers qui ont battu le manifestant nu.

Le ministère de l'Intérieur a recensé cinq policiers blessés. La police a arrêté 20 personnes, selon un responsable de la sécurité.

«Morsi dégage»!

La présidence a affirmé que les manifestants avaient tenté de casser le portail du palais et demandé à l'opposition de «dénoncer immédiatement ces actes et d'appeler ses partisans à se retirer d'urgence des environs du palais».

Mais le FSN a affirmé dans un communiqué «ne rien avoir à voir avec ces troubles», disant «condamner tous les actes de violence» et appelant la police à faire preuve d'un «maximum de retenue».

Avant les heurts, Mohamed ElBaradei, un dirigeant du FSN, a averti sur Twitter que «la violence et le chaos se poursuivront» si M. Morsi continue à marginaliser l'opposition.

«Liberté», «Morsi est illégitime», «Dégage!» a scandé la foule dès l'après-midi sur les principales artères du Caire, en arborant sous la pluie des banderoles réclamant «justice» pour les victimes des violences (24-29 janvier) qui avaient éclaté à la veille du 2e anniversaire de la révolte contre Hosni Moubarak.

Des milliers d'autres manifestants ont défilé à Alexandrie et Port-Saïd (nord-est). C'est dans cette dernière ville que les heurts le 26 janvier ont été les plus sanglants (40 morts)

après la condamnation à mort de partisans du club de football local pour un massacre survenu dans un stade il y a un an.

Pour sortir de la grave crise qui secoue le pays depuis des mois, le FSN réclame la fin de la «monopolisation» du pouvoir par les Frères musulmans dont est issu M. Morsi, avec la mise en place d'un gouvernement de salut national et une révision de la Constitution.

Pourtant lors d'une réunion jeudi, les forces politiques dont le FSN et le bras politique des Frères musulmans ont dénoncé «toute incitation à la violence» et affirmé favoriser le dialogue.

Mais les experts restent sceptiques sur les chances d'un véritable dialogue susceptible de réconcilier un pays profondément divisé.

Les partisans de M. Morsi font valoir qu'il est arrivé au pouvoir démocratiquement. L'opposition l'accuse de privilégier l'idéologie islamiste au détriment de l'intérêt général et d'échouer à faire face à la crise économique.

http://www.liberation.fr/monde/2013/02/01/egypte-le-dialogue-ne-fait-pas-taire-la-violence_878751

Egypte : le dialogue ne fait pas taire la violence

1 février 2013 à 22:36



Des manifestants devant le palais présidentiel au Caire, vendredi. (Photo AFP)

Heurts. La mobilisation continue malgré le texte signé par les islamistes et les libéraux pour sortir de la crise.

Par **MARWAN CHAHINE** De notre correspondant au Caire

L'Égypte a connu vendredi une nouvelle journée de mobilisation. Au Caire et dans plusieurs villes du pays, des milliers de personnes ont défilé en scandant des slogans hostiles au président Mohamed Morsi. Devant le palais présidentiel où étaient réunis des révolutionnaires, des heurts ont éclaté en fin d'après-midi, laissant craindre une nouvelle nuit d'embrasement. D'autant que, selon plusieurs sources, des islamistes étaient à leur tour en route vers le palais. Dans la soirée, le gouvernement faisait état d'au moins un mort, 18 blessés et de 20 arrestations.

Ces manifestations se sont tenues à l'issue d'une semaine de violence au cours de laquelle près de 60 personnes ont perdu la vie. L'anniversaire des deux ans de la révolution, le 25 janvier, a donné lieu à plusieurs jours d'affrontements entre des jeunes et les forces de l'ordre. Mais c'est surtout le verdict du massacre du stade de Port-Saïd (1) - 21 personnes condamnées à mort - qui a occasionné les incidents les plus sanglants. Quarante personnes ont été tuées dans des clash avec la police.

Les événements de la semaine ont montré un peu plus la faiblesse de l'exécutif, contesté par la rue, mais aussi par la police et l'armée. L'heure est désormais au dialogue. A l'initiative d'Al-Azhar, haute autorité de l'islam sunnite, plusieurs partis politiques, des libéraux aux islamistes, se sont rassemblés afin de trouver une issue à cette interminable crise politique et institutionnelle.

Le Parti de la liberté et de la justice, branche politique des Frères musulmans à laquelle appartient Morsi, a pris part à cette réunion, par l'intermédiaire de Saad el-Katatni, président de l'Assemblée nationale dissoute. Le Front du salut national (FSN) était représenté par l'ancien Nobel de la paix, Mohamed el-Baradeï. Ce dernier avait refusé, un peu plus tôt dans la semaine, la main tendue par Morsi, au motif que les conditions pour un dialogue national n'étaient pas réunies. Les différentes parties ont signé un texte commun dans lequel ils dénoncent la violence.

Certains groupes révolutionnaires ont rejeté ce qu'ils considèrent comme un simulacre d'union nationale ayant pour seul fin de justifier une politique sécuritaire et de criminaliser les manifestants.

(1) Le 2 février 2012, à l'issue d'un match de football, 74 supporters de l'équipe d'Al-Ahly avaient été tués par les ultras locaux.

<http://journalmetro.com/monde/231827/des-milliers-de-personnes-manifestent-en-egypte/>

01/02/2013 **Mise à jour:** 1 février 2013 | 21:27

Des milliers de personnes manifestent en Égypte

Par Maggie Michael et Mariam Rizk The Associated Press



Mostafa El Shemy Mostafa El Shemy / The Associated Press

LE CAIRE, Égypte – Des milliers de manifestants dénonçant le président islamiste de l'Égypte ont marché vers le palais présidentiel du Caire vendredi, affrontant les forces de sécurité qui ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogènes et de jets d'eau, au huitième jour de la plus récente crise politique en Égypte.

Des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes du pays après un appel au rassemblement lancé par les opposants du président Mohamed Morsi.

Au moins une personne a perdu la vie dans les affrontements entre la police et les manifestants au Caire. Mohammed Hussein Qurni, âgé de 23 ans, a été atteint par balle à l'abdomen et au front, selon le ministre de la Santé, Ahmed Omar, cité par l'agence de presse officielle.

D'après le ministre, 53 personnes ont été blessées dans les manifestations qui se sont déroulées dans sept villes du pays.

Au Caire, environ 6000 manifestants se sont rassemblés devant le palais présidentiel, frappant sur les grilles et lançant des pierres et des chaussures sur le terrain de la résidence, dans une démonstration de mépris. Au moins un cocktail Molotov a été lancé à travers les grilles, alors que la foule scandait «Dégage! Dégage!» à l'intention du président.

Les forces de sécurité du palais présidentiel ont répliqué par des tirs de canons à eau sur la foule, puis par des tirs de gaz lacrymogènes. Un arbre situé sur le terrain présidentiel a pris feu. La police antiémeute s'est déplacée à l'extérieur des grilles d'enceinte, provoquant la fuite des manifestants, qui sont rapidement revenus en force.

Les rues entourant le palais présidentiel ont été plongées dans le chaos. La police a tiré des gaz lacrymogènes à plusieurs reprises pour tenter de repousser les manifestants, qui ont répliqué en lançant des pierres sur les policiers.

Des policiers ont mis le feu aux tentes érigées par les manifestants, tandis que de jeunes hommes frappaient violemment sur les grilles du palais et lançaient des feux d'artifice.

«Tout cela, c'est à cause de Morsi!» a lancé un manifestant.

Des milliers d'autres personnes se sont rassemblées sur la place Tahrir du Caire. Une foule encore plus imposante a manifesté à Port-Saïd en scandant «Morsi, dégage! Dégage!»

Cette nouvelle crise a émergé dans la foulée des manifestations soulignant le deuxième anniversaire du renversement du régime de l'ancien président Hosni Moubarak. Les manifestants accusent le nouveau président et le mouvement des Frères musulmans, dont il est issu, de monopoliser le pouvoir et d'avoir échoué à résoudre les problèmes grandissants du pays.

La colère populaire s'est enflammée après que le président Morsi eut exprimé son appui à ce qui est considéré comme une démonstration de force excessive de la police contre les manifestants la semaine dernière, en particulier à Port-Saïd, où une quarantaine de personnes ont été tuées.

Le gouvernement attribue de plus en plus les violences à un groupe de manifestants se réclamant du Black Bloc, qui portent des masques noirs et qui ont promis de «défendre la révolution». Les médias officiels les présentent comme des conspirateurs, mais

l'opposition affirme que le gouvernement a fait du groupe son bouc-émissaire pour justifier ses mesures musclées contre les manifestants.

Environ 60 personnes ont été tuées dans les manifestations, les affrontements et les émeutes des huit derniers jours à travers l'Égypte. Il s'agit de la pire crise dans le pays depuis le renversement du président Moubarak, en 2011.

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/02/02/le-ministre-de-l-interieur-egyptien-pret-a-demissionner-apres-les-emeutes_1826396_3212.html

Le ministre de l'intérieur égyptien prêt à démissionner après les émeutes

Le Monde.fr avec AFP | 02.02.2013 à 19h33



Capture d'écran de la vidéo montrant un homme battu et traîné dans la rue pendant les violences de vendredi soir au Caire, diffusée par la chaîne Al-Hayat TV.

La diffusion de séquences vidéo montrant un homme nu sauvagement battu et traîné lors de la répression vendredi soir d'une manifestation devant le palais présidentiel au Caire met l'Égypte en émoi. L'opposition politique a demandé samedi 2 février la démission du ministre de l'intérieur, Mohamed Ibrahim, pour ces "images horribles et déshonorantes"

Pour Khaled Daoud, porte-parole du Front du salut national (FSN), principale coalition de l'opposition, une telle affaire "ne peut pas être réglée par de simples excuses du porte-parole du ministère de l'intérieur", alors que les images, diffusées par des chaînes de télévision et sur Internet, suscitaient de vives réactions sur les réseaux sociaux. En soirée, le ministre s'est dit "prêt à démissionner immédiatement si cela arrange le peuple".

Sur la vidéo, on voit des policiers anti-émeutes battre l'homme avec des matraques, le bousculer et lui retirer ses vêtements, avant de le traîner tout nu sur le sol, puis l'embarquer dans un fourgon blindé, en poste devant le palais. L'homme, Hamadah Saber Mohamed Ali, un ouvrier de 50 ans, a été pris en chasse par des policiers car il était "en possession de 18 cocktails Molotov et de deux bidons d'essence", a indiqué le parquet en citant les premiers éléments de l'enquête.

"AGITATEURS"

Mais le ministre de l'intérieur a donné en soirée une autre version des faits : l'homme a été "déshabillé par des agitateurs" et, touché au "pied à la chevrotine", des policiers "ont tenté de le porter jusqu'au fourgon blindé même si la manière de l'avoir traîné a été entachée d'abus".

Le président de la République, Mohamed Morsi, tout en dénonçant "des actes de vandalisme" ayant émaillé les manifestations de vendredi, a évoqué dans un communiqué de possibles "violations des libertés civiles". "La présidence ne tolèrera pas de tels abus", affirme-t-elle, notant que "dans un incident, un individu a été vu alors qu'il était traîné et battu par la police, et le ministère de l'intérieur a annoncé une enquête". "C'est un acte isolé", a affirmé le ministère de l'intérieur en présentant ses "excuses" pour l'incident.

Le FSN, qui s'est réuni dans l'après-midi pour examiner sa stratégie après les violents affrontements, a affirmé soutenir les appels des manifestants au départ de M. Morsi, et réclamé qu'il soit traduit en justice pour les "crimes" des forces de l'ordre.

<http://www.directmatin.fr/monde/2013-02-02/la-presidence-protgee-apres-une-nuit-de-violence-au-caire-365029>

Créé le 02 fév 2013 à 12:05 | Dernière mise à jour le 02 fév 2013 à 12:46

La présidence protégée après une nuit de violence au Caire



La police anti-émeutes déployée devant le palais présidentiel, le 2 février 2013 au Caire, en Egypte

[Gianluigi Guercia / AFP]

La police anti-émeutes était déployée en force samedi aux abords du palais présidentiel au Caire après une nuit d'accrochages sont soldés par un mort et des dizaines de blessés.

L'opposition, qui avait appelé aux manifestations de vendredi pour protester contre le président islamiste Mohamed Morsi accusé d'accaparer le pouvoir, se réunit dans

l'après-midi **pour examiner sa stratégie après ces heurts survenus** malgré l'engagement du pouvoir et des opposants à prévenir la violence.

Outre **un jeune homme de 23 ans tué aux abords du palais présidentiel** dans le quartier d'Héliopolis au Caire, 91 personnes ont été blessées dans les manifestations au Caire et dans d'autres villes du pays, selon des sources médicales.

Une vidéo montrant un homme nu violemment battu par des policiers anti-émeutes, diffusée sur internet par des chaînes de télévision, a provoqué des appels à la démission du ministre de l'Intérieur Mohamed Ibrahim, qui a annoncé une enquête.



Photo
ci-dessus

Des barbelés endommagés devant le palais présidentiel du Caire, le 2 février 2013 en Egypte

[Gianluigi Guercia / AFP]

Après les violences qui se sont prolongées dans la nuit devant le palais présidentiel attaqué par des cocktails molotov, des pierres et des feux d'artifice, le calme est revenu dans le secteur dont les principales avenues ont été rouvertes au trafic.

Mais **les rues adjacentes étaient jonchées de pierres lancées** par les manifestants.

D'importants effectifs de forces anti-émeutes étaient déployées aux abords de la présidence en cas de retour des manifestants.

Le mur d'enceinte du palais était recouvert de graffitis hostiles à M. Morsi: "Renverser le régime", "Liberté".

Depuis le début de la nouvelle vague de violences en Egypte le 24 janvier, à la veille du 2e anniversaire de la révolte qui a renversé le président Hosni Moubarak, près de 60 personnes ont péri, dont plus de 40 dans les villes du Canal de Suez le week-end dernier, principalement à Port-Saïd.



La police anti-émeutes déployée devant le palais présidentiel du Caire, le 2 février 2013

[Gianluigi Guercia / AFP]

La présidence a assuré dans un communiqué que malgré l'escalade "l'Egypte s'approche de la réalisation de son évolution démocratique", avec des élections législatives prévues dans les tout prochains mois.

Le Front du salut national (FSN), la principale coalition de l'opposition, a annoncé qu'il se réunirait dans l'après-midi pour examiner la situation, alors que l'un de ses chefs, Mohamed ElBaradei, **a averti que "la violence et le chaos se poursuivront"** si M. Morsi continuerait à marginaliser l'opposition.

Le FSN dénonce depuis des mois une mainmise de M. Morsi, premier président islamiste et civil d'Egypte élu en juin 2012, et des Frères musulmans dont il est issu sur le pouvoir, et prône une sortie de crise passant notamment par la formation d'un "gouvernement de salut national".

Ce groupe a par ailleurs jugé "horribles et déshonorantes" les images vidéo "montrant des officiers de la sécurité et des policiers **traînant et battant sauvagement un homme complètement nu** autour du palais présidentiel" vendredi soir.

Une telle affaire "ne peut pas être réglée par de simples excuses du porte-parole du ministère de l'Intérieur", a-t-il affirmé.

Tout en évoquant des "actes de vandalisme et de violence" face auxquels la police a fait preuve de "retenue", la présidence a aussi fait état de possibles "violations des libertés civiles".

"La présidence ne tolérera pas de tels abus", a-t-elle dit, notant dans un communiqué que "dans un incident, un individu a été vu alors qu'il était traîné et battu par la police, et le ministère de l'Intérieur a annoncé une enquête".

Fin 2011, l'image d'une manifestante voilée que l'armée traînait sur la chaussée près de la place Tahrir, mettant à découvert son soutien-gorge et son ventre, **avait provoqué l'indignation à travers le pays et dans le monde.**

Auteur AFP

Protesters stone Egyptian PM's motorcade

Saturday, 02 February 2013 23:48

AFP | Cairo

Hits: 21

Protesters threw stones and bottles at the Egyptian Prime Minister's motorcade on Saturday as he tried to enter Cairo's Tahrir Square after overnight clashes nearby and at the presidential palace, media reported.

Dream Live, a private television station, reported that Prime Minister Hisham Qandil left the scene after the attack. His office said in a statement, without elaborating, that he had been "confronted by youths and troublemakers."

"I preferred to avoid a confrontation between them and security personnel," Qandil said later on his Facebook page.

Dozens of protesters remained in the square on Saturday after several thousand demonstrators rallied there on Friday against Islamist President Mohamed Morsi.

Meanwhile, Egyptian riot police were deployed near the presidential palace on Saturday after a night of clashes between security forces and petrol-bomb throwing protesters that killed one man and injured dozens.

The 23-year-old died of a gunshot wound as police used birdshot and tear gas on demonstrators who targeted the palace in rallies against Islamist President Mohamed Morsi late on Friday, a senior medical official said.

Impasse politique au Caire en proie à des combats de rue

LE MONDE | 02.02.2013 à 11h36 Par Hélène Sallon - Le Caire, envoyée spéciale

Retranché dans son palais d'Héliopolis, banlieue résidentielle du Caire, Mohamed Morsi n'avait peut-être pas pris toute la mesure du mécontentement de la rue. Depuis le 25 janvier, jour du deuxième anniversaire du déclenchement de la révolution qui entraîna la chute d'Hosni Moubarak, le président égyptien est en butte aux manifestations de colère d'une contestation multiforme, faite de révolutionnaires de la première heure, de déçus du régime et d'opposants politiques dénonçant la mainmise sur le pouvoir de la confrérie des Frères musulmans.



Manifestation devant le palais présidentiel au Caire, le 1er février.

La condamnation à mort de 21 personnes, à Port-Saïd, le 25 janvier, pour leur implication dans le meurtre de 74 supporters du club de football cairote d'Al-Ahly, le 1er février 2012, a marqué un point de non-retour. Plus de 30 personnes sont mortes dans les émeutes qui ont suivi le verdict. En une semaine de violences, au moins 56 personnes sont mortes dans le pays.

Vendredi, c'est sous les fenêtres du palais d'Ettehadiya que des milliers de manifestants sont venus en fin de journée réclamer la chute du "dictateur", s'engageant bientôt dans une bataille rangée avec les forces de sécurité. "Un dictateur après l'autre, Morsi c'est ton tour", scandait la foule. Les marches pacifiques organisées à l'appel du Front du salut national (FSN), la principale coalition de l'opposition, pour amener le président Morsi à des concessions politiques, ont laissé place à des scènes de guérilla urbaine faisant craindre, au-delà du risque d'un "effondrement du pays" pointé mardi par l'armée, une plongée dans le chaos.

PASSAGE À TABAC D'UN MANIFESTANT, TIRS À BALLES RÉELLES

Peu après 18 heures, alors que les milliers de manifestants de la place Tahrir lançaient l'assaut contre les forces de sécurité, pour forcer les murs de béton les séparant du Conseil de la choura, à quelques kilomètres de là, leurs frères d'armes ont attaqué le palais présidentiel à coups de cocktails Molotov et de feux d'artifice. Les multiples appels au calme et la condamnation de la violence par les différentes formations politiques n'ont eu aucun écho.

Sous un barrage constant de gaz lacrymogènes et couvertes par des snipers positionnés sur les toits, les forces du ministère de l'intérieur ont avancé à pied, fusils au poing, pour repousser les groupes de manifestants éparpillés dans trois rues menant au palais. Ces derniers ripostant par des jets de pierres et de cocktails Molotov. Le passage à tabac d'un manifestant, mis à nu par les officiers de police, sous les yeux des manifestants et des télévisions nationales, n'a fait qu'aviver la colère.

La présidence, craignant d'être débordée, a averti que les forces de sécurité agirait "avec la plus grande fermeté". Une menace suivie immédiatement par l'autorisation donnée par le ministère de l'intérieur à ses hommes de tirer à balles réelles. Vers 22 heures, les forces de sécurité faisaient leur première victime. Mohamed Hussein Qarni, un étudiant en faculté de commerce de 23 ans, est mort des suites de blessures au cou et

au torse infligées par un tir de grenaille. Soixante-dix-neuf personnes ont été blessées pendant la nuit, selon les services ambulanciers.

Place Tahrir, des centaines de manifestants ayant suivi la bataille par téléphone avec leurs frères d'armes, sur Twitter ou à la télévision, sont partis en renforts au palais d'Ettehadia. "Ils tuent les nôtres", lance Wael Abou Lil, qui campe depuis deux mois place Tahrir et se dit prêt à "aller jusqu'au bout de la révolution". "Notre révolution n'a pas réussi, poursuit-il. Aujourd'hui, il y a un voleur. Il doit partir."

"MOUBARAK ÉTAIT MAUVAIS, MORSI EST MAUVAIS"

Comme les autres manifestants de la place Tahrir, il justifie leur recours à la violence comme une réponse à celle qu'exercent le président Morsi et sa confrérie, par le biais de la police et des milices. "Des Frères musulmans viennent aux abords de la place avec des couteaux et des pistolets", accuse-t-il.

"Il y a eu plus de morts en deux ans que sous le régime Moubarak. C'est qui le terroriste ?", renchérit un membre du mouvement d'action directe des "Black bloc". "Des policiers en civil viennent parmi nous pour provoquer leurs collègues et leur donner une bonne raison de tirer", accuse-t-il. Outre les gaz lacrymogènes, précise Hani Nour, chirurgien volontaire dans un hôpital de campagne proche de la place Tahrir, "la police fait usage de balles en caoutchouc et, depuis jeudi surtout, de chevrotine, en visant le visage."



Un manifestant devant le palais présidentiel au Caire, le 1er février.

Cette violence vient ajouter à la détresse sociale et économique dans laquelle vivent les occupants de la place Tahrir. "Ici, il n'y a pas d'argent, pas de travail, pas de santé. Tout est noir, mauvais. Le président est responsable tout comme les hommes d'affaires qui n'essaient pas de construire le pays. Les gens veulent redevenir des êtres humains, explique un manifestant. Moubarak était mauvais, Morsi est mauvais. On a besoin de quelqu'un qui s'occupe vraiment du peuple égyptien."

Plus personne ne semble avoir de prise sur la jeunesse radicalisée de la place Tahrir, qui affirme vouloir redonner au peuple le contrôle d'une révolution inachevée. Les principales formations politiques n'ont plus aucun écho. L'appel au calme qu'elles avaient lancé jeudi, sous l'égide du cheikh d'Al-Azhar, n'a pas été entendu.

Les occupants de la place Tahrir, dans leur grande majorité, ne croient plus au "dialogue national" ni aux propositions faites cette semaine par le Front de salut national au président Morsi. Rien ne permet aujourd'hui de dire qui de Mohamed Morsi, qui dispose encore d'un large soutien au sein de la population, ou des révolutionnaires aura le dernier mot. Et ce que fera l'armée qui, aux yeux de certains comme Mohamed Atiya, un déçu du régime Morsi, représente "la seule force neutre à même de prendre en charge le pays".

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/02/02/les-black-bloc-nouveau-visage-de-la-contestation-egyptienne_1826233_3212.html

Les "Black bloc", nouveau visage de la contestation égyptienne

LE MONDE | 02.02.2013 à 11h05 • Mis à jour le 03.02.2013 à 11h35 Par Hélène Sallon
- Le Caire, envoyée spéciale



Des membres du Black bloc réunis sous une tente, place Tahrir au Caire, le 1er février.

Sous une tente aux allures de campement militaire, une quinzaine de jeunes hommes reçoivent cagoulés et masqués. Droits dans leurs baskets, ils écoutent dans un silence monacal les ordres donnés par le chef de bande. Bottes et treillis, c'est lui qui attribue les missions aux membres de ce groupuscule, devenu en une semaine aussi célèbre pour la mise en scène que pour le secret dont il entoure ses actions.

"Tout a commencé le 19 novembre pendant les manifestations rue Mahmoud-Salem, au Caire. Beaucoup de nos amis ont été tués. Les officiers de police et les militaires portaient des masques. On s'est dit qu'on allait faire pareil", indique, vendredi 1er février, leur porte-parole. Après quelques recherches sur Internet, ils se choisissent pour modèle les "Black bloc", des groupes radicaux européens. Ils sont étudiants, employés ou chômeurs, ont de 20 à 30 ans, et appartiennent à une "génération issue du sang des martyrs", comme le proclame leur vidéo sur YouTube.

LA BÊTE NOIRE DES AUTORITÉS ÉGYPTIENNES

Après avoir fait une entrée remarquée lors de la manifestation du deuxième anniversaire de la révolution, le 25 janvier, les Black bloc sont devenus la bête noire des autorités égyptiennes. Leurs codes et modes d'action directe alimentent les craintes de voir le pays sombrer davantage dans la violence.

"L'action défensive est privilégiée. Une infime partie d'actions offensives est menée en réaction à des attaques, assure le porte-parole. Notre but est de protéger les bâtiments publics, les manifestants et les femmes victimes de harcèlement sexuel." Ils auraient assuré la protection de l'hôtel Semiramis, attaqué mardi soir par des jeunes casseurs, selon les témoignages de clients.

La discrétion entretenue par ses membres et les mesures de sécurité dont ils accompagnent toute prise de contact extérieure, ne font qu'alimenter rumeurs et fantasmes. Les Black bloc ont gagné la réputation de "casseurs de flics". Armés de bâtons et de cocktails Molotov, ils sont de tous les affrontements. Ils assurent que leur "vengeance" serait de voir "les policiers qui ont été jugés pour avoir tué des manifestants et qui ont tous été acquittés, rejugés. On a leur nom. On les a donnés au procureur général." Place Tahrir, on les dit armés pour intervenir sur des actions éclair contre les forces de l'ordre.

"ILS ONT VOLÉ NOTRE RÉVOLUTION"

Mais leur véritable ennemi, assurent-ils, ce sont les Frères. "Depuis le premier jour, ils ont volé notre révolution", dit le jeune homme. Ils tiennent à l'œil ces milices, lourdement armées, qui viennent parfois attaquer les manifestants. "S'ils nous attaquent, on réagit. On n'a pas les armes, mais on a la foi. On continuera jusqu'à la victoire : que le président Morsi et le régime partent. Après, ça nous est égal qui sera président, du moment qu'il s'occupe du pays."

Bien que minoritaire, cette forme de contestation inédite en Egypte commence à faire des émules. Ce qui n'a pas tardé à inquiéter les autorités. Le procureur général, Talaat Ibrahim Abdallah, a ordonné mardi l'arrestation de toute personne soupçonnée d'appartenir au groupe. Une enquête a été ouverte après le dépôt d'une plainte les accusant d'avoir mis le feu à des locaux appartenant aux Frères musulmans. Ce dont ils se défendent. Une vingtaine de membres présumés ont été arrêtés depuis. "Groupe terroriste", "sabotage, émeute et intimidation", "financements occultes", "lien avec Israël" : les autorités disent détenir de nombreux éléments à charge.

Depuis, les Black bloc se sont faits très discrets, voire quasiment invisibles. Vendredi, les spéculations étaient ouvertes sur leur participation aux manifestations. En signe de soutien, des centaines de manifestants avaient décidé de défiler cagoulés.

Hélène Sallon - Le Caire, envoyée spéciale

Des centaines de manifestants devant le palais de Morsi

AFP

Mis en ligne le 02/02/2013

Les manifestants, en majorité des jeunes, protestaient contre le président islamiste Mohamed Morsi, avec les slogans de la révolte qui a provoqué la chute de l'ancien président Hosni Moubarak.

Plusieurs centaines de manifestants étaient rassemblés samedi soir devant le palais présidentiel au Caire, jetant des pierres et des cocktails molotov contre l'enceinte du bâtiment, selon un journaliste de l'AFP.

Ce nouveau rassemblement intervient après une nuit de violents affrontements entre policiers et manifestants, qui se sont soldés par un mort et des dizaines de blessés.

Un des manifestants a déclaré samedi soir que le rassemblement visait notamment à rendre hommage, par des funérailles symboliques, à cette personne décédée le veille.

Les manifestants, en majorité des jeunes, protestaient contre le président islamiste Mohamed Morsi, avec les slogans de la révolte qui a provoqué la chute de l'ancien président Hosni Moubarak il y a deux ans: "Dégage" ou "Le peuple veut la chute du régime".

Ils ont jeté des pierres, des cocktails Molotov et des feux d'artifice contre les murs d'enceinte du palais.

Les seules forces de sécurité présentes se trouvaient à l'intérieur de l'enceinte et ont tiré en l'air. Aucune force de police ne se trouvait à proximité des manifestants, dont certains ont retiré des fils barbelés se trouvant à l'une des entrées du palais.

Le chef de la garde présidentielle a affirmé que ses forces assuraient seules la sécurité du palais et que la police avait été mise à l'écart pour éviter des affrontements avec les manifestants, selon l'agence officielle Mena.

Des manifestants avaient répondu vendredi à un appel de l'opposition pour protester contre le président Morsi, et avaient déjà lancé pierres, cocktails Molotov et feux d'artifice contre le palais. La police avait lancé des gaz lacrymogènes et tiré en l'air pour tenter de les disperser.

Une vidéo montrant un homme nu battu par des policiers anti-émeutes, diffusée sur internet par des chaînes de télévision, a provoqué des appels à la démission du ministre de l'Intérieur Mohamed Ibrahim, qui a annoncé une enquête.

Egypte : retour au calme au Caire après des heurts nocturnes

Clicanoo.re

publié le 3 février 2013

15h21

La situation était calme dimanche matin autour du palais présidentiel au Caire après des heurts sporadiques dans la nuit entre les forces de sécurité et des manifestants, selon des témoins.

Des unités de police en poste près du palais sont intervenues tard dans la nuit à coup de gaz lacrymogènes lorsque des protestataires ont tenté de forcer l'une des entrées du bâtiment, a-t-on ajouté de mêmes sources, sans faire état de victime. Des jeunes, parmi des centaines de manifestants rassemblés samedi soir devant le palais, ont jeté des pierres, des cocktails molotov et des feux d'artifice contre l'enceinte du bâtiment, a constaté un journaliste de l'AFP.

Ils protestaient contre le président islamiste Mohamed Morsi, en scandant les slogans de la révolte ayant provoqué la chute de l'ancien président Hosni Moubarak il y a deux ans : "Dégage" ou "Le peuple veut la chute du régime".

Un des manifestants a déclaré samedi soir que le rassemblement visait notamment à rendre hommage, par des funérailles symboliques, à un manifestant tué la veille.

La Garde républicaine, déployée à l'intérieur du palais, n'est pas intervenue contre les manifestants.

"Nous ne répondons plus aux provocations de certains manifestants devant le palais", a déclaré son commandant, le général Mohamed Ahmed Zaki, dans une déclaration publiée par l'agence officielle Mena.

Une vidéo montrant un homme nu battu par des policiers anti-émeutes lors des manifestations de vendredi devant le palais présidentiel, diffusée sur internet par des chaînes de télévision, a provoqué des appels de l'opposition à la démission du ministre de l'Intérieur Mohamed Ibrahim, qui a annoncé une enquête.

© 2013 AFP

Jets de pierres contre le convoi du Premier ministre au Caire

Des manifestants ont jeté des pierres et des bouteilles samedi contre le convoi du Premier ministre égyptien Hicham Qandil sur la place Tahrir au Caire, au lendemain de

violences entre manifestants et policiers dans la capitale, a rapporté une télévision locale.

Selon la chaîne privée Dream Live, M. Qandil a ensuite quitté la place.

Son bureau a indiqué dans un communiqué laconique que le Premier ministre avait "fait face à des jeunes et des agitateurs" lors d'une visite place Tahrir.

"J'ai préféré éviter une confrontation entre ces personnes et le personnel de sécurité", a indiqué le chef du gouvernement sur sa page Facebook.

Des dizaines d'opposants au pouvoir du président islamiste Mohamed Morsi sont installés depuis des mois dans un village de tentes sur la place Tahrir dans le centre ville, haut-lieu de la révolte populaire qui avait contraint au départ Hosni Moubarak en 2011.

Plusieurs milliers de personnes s'y sont encore rassemblées vendredi dans le cadre d'un appel à manifester lancé par l'opposition au président islamiste Mohamed Morsi. Les abords de la place ont été le théâtre ces derniers jours de heurts sporadiques entre policiers et groupes de jeunes qui ont fait 4 morts.

Un manifestant est également mort vendredi soir et plusieurs dizaines d'autres ont été blessés près du palais présidentiel à Héliopolis, la proche banlieue du Caire.

Auteur AFP

http://www.rewmi.com/Egypte-Nouvelles-violences-a-l-issue-de-manifestations-de-l-opposition_a73865.html

Egypte : Nouvelles violences à l'issue de manifestations de l'opposition

le Samedi 2 Février 2013 à 09:31 | Lu 275 fois



Les manifestations à l'appel de l'opposition en Egypte ont dégénéré en fin de journée, ce vendredi 1er février 2013. Des heurts avec les forces de l'ordre ont éclaté au Caire, faisant au moins un mort, en dépit de l'engagement de l'opposition à éviter les violences.

Les affrontements se poursuivaient dans la soirée, devant le Palais présidentiel au Caire. Répondant aux jets de pierres et de cocktails Molotov envoyés par les manifestants, les forces de l'ordre ont fait usage de canons à eau, de gaz lacrymogènes

et ont tiré en l'air.

Certains opposants tentaient d'escalader les grilles du Palais.

Aux abords de la place Tahrir, épice de la révolution de 2011, des heurts sporadiques ont également éclaté. Une personne au moins a été tuée au cours de ces affrontements, a-t-on appris dans la soirée, mais aucun bilan précis n'était disponible dans la soirée, tant sur le plan des éventuels blessés que des arrestations.

L'opposition égyptienne avait appelé à une grande journée de manifestation pour protester contre la monopolisation du pouvoir par le président Mohamed Morsi. Des dizaines de milliers de personnes ont répondu à cet appel, au Caire mais aussi dans plusieurs villes du pays.

Une soixantaine de morts en moins d'une semaine

A Alexandrie, des routes ont été bloquées par les manifestants. Dans les villes du canal de Suez, où un couvre-feu avait été décrété pendant plusieurs jours par le président Morsi, l'opposition est aussi sortie dans la rue.

une journée à haut risque, marquant le premier anniversaire de la mort de 70 supporters de football lors d'un match entre une équipe locale et une équipe du Caire. C'est d'ailleurs la condamnation à mort, la semaine dernière, de 21 supporters du club local, qui a provoqué des émeutes et fait 40 morts à Port-Saïd.

Au total, cinquante-six personnes ont été tuées dans des violences en moins d'une semaine dans tout le pays, selon l'Agence France-Presse.

Jeudi soir, un appel au calme a été lancé. Des représentants de l'opposition et du pouvoir se sont réunis pour la première fois autour d'une même table, sous l'égide de la plus haute instance sunnite du pays, la mosquée Al Azhar. Tous ont dénoncé les violences.

Des extrémistes dans les manifestations

« Nous avons mis à bas le régime de Moubarak par une révolution pacifique. Nous comptons arriver à nos objectifs de la même façon, quelle que soit la sauvagerie de la répression », a affirmé Mohamed el Baradei, l'un des chefs du Front National du Salut, principale coalition de l'opposition.

Mais l'opposition ne maîtrise pas forcément toutes ses troupes. Depuis une semaine, des groupuscules violents sont apparus dans les manifestations, les Blacks Blocks, qui tirent leur nom des groupes altermondialistes violents nés dans les années 1980. Ces jeunes cagoulés, masqués, souvent habillés de noirs, revendiquent la voie de la violence pour se faire entendre. Un de leurs slogans : « Le chaos contre l'injustice ». On ignore leur nombre et leurs intentions exactes. En tous cas, leur présence dans les manifestations divise la place Tahrir. Certains pensent qu'ils ne font que semer le chaos, d'autres qu'ils protègent au contraire les manifestants.

Impasse politique

Ces derniers jours, les autorités ont arrêté plusieurs Blacks Blocks, accusés de sabotage mais aussi d'avoir mis le feu à des locaux des Frères musulmans, confrérie à laquelle appartient le président Mohamed Morsi.

Devant ces violences, seule une solution politique semble pouvoir régler la situation. Mais jusqu'ici les demandes de l'opposition, notamment la formation d'un gouvernement d'union nationale, n'ont pas été entendues. Depuis qu'il s'est attribué les quasi-pleins pouvoirs en novembre dernier, le président Mohamed Morsi n'a pas lâché

de lest.

A la suite des incidents de ce vendredi soir, il a prévenu que les forces de sécurité allaient « agir avec la plus grande fermeté pour faire appliquer la loi et protéger les bâtiments publics ». Il a ajouté que « les forces politiques qui auraient incité (à ces actes) en assumeraient l'entière responsabilité ».

Sources REUTERS/Asmaa Waguih

<http://www.arte.tv/fr/la-colere-est-tres-forte-et-elle-existe-partout/7301664.html>

ARTE Journal - 03/02/13

"La colère est très forte et elle existe partout"

Depuis le 25 janvier, jour du deuxième anniversaire du déclenchement de la révolution égyptienne, la contestation n'a fait que s'amplifier. Jour après jour, des milliers de manifestants ont dénoncé la main-mise sur le pouvoir par les Frères musulmans. Les manifestations pacifiques auxquelles avait appelé le Front du Salut National, la principale force d'opposition, ont donné lieu à des scènes de guérilla urbaine. Le soir du 1er février, devant le palais présidentiel, des milliers de manifestants se sont livrés à une bataille rangée avec les forces de l'ordre. Le 02 février encore, ils étaient plusieurs centaines de manifestants à jeter des pierres et des cocktails molotov contre l'enceinte du bâtiment. En une semaine, les émeutes violemment réprimées se sont soldées par plus de 60 morts. Une vidéo montrant un homme nu, battu par des policiers, n'a fait qu'aviver la colère des manifestants. Ils appellent désormais à la démission du ministre de l'Intérieur Mohamed Ibrahim qui a annoncé une enquête.

En Egypte, les organisations de défense des droits de l'homme sont des observateurs privilégiés. Ces deux dernières années, ils ont collecté d'innombrables témoignages sur les brutalités des forces de l'ordre, constaté l'immobilisme des pouvoirs politiques et la colère grandissante qui gagne peu à peu toute la société. L'Initiative égyptienne pour les Droits de la Personne est en première ligne, l'une de ses membres, Magda Boutros a accepté de répondre à nos questions.

Vidéo Youtube 02/02/2013 : un homme frappé par des policiers au Caire

ARTE Journal : Quelle a été votre réaction quand vous avez vu cette vidéo ?

Magda Boutros : Malheureusement nous n'avons pas été surpris. Avec notre organisation, cela fait deux ans qu'on travaille sur les violences policières. On sait que ce genre de choses arrive pratiquement quotidiennement. De la part de la police, mais aussi des militaires quand ils étaient au pouvoir. D'autres vidéos de ce genre existent. Des vidéos montrant la police en train de brutaliser des manifestants ou des individus dans d'autres circonstances. Ce qui fait que malheureusement quand on voit ce genre de vidéo, on est pas vraiment surpris. Ces violations de la police sont systématiques. Dans notre organisation, on poursuit des investigations dans des affaires de brutalités policières. On a des affaires de tortures dans des lieux de détention, que ce soit dans les

prisons ou dans les postes de police, qui peuvent parfois mener à la mort. On a aussi suivi des affaires impliquant l'usage d'armes à feu. Exemple : il y a une dispute dans la rue entre une personne et un policier, le policier sort son arme à feu et tire. Il blesse ou il tue la personne. Au cours de ces 2 premières années de la révolution, ça a été très difficile pour nous de savoir exactement le nombre de violences et de brutalités policières. Mais au moins dans les affaires qu'on a pu suivre en détail, on a pu recueillir le témoignage des victimes ou des témoins, et on a pu suivre les investigations criminelles. Et on a relevé plus de 20 cas de personnes tuées de manière illégale par la police.



ARTE Journal : Est-ce que vous constatez une augmentation des violences contre les manifestants ?

Magda Boutros : Depuis la chute de Moubarak, la violence contre les manifestants est pratiquement constante. Lorsque l'armée était au pouvoir, il y a eu des violences très fortes contre les manifestants. En novembre 2011, lors de la bataille de la rue Mohammad Mahmoud au Caire, il y a eu 45 personnes tuées par la police, un mois plus tard en décembre, il y a eu 17 personnes tuées par l'armée devant le conseil des ministres. Plutôt en octobre, il y avait l'affaire Maspiro (l'attaque contre la manifestation pacifique des Coptes) où 25 personnes avaient été tuées par l'armée, etc... Depuis le début de la révolution, que ce soit avant ou après Morsi, les violences commises contre les manifestants sont constantes. Et ce qu'on voit aussi et qui reste constant, c'est que les forces de police ou de l'armée nient ces faits. Même quand il y a des vidéos qui prouvent que les forces de police tirent à balles réelles sur les manifestants, même quand il y a des rapports médicaux, des rapports d'autopsie qui prouvent que ces personnes sont mortes tuées par des armes à feu, la police nie les faits.

On a un système judiciaire qui protège la police et l'armée, et préserve leur impunité. Si vous avez suivi ce qui s'est passé pour cet homme qui a été dénudé et frappé par la police, ils ont fait en sorte qu'il apparaisse ensuite à la télévision en disant que ce n'était pas la police qui l'avait dénudé, ni frappé, que c'était les manifestants et que la police au contraire l'avait protégé des manifestants. Ce qui bien sûr au vu des images, est totalement faux. Il est apparu dans une autre vidéo où il explique que les policiers lui ont demandé de dire ça. C'est juste un exemple, mais beaucoup d'affaires sont bien plus violentes et mènent à la mort, et le ministère de l'Intérieur refuse de reconnaître les crimes commis par les officiers de police, les fautes commises par les officiers de police. On a un système judiciaire en Egypte qui protège les officiers de police et leur assure l'impunité.

Dans les affaires qu'on a suivi depuis le début de la révolution jusqu'à aujourd'hui, les affaires de la révolution et les affaires de torture ou de meurtre, dans 90% voire 95% des

cas, les officiers de police sont acquittés ou les affaires n'arrivent même pas devant les tribunaux. Car le procureur général travaille à faire en sorte que la police ait une immunité et ne soit pas poursuivie. On a aujourd'hui une police qui n'a absolument pas changé ses pratiques. Les lois qui règlent le travail de la police n'ont pas changé depuis Moubarak, on est toujours avec les mêmes lois qui gouvernent l'utilisation de la force et des armes à feu. Il n'y a eu aucun changement au niveau des mécanismes de contrôle de la police et on a un système judiciaire qui depuis Moubarak et aujourd'hui encore, protège la police et l'armée, et préserve leur impunité. Et donc ce qu'on voit aujourd'hui c'est le résultat naturel de cette absence totale de réforme, de cette absence de volonté politique de changer le système sécuritaire égyptien. Et cela peut s'aggraver encore s'il n'y a pas une volonté politique de changer les choses, et il faudra un changement radical et pas seulement de belles paroles comme on en entend depuis deux ans.

ARTE Journal : Pourtant la réforme de la police et de la justice étaient des priorités pour les révolutionnaires ?

Magda Boutros : Pour commencer les manifestations, les révolutionnaires avaient choisi le 25 janvier, c'est le jour de la fête de la police en Egypte. Ce n'était pas un hasard. Ils l'ont choisi exprès pour adresser un message fort et dénoncer les violences policières. Et aujourd'hui encore, le 25 janvier est le jour de la fête de la police.

ARTE Journal : Peut-on parler d'une nouvelle révolution en cours, d'un nouveau soulèvement, cette fois contre les Frères musulmans et le régime du président Morsi ?

Magda Boutros : Moi je préfère parler d'une révolution qui continue. Des figures peuvent avoir changé, la tête du régime a peut être changé, mais le régime est toujours là. Il n'a pas changé, le régime policier, sécuritaire n'a pas changé. La révolution continue contre ce même régime pour lequel ils sont descendus dans les rues le 25 janvier 2011. Quelque soit la façon dont on appelle ça, une deuxième révolution, une deuxième vague, il y a les mêmes revendications, les mêmes problèmes qui existent encore et qui sont peut-être encore pire aujourd'hui. Donc oui, la révolution continue, comme ont dit ici.

ARTE Journal : Le régime du président Morsi est-il menacé ?

Magda Boutros : La colère est très forte et elle existe pratiquement partout. Que ce soit des demandes sociales, économiques, les demandes de respect de la dignité humaine, les demandes relatives au coût de la vie, toutes ces choses là ne s'améliorent pas. La colère existe et elle est très fortement ressentie en Egypte, donc tout est possible.

Evelyne Herber

Egypte: le fossé se creuse entre pouvoir et opposition

3 février 2013 à 13:02



Des Cairototes manifestent après la mort de Mohamed Hussin ElKorany, le 2 février 2013. (Photo Mohamed Abd El Ghany. Reuters)

Le calme régnait dimanche au Caire après de nouveaux heurts nocturnes, signe d'une tension persistante en Egypte où le fossé se creuse entre le pouvoir et l'opposition sur une sortie de crise. La circulation était fluide autour du palais présidentiel d'Héliopolis où des centaines de manifestants ont été dispersés dans la nuit à coup de gaz lacrymogène par les forces de sécurité, lorsque des protestataires ont tenté de forcer l'une des entrées du bâtiment, selon des témoins.

La Garde républicaine, déployée à l'intérieur du palais, s'est abstenue de «répondre aux provocations de certains manifestants», a déclaré son commandant, le général Mohamed Ahmed Zaki, alors que les scènes de violences de vendredi ont accentué les divisions au sein de la classe politique. Le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ), le bras politique des Frères musulmans dont est issu le président Mohamed Morsi, a tiré à boulets rouges dimanche contre la principale coalition de l'opposition, le Front du salut national (FSN), accusée de «sabotage».

«Colère populaire contre la violence et contre le Front du sabotage», écrit en une le quotidien *Al-Hourriya Wal Adala*, organe du PLJ, qui rend la coalition de l'opposition responsable des affrontements entre policiers et manifestants du palais présidentiel ayant fait vendredi un tué et des dizaines de blessés. «En étant témoin de la violence et des milices armées du FSN, le peuple connaît désormais l'agresseur, celui qui cherche à accéder à la présidence par la force après son échec aux urnes», écrit un commentateur dans le journal.

L'engagement pris jeudi par toutes les factions politiques — sous l'égide d'Al-Azhar, la prestigieuse institution de l'islam sunnite — de prévenir la violence et de favoriser le dialogue pour une sortie de crise a mal tourné. Dans un communiqué samedi, le FSN a exclu de pouvoir «discuter de la question du dialogue (...) avant que l'effusion de sang

ne cesse, que les responsables (de cette effusion) rendent des comptes et que ses revendications soient satisfaites».

La coalition dénonce depuis des mois une mainmise de M. Morsi, premier président islamiste et civil d’Egypte élu en juin 2012, et des Frères musulmans sur le pouvoir. Elle prône une sortie de crise passant notamment par la formation d’un «gouvernement de salut national» et des amendements à la Constitution adoptée en décembre.

La Haute cour constitutionnelle a de nouveau reporté dimanche, au 3 mars, son verdict sur la légalité de la commission constituante ayant rédigé la loi fondamentale controversée adoptée en décembre.

Le FSN a affirmé dans son communiqué *«se ranger totalement au côté des appels du peuple égyptien et de ses forces vives à une chute du régime de la tyrannie et (à la fin de) l’hégémonie des Frères musulmans».*

Mais Amr Moussa, l’un des dirigeants du FSN, a tenu à nuancer la teneur de ce passage du communiqué: *«Nous ne sommes pas en conflit avec la présidence»*, a-t-il déclaré sur une radio locale.

Le FSN a également réclamé une enquête *«indépendante pour les crimes»* perpétrés par les forces de l’ordre *«afin de poursuivre en justice tous ceux qui en sont responsables, à commencer par le président de la République et son ministre de l’Intérieur»* Mohamed Ibrahim.

Depuis le début de la nouvelle vague de violences en Egypte le 24 janvier, à la veille du 2^e anniversaire de la révolte qui a renversé le président Hosni Moubarak, près de 60 personnes ont péri.

(AFP)

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/02/04/97001-20130204FILWWW00439-egyptetorture-un-activiste-decede.php>

Egypte/torture: un activiste décède

AFP Publié le 04/02/2013 à 12:36 Réactions (15)

Un activiste égyptien, tombé dans le coma plusieurs jours après sa détention par la police, est décédé aujourd’hui, ont annoncé le ministère de la Santé et son parti, suscitant un nouveau tollé contre les brutalités policières en Egypte.

Mohamed al-Guindi, 28 ans, avait été porté disparu le 25 janvier alors qu’il participait à une manifestation à l’occasion du 2^e anniversaire de la révolte qui a renversé le président Hosni Moubarak en 2011.

Selon le ministère de la Santé, il a été conduit vers un hôpital du Caire par ambulance le 28 Janvier, trois jours après sa disparition, alors qu’il était inconscient et souffrait d’une hémorragie interne.

Le militant a été emmené dans un camp de la police où il a été torturé, ont rapporté des activistes, détenus avec lui et libérés par la suite, selon le récit de sa mère, Samia, sur une chaîne satellitaire privée, Al-Nahar.

"Il est mort des suites de la torture", a annoncé son parti, le Courant populaire, dans un communiqué. Selon un rapport médical préliminaire, cité par des activistes, Mohamed al-Guindi avait été battu avec des objets contondants et a eu des côtes brisées, et a subi des chocs électriques.

Des photos du militant le montrant alité à l'hôpital, le visage meurtri, ont circulé sur les réseaux sociaux et des activistes l'ont présenté comme le nouveau Khaled Saïd, un Egyptien battu et tué par la police en 2010, et devenu depuis un symbole de la lutte contre les brutalités policières.

Des images d'un manifestant dénudé et battu par des policiers anti-émeutes vendredi soir, lors d'une manifestation contre le président islamiste Mohamed Morsi dans le secteur du palais présidentiel, ont suscité l'indignation à travers l'Egypte et de vives critiques des pratiques policières.

<http://www.lexpressiondz.com/internationale/168451-un-activiste-decede-des-suites-de-tortures.html>

L'EGYPTE SOUS L'EMPRISE DES BRUTALITÉS POLICIÈRES

Un activiste décède des suites de "tortures"

Mardi 05 Fevrier 2013 - Lu 223 fois

Un activiste égyptien, tombé dans le coma plusieurs jours après sa détention par la police, est décédé lundi, ont annoncé le ministère de la Santé et son parti, suscitant un nouveau tollé contre les brutalités policières en Egypte. Mohamed al-Guindi, 28 ans, avait été porté disparu le 25 janvier alors qu'il participait à une manifestation à l'occasion du 2e anniversaire de la révolte qui a renversé le président Hosni Moubarak en 2011.

Selon le ministère de la Santé, il a été conduit vers un hôpital du Caire par ambulance le 28 Janvier, trois jours après sa disparition, alors qu'il était inconscient et souffrait d'une hémorragie interne.

Le militant a été emmené dans un camp de la police où il a été torturé, ont rapporté des activistes, détenus avec lui et libérés par la suite, selon le récit de sa mère, Samia, sur une chaîne satellitaire privée, Al-Nahar. «Il est mort des suites de la torture», a annoncé son parti, le Courant populaire, dans un communiqué. Selon un rapport médical préliminaire, cité par des activistes, Mohamed al-Guindi avait été battu avec des objets contondants et a eu des côtes brisées, et a subi des chocs électriques.

Des photos du militant le montrant alité à l'hôpital, le visage meurtri, ont circulé sur les réseaux sociaux et des activistes l'ont présenté comme le nouveau Khaled Saïd, un Egyptien battu et tué par la police en 2010, et devenu depuis un symbole de la lutte

contre les brutalités policières. Dans ce contexte, des images d'un manifestant dénudé et battu par des policiers anti-émeutes vendredi soir, lors d'une manifestation contre le président islamiste Mohamed Morsi dans le secteur du palais présidentiel, ont suscité l'indignation à travers l'Égypte et de vives critiques des pratiques policières.

Par ailleurs, un Égyptien, qu'une vidéo a montré nu, traîné au sol et battu lors de la répression d'une manifestation au Caire, s'est rétracté pour dénoncer des brutalités de la police après avoir accusé des manifestants. «C'est la police qui m'a battu», lors d'une manifestation d'opposants vendredi soir devant le palais présidentiel, affirme Hamada Saber Mohamed Ali, dont la volte-face fait la Une de la plupart des journaux locaux hier. Sur une vidéo qui a choqué l'opinion publique, on voit des policiers battre l'homme avec des matraques, le bousculer et le dévêtir, avant de le traîner au sol, puis de l'embarquer dans un fourgon blindé posté devant le palais. Admis dans un hôpital relevant du ministère de l'Intérieur, ce père de famille avait affirmé dans un premier temps sur la télévision d'Etat que des manifestants l'avaient pris pour un policier et l'avaient déshabillé, ajoutant avoir été «sauvé» par les forces de sécurité. Cette version difficilement convaincante, compte tenu des images montrant clairement qu'il est battu par des policiers, a de surcroît été mise à mal par des membres de sa famille qui ont affirmé que la victime faisait «l'objet de beaucoup de pressions» et avait peur. «J'étais sous la pression et la terreur des policiers à l'hôpital. Mais j'ai admis la vérité après avoir regardé la vidéo où, comme un animal, des officiers et des policiers s'acharnaient sur mon corps nu», a rectifié l'homme, cité par le quotidien Al-Chorouk. Il a expliqué sur une télévision avoir fait volte-face après que sa famille l'eut «désavoué» et avoir constaté que «toute l'Égypte était en colère et qu'on me ridiculisait sur Facebook». Cet ouvrier de 50 ans vit avec sa femme et ses trois enfants dans une seule pièce dans un quartier pauvre du Caire, selon le journal Al-Watan. Sa volte-face «ne change rien à la position du ministère de l'Intérieur qui refuse la violence», a commenté un responsable du ministère, cité par Al-Chorouk. Le parquet a ouvert une enquête et l'opposition a réclamé la démission du ministre de l'Intérieur, Mohamed Ibrahim, sur l'affaire, présentée par les autorités comme «un acte isolé».

http://www.rtf.be/info/monde/detail_egypte-18-manifestants-blesses-dans-des-heurts-nocturnes-avec-la-police?id=7921560

Égypte: 18 manifestants blessés dans des heurts nocturnes avec la police

MONDE | Mis à jour le mardi 5 février 2013 à 9h55



Capture d'écran d'une video d'Al-Hayat TV montrant un homme nu, traîné au sol et battu lors de la répression d'une manifestation le 1er février 2013 au Caire

Au moins 18 manifestants ont été blessés dans de violents heurts nocturnes avec la police en Egypte lors des funérailles d'un militant décédé en détention, selon un responsable du ministère de la Santé mardi.

Le responsable a précisé que les heurts avaient eu lieu à Tanta, dans le delta du Nil, où selon des témoins les forces anti-émeutes ont fait usage de gaz lacrymogène et tiré à la chevrotine contre les protestataires qui leur jetaient des pierres lors des funérailles du militant Mohamed al-Guindi.

Le chef de la police de la région, Hatem Othman, a indiqué que les manifestants avaient incendié un véhicule blindé de la police et lancé des cocktails Molotov en direction de la préfecture et du commissariat de police.

"Nous avons arrêté les jeunes qui ont incendié le véhicule blindé. Ils sont huit ou neuf", a-t-il ajouté sur la chaîne de télévision ONTV.

Mohamed al-Guindi, 28 ans, avait disparu le 25 janvier sur la place Tahrir au Caire où il participait à une manifestation à l'occasion du 2ème anniversaire du soulèvement anti-Moubarak, qui avait pris la forme d'un rassemblement contre l'actuel chef de l'Etat, l'islamiste Mohamed Morsi.

Selon ses avocats, le militant a été torturé dans un camp de la police, avant d'être conduit dans un hôpital où, selon ministère de la Santé, il avait été admis inconscient et souffrant d'une hémorragie interne. Tombé dans le coma, il est décédé lundi. *"Il est mort des suites de torture"*, a affirmé son parti, le Courant populaire.

Son décès est survenu quelques jours après les images *"choquantes"* d'un homme dénudé battu et traîné par les forces de sécurité lors d'une manifestation vendredi soir devant le palais présidentiel au Caire.

Le ministre de la Culture, Mohamed Saber Arab, a présenté lundi sa démission pour protester contre ces images, selon les médias.

Mais un porte-parole du gouvernement, cité par par l'agence officielle Mena, a démenti que cette démission soit liée à cela.

AFP

<http://www.clicanoo.re/357370-egypte-heurts-entre-policiers-et-manifestants-deux-ans-apres-la-chute-de-moubarak.html>

Egypte : heurts entre policiers et manifestants deux ans après la chute de Moubarak

Clicanoo.re
publié le 12 février 2013
06h19



Des manifestants égyptiens au milieu des gaz lacrymogènes, au Caire, le 11 février 2013

Policiers et manifestants réclamant des réformes politiques et sociales se sont affrontés lundi soir devant le palais présidentiel au Caire, à l'occasion du deuxième anniversaire de la chute de l'ancien président égyptien Hosni Moubarak.

La police a fait usage de canons à eau et de gaz lacrymogène pour disperser des groupes de manifestants qui lançaient des projectiles sur le palais d'al-Ittihadiya à Héliopolis, banlieue cossue du Caire, selon des images en direct de la télévision publique.

En début de soirée, les policiers anti-émeutes, dont beaucoup portaient des masques à gaz, avaient repoussé les contestataires de la grande avenue longeant le palais, mais certains se trouvaient toujours dans les rues adjacentes.

Le ministère de l'Intérieur a estimé dans un communiqué qu'une "minorité en colère" avait déclenché les heurts en essayant d'enlever des fils barbelés devant la grille du palais, devenu l'un des principaux points de ralliement des opposants au président islamiste Mohamed Morsi. Des manifestations violentes, parfois meurtrières, y ont été organisées ces derniers mois.

Les manifestations de lundi ont drainé beaucoup moins de monde que les rassemblement massifs en novembre et décembre pour protester contre l'élargissement temporaire des pouvoirs de M. Morsi.

Outre les centaines de personnes ayant défilé vers le palais, un millier de manifestants s'étaient dirigés vers la place Tahrir, épice de manifestations de janvier-février 2011.

"La révolution continue", pouvait-on lire sur certaines pancartes, tandis que des manifestants scandaient "une fois le sang versé, il n'y a plus de légitimité".

Des mouvements et partis de l'opposition avaient appelé à manifester pour demander au président Morsi, issu des Frères musulmans, un mouvement longtemps interdit, de réaliser les objectifs de la révolte populaire qui lui a permis d'accéder au pouvoir.

Parmi leurs principales revendications : la mise en place d'un nouveau gouvernement, d'union nationale cette fois, des amendements à la Constitution rédigée par une commission dominée par les islamistes et le limogeage du Procureur général nommé par M. Morsi.

Les protestataires sont également furieux que personne n'ait eu à rendre de comptes pour la mort de dizaines de manifestants ces derniers mois lors de heurts avec la police.

Les villes du canal de Suez notamment ont été le théâtre d'une vague de heurts qui ont fait des dizaines de morts fin janvier, après les manifestations marquant les deux ans du début de la révolte populaire en Egypte.

Les autorités avaient renforcé la sécurité autour de plusieurs bâtiments publics du Caire.

Un pont important de la capitale a temporairement été bloqué, selon des témoins et la télévision d'Etat, par des manifestants qui ont également perturbé brièvement la circulation du métro dans une station du Caire.

Il y a deux ans, des centaines de milliers d'Egyptiens étaient descendus dans la rue pour célébrer la démission de M. Moubarak, convaincus que le changement démocratique était à portée de main.

Aujourd'hui, beaucoup se disent en colère et frustrés de voir que les principaux objectifs du soulèvement —la liberté et la justice sociale— n'ont toujours pas été réalisés et que le pays est divisé entre les partisans islamistes de M. Morsi et une opposition hétéroclite, en majorité libérale et de gauche.

En plus de la crise politique, le pays traverse une grave crise économique en raison notamment de l'effondrement des investissements étrangers et de la chute du tourisme.

Hosni Mubarak, 84 ans, malade et condamné à la prison à perpétuité, attend quant à lui un nouveau procès dans l'indifférence d'une grande partie de la population, pour qui il appartient déjà au passé.

© 2013 AFP

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/64891/Egypt/0/AntiMorsi-protesters-clash-with-police-in-Gharbiya.aspx>

Anti-Morsi protesters clash with police in Gharbiya

Rallies continue in the central Delta governorate against President Mohamed Morsi for a third week in a row

Ahram Online, Friday 15 Feb 2013



Karima El Hefnawi in a protest slains activist El-Gendy's Tanta (Photo: Al-Ahram)

Clashes erupted in several cities across the governorate of Gharbiya in the central Delta on Friday.

Protesters threw rocks at the security directorate in Tanta, blocked the road between Tanta and the city of Santa, and pelted the city's council with molotov cocktail bombs in Mahalla.

Central Security Forces used teargas to disperse the protesters in Mahalla.

Earlier on Friday, hundreds of protesters in Tanta held a rally to demand justice for slain political activist Mohamed El-Gendy, who was killed in mysterious circumstances two weeks ago.

Former presidential hopeful and activist Bothaina Kamel and Socialist Party leader and member of the Salvation Front karima El-Hefnawi participated in the Tanta rallies.

Demonstrators in Tanta chanted against police brutality claiming "The police remain what they have always been: Thugs."

One more dies from Port Said January riots

Funeral march to be held Saturday for Mohamed El-Nahas, who was shot in the eye during the clashes between protesters and the police after court verdict, raising toll to 42

Ahram Online, Saturday 16 Feb 2013

A funeral march will be held on Saturday for Mohamed El-Nahas who was announced dead on Friday after being injured in last month's riots in the city of Port Said.

El-Nahas was shot in the eye on 26 January after the local criminal court slammed 21 of the coastal city's residents with a death sentence for their involvement in an attack during a match in the Port Said stadium in February 2012 that left more than 70 Ahly fans dead.

Some Port Said residents protested the death sentences, which escalated to clashes with security and into general riots.

After being shot, El-Nahas was transferred to Maadi military hospital and then to the intensive care where he eventually succumbed to his injuries.

This death raises the death toll from the Port Said clashes to 42.

Egypt's President Mohamed Morsi responded to protests and violence in Port Said by declaring a state of emergency and curfew on the three canal cities: Port Said, Suez and Ismailia.

Residents, however, took to the streets en masse after the curfew in a defiant message that they won't adhere to the emergency law. The curfew was eventually reduced in Port Said to four hours and three in Ismailia and Suez.

One dead, 26 injured as protests sweep Egypt

Published time: February 16, 2013 08:09

A protestor wearing a Guy Fawkes mask, trademark of the anonymous movement and based on a character in the film V for Vendetta, is sprayed by water as Egyptian security use water cannons to disperse anti-government protesters as they throw stones into the grounds of the al-Kobaa Presidential palace in Cairo, on February 15, 2013 (AFP Photo / Mohammed El-Shahed)

Trends : Egypt unrest

Tags : Accident, Clashes, Egypt, Opposition, Police, Violence

Cairo police have unleashed water cannons and tear gas to disperse a crowd of protesters in front of the presidential palace. At least one person has been killed and dozens injured in clashes across Egypt.

-Clashes in Cairo broke out after anti-government demonstrators attacked the presidential palace with stones and fire bombs. Police moved, in deploying water cannons and shooting gas canisters at the raging crowd.

At least 13 people have been injured in front of the palace, Health Ministry spokesman Ahmed Omar told Xinhua. Another 13 were wounded in clashes elsewhere across Cairo, he added.

Clashes have also been reported in Alexandria, another volatile Egyptian city, and in several cities across the governorate of Gharbiya, where protesters blocked the roads and pelted the Mahalla City Council with Molotov cocktails, Ahram online reported.

“One was killed in Gharbiya governorate [80 km north of Cairo] when a vehicle hit him during an anti-government protest,” Omar said.

Earlier in the day, pro-government group al-Jamaa al-Islamiya staged a rally in a square near Cairo University. Thousands of Islamists reaffirmed their support for President Mohamed Morsi and voiced their rejection of violence.

At the same time, opposition groups rallied at Tahrir square and near the presidential palace in downtown Cairo.

Egyptian security use water cannons to disperse anti-government protestors as they throw stones into the grounds of the al-Kobaa Presidential palace in Cairo, on February 15, 2013 (AFP Photo / Mohammed El-Shahed)

Egyptian al-Ahly football club supporters (Ultras) march to the Ministry of Defence in Cairo on February 15, 2013 to demand the trial of former SCAF (Supreme Council of Armed Forces) high-ranking members to avenge the killing of their comrades during previous clashes with police and military (AFP Photo)

<http://rt.com/news/port-said-egypt-riot-426/>

Thousands march in Egypt’s Port Said demand ‘retribution’ for riot deaths

Published time: February 17, 2013 23:19

Egyptians rally on February 17, 2013, closing down government offices and factories in the Suez Canal city of Port Said.(AFP Photo / STR)

Trends: Arab world protests

Tags: Clashes, Egypt, Protest, Violence

Thousands of people have taken part in several protests in the Egyptian port city of Port Said, as part of a planned campaign of civil disobedience to demand justice for the deaths of dozens of residents in last month’s clashes with police.

The campaign is being spearheaded by soccer fans, who call themselves the Ultras Green Eagles, and are allied to the city’s Masry football club.

They converged on the provincial governor’s office to try and rally support of government employees, reportedly with some success, with workers responding to protesters’ calls.

The marchers also disrupted operations at the main telephone exchange and sent

students home from several schools.

There was also a separate protest on Sunday by hundreds of high school students and teachers mourning Ahmed Sami, a student who was killed during last month's clashes.

There has been a spate of protest and violence in Port Said since a court ruling on January 26th sentencing 21 people to death, many of them football fans, for their part in last year's Port Said stadium disaster, which killed at least 79 people and injured more than 1,000. Most of them were visiting fans from Cairo's Al-Ahly team.

The violence was started by Masry fans and directed at Al-Ahly supporters, who tried to run away. However, most people in Egypt view the riots as politically motivated.

Last month's verdict triggered riots in the city which left at least 40 people dead and 250 injured. With many Masry fans as well as Port Said residents feeling that they were made scapegoats for the stadium disaster.

According to a statement released by the Ultras Green Eagles last week Sunday's marches are designed to, "realize justice for the martyrs of Port Said, hold police officers involved in the death of unarmed protestors accountable, formally include Port Said's slain protestors among the 'martyrs of Egypt's revolution,' and prevent the politicization of the ongoing trial."

However, political observers in Egypt doubt that their campaign will be successful.

"I don't expect the move to gain any momentum given the lack of genuine coordination with various political forces, labor unions and economic institutions. Calls [for civil disobedience] should have included other political and social demands rather than simply restricting them to demands for Port Said's martyrs," Ragy Babers, a labor activist and Port Said Doctor's Syndicate member told Al-Ahram, an Arabic language news website.

Thousands of Egyptians rally on February 17, 2013, closing down government offices and factories in the Suez Canal city of Port Said. (AFP Photo / STR)

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65024/Egypt/0/Ahly-football-fans-assault-visiting-Port-Said-voll.aspx>

Ahly football fans assault visiting Port Said volleyball team in Cairo

Ultras Ahlawy torch bus of Port Said's visiting volleyball team in Cairo, injure 10 members of team as tensions mount between rival cities

Ahram Online, Sunday 17 Feb 2013

Ultras Ahlawy attack the bus of a visiting volleyball team from Port Said (Photo: Ahram Arabic News Website)

More than 100 members of the 'Ultras Ahlawy' – hardcore fans of Cairo football club Ahly – stormed a Cairo sports club on Sunday where they assaulted members of a visiting youth volleyball team from the canal city of Port Said.

The Ultras Ahlawy, who have vowed not to let any Port Said-based sports teams play in

Cairo, invaded the Shooting Club in Cairo's upscale Dokki district, where they beat up members of the Robot and Anwar volleyball team. Ten of the latter were injured in the violence.

They also set the team's bus ablaze before fleeing the scene, according to Al-Ahram's Arabic-language news website.

The incident represents an escalation in the ongoing rivalry between Port Said and Cairo in the wake of a controversial court verdict last month that saw 21 Masry fans sentenced to death for their roles in last year's deadly Port Said stadium disaster.

The 26 January court ruling triggered riots in Port Said that left more than 40 people dead, including security personnel.

In February of last year, more than 70 Ahly fans were killed in Egypt's worst-ever football tragedy – an incident that sent shockwaves across the country and fuelled anger among the Ultras Ahlawy.

Earlier on Sunday, thousands took part in several marches in Port Said as part of a planned campaign of civil disobedience to demand 'retribution' for those responsible for the death of Port Said residents in last month's riots and clashes.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65043/Egypt/0/Six-arrested-in-late-night-clashes-in-Egypt-Mahal.aspx>

Six arrested in late night clashes in Egypt's Mahalla

Clashes between protesters and Egyptian police in Gharbiya late Sunday result in the arrest of six protesters

Ahram Online, Monday 18 Feb 2013

Six protesters were arrested in the Nile Delta industrial city of Mahalla, Gharbiya governorate after clashes erupted late Sunday between protesters and Egyptian police.

Clashes ensued late Sunday and continued until dawn Monday, as protesters were reported to have thrown Molotov cocktails and rocks at the local police station and set car tires on fire. Shops also closed early as a result of the violence.

Gharbiya Security Director General Hatem Osman reported that they had arrested six protesters responsible for the violence.

"We reject acts of vandalism directed at any governmental institution, especially as our role is to protect our citizens from lawless individuals," asserted Othman in reports to the state media MENA news agency.

Mahalla has experienced ongoing protests since the January 25 Revolution protests.

Most recently, on Friday, one person was killed after being hit by a car during riots to demand justice for slain activist Mohamed El-Gendy, who died of severe injuries after being detained by police following anti-government demonstrations two weeks ago.

Twenty were arrested for their alleged involvement in attacking the governorate's administration building, Osman reported on the day of the protests.

In a separate incident, Sunday also saw large scale protests in the Suez Canal city of Port Said by residents demanding retribution for those responsible for the death of dozens of the city's residents in clashes that took place in January.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65048/Egypt/0/Protests-freeze-Egypt-Port-Said-work-for-second-d.aspx>

Protests freeze Egypt's Port Said work for second day

Day two of protests in Egypt's Port Said halts work at Public Free Zone and stops school operations in push for demands to be met

Ahram Online, Monday 18 Feb 2013

Protests freeze Egypt's Port Said (Photo: AO)

Mass protests continue in Egypt's Port Said for the second day on Monday causing a stoppage in schools and the closing down of the Public Free Zone, which holds at least 29 factories.

'Green Eagles' fans of Al-Masry club and families of those killed in last month's clashes with the police have called for protests pushing for seven demands, including the dismissal of the Interior Minister Mohamed Ibrahim and the termination of the night-time curfew imposed on the three canal cities last Month.

According to Ibrahim El-Masry, a former Masry club player and spokesman of the families of Port Said's residents sentenced to death, the demands include the appointment of an independent judge to oversee the ongoing investigations of the 'Port Said massacre,' holding those responsible for the recent killing of Port Said residents accountable, and demanding that the state pays for the medical treatment of all those injured in the bloody confrontation that took place last February.

Furthermore, protesters are demanding a construction of a memorial statue to commemorate the recent deaths of Port Said residents and to include their names on the list 'martyrs of Egypt's revolution' so their families would receive honours and compensations.

Financial losses

The protests in the canal city have caused estimated losses worth at least \$18 million on Sunday after around 37,500 workers failed to reach their factories, according to Magdi Kamel, general director of the Businessmen Association.

"Protesters have blocked the entrance to the free zone since the early morning and haven't allowed workers from nearby governorates to reach their factories," Mohamed Shawki, deputy CEO of Klac garments in Port Said told Ahram Online.

Meanwhile, several workers of the ships arsenal in the nearby town of Port Fouad have joined the protesters and abstained from work.

The situation in the coastal city has been heated since the Port Said criminal court slammed 21 of the city's residents with death sentences on 26 January, accusing them of being involved in the February 2012's Port Said tragedy that left at least 70 Ahly fans killed.

Anger sparked riots in different areas in Port Said, including Port Said's general prison, resulting in the death of more than 40 people, two of them police officers.

Shortly after, a curfew was imposed on Port Said and the two other canal cities of Suez and Ismailia by President Mohamed Morsi. The curfew was later minimised to 3-4 hours at night.

Michael Jansen: Prolonging protests and riots

February 18, 2013

Exclusive to The Gulf Today

Egypt has become a protest-plagued country since the celebrated uprising ended the 30-year reign of president Hosni Mubarak two years ago. Tuesdays and Fridays are favoured days for demonstrations. Cairo's Tahrir Square, closed to traffic by rubbish and rubble, hosts a permanent protest camp established by families demanding prosecution of police and security agents responsible for killing 846 people during the 18-day rising.

From time to time, thugs known as "baltagiya" attack the campers with the intention of driving them out of the square. Nevertheless, the families, homeless children, and other permanent residents of Tahrir hang on grimly to their grimey encampment and occasionally blockade the doors to the Mogamma, the vast Soviet-style administrative building that stands on one side of the square, or the entrance to the nearby Sadat metro station.

Tahrir has also become dangerous at almost any time of the day or night because of gangs of louts who hang around its approaches and on Qasr Al Nil bridge. During demonstrations they mount brutal attacks on both men and women with the aim of terrorising critics of the Muslim Brotherhood regime and driving them from the square.

During my recent visit to Cairo, several thousand women, some armed with knives and rolling pins and accompanied by men, mounted a protest against the attacks as well as routine harassment of women going about their daily lives. The walk from the poor district of Saida Zeinab to Tahrir took three hours. Among the marchers were secular liberals, women in headscarf and niqab, young, middle aged and old, Muslim and Christian. Veteran rights campaigner Leila Doss, 90, rode the distance in a wheelchair. All reached the square safely.

Last Friday was a day of multiple demonstrations in Cairo and across the country.

Until then the main weekly protest against President Muhammad Mursi and the ruling Muslim Brotherhood took place outside the Republican Palace, where the executive offices have been located since Mubarak's time. But last week demonstrators followed Mursi to Qubba Palace where he had temporarily moved his staff because of disruption.

Football fans known as "Ultras Ahlawi," loyal to Cairo's Ahly club, marched to the Ministry of Defence demanding the prosecution of Field Marshal Muhammad Hussein Tantawi and other senior figures on the Supreme Council of the Armed Forces (SCAF) "for the crimes they committed against protesters" during the 17 months of military rule following Mubarak's ouster. The Ultras also castigated Mursi for retiring Tantawi and the service chiefs without investigating orders they allegedly issued for crackdowns on protests. Since the uprising began in January 2011, the Ultras — who were often persecuted by Mubarak's security agencies — have been at the forefront of protests.

The march of the Ultras coincided with a pro-Mursi rally — billed “All against Violence” — outside the gates of Cairo University. This event was staged by the radical Salafi Gamaa Islamiya, which bussed supporters from the provinces into the capital for the rally, which was attended by the widow of Khaled Islambouli, the army officer who assassinated President Anwar Sadat in 1981.

Low-level police officers also protested their lack of weapons to defend themselves against violent demonstrators and the infiltration of the Interior Ministry by the Muslim Brotherhood. The police fear that if they are called upon to take action against protesters, they will eventually be held accountable if the Brotherhood is driven from power.

Meanwhile, rioting and demonstrations take place on a daily basis in provincial capitals and towns, generally outside government buildings or police stations. An anti-Brotherhood rally in the restive city of Mahalla demanded justice for activist Muhammad Al Guindi who died, allegedly of torture, after being detained by police at a demonstration at the end of last month. One protester was killed and 14 injured.

Every funeral of a slain activist generates fresh protests and, even, violence.

Egypt has been in constant turmoil because the uprising, as they say, “let the djinn out of the bottle.” In this case, the “djinn” or “devils” are the forces of political dissent brutally contained in the “bottle” of the repressive Mubarak regime. These forces consist of:

- Organised underground movements which were suddenly permitted to function normally on the political scene. These groups include the Brotherhood, ultra-conservative Salafi factions, and the Gamaa Islamiya and other formerly-branded terrorist organisations.
- Disorganised secular revolutionaries who emerged to lead “the street,” the people’s power movement that forced the military to remove Mubarak and is now resisting Brotherhood rule.
- Secular opposition parties founded after the uprising. They, unfortunately, are weak and divided and do not command much popular support.
- Labour unions seeking better pay and conditions for their members. The textile workers of Mahallah have been among the most active. Their struggle inspired young activists to form the April 6th movement in 2008, the vanguard of the revolutionary groups that, as they defined their role, “managed” but did not lead the uprising.

In countries where there are multiple outlets for expression of dissent and frequent demonstrations, general unrest is rarely the result of protests. The example of the global demonstrations in 2003 against the US-led war on Iraq comes to mind. On Feb. 15, ten years ago, there were massive protests across the world involving between eight and 30 million people. The largest protest of an estimated three million took place in Rome and is considered the largest anti-war rally in history.

Such anti-war protests, coordinated by international activists, did not, however, plunge

the countries where they took place into turmoil or cause the downfall of any of the governments then in power. Instead, the US and Britain and a small “coalition of the willing” invaded and occupied Iraq.

Four years after the war — which is generally regarded as disastrous — British Prime Minister Tony Blair was compelled to resign all his political positions and in 2009 US president George W. Bush routinely handed over to his successor Barack Obama before retiring and disappearing, ignominiously, from the political scene.

The author, a well-respected observer of Middle East affairs, has three books on the Arab-Israeli conflict

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65111/Egypt/0/Uneasy-calm-in-Mahalla-Egypt-after-a-night-of-rene.aspx>

Uneasy calm in Mahalla Egypt after a night of renewed clashes

Clashes renewed for the fourth consecutive day between anti-Morsi protesters and police Monday night in the Nile Delta governorate, subsided Tuesday morning

Ahram Online, Tuesday 19 Feb 2013



Protesters in the central Delta governorate of Gharbiya on Friday (Photo: Ahram Arabic News Website)

Uneasy clam has descended Tuesday morning on the city of Mahalla, in the Nile Delta, after clashes renewed Monday night for a fourth day.

Protesters converging at a local police station in Gharbiya governorate threw stones and Molotov cocktail. In response police fired tear gas, reports Al-Ahram Arabic news website.

According to a health ministry source, no injuries were reported.

Meanwhile, security forces and protesters clashed back and forth in Shoun Square, with protesters setting fire to tyres and throwing stones at police.

Earlier on Friday, clashes erupted in several cities across the governorate of Gharbiya as protesters held rallies to demand justice for slain political activist Mohamed El-Gendy, whom they say was tortured to death while in police custody. One was reported killed in the day and 20 arrested on charges of attacking the governorate's administration building.

Clashes ensued late Sunday and continued until dawn Monday in the Nile Delta industrial city of Mahalla with police firing teargas at dozens of stone-throwing protesters.

Six protesters were arrested in the wake of Sunday clashes.

The city has seen on-going protests since the second anniversary of Egypt's uprising, January 25.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65219/Egypt/0/Protesters-in-Egypt-Port-Said-step-up-civil-disob.aspx>

Protesters in Egypt's Port Said step up 'civil disobedience' campaign

Now in fourth day, campaign of 'civil disobedience' by Port Said protesters leads to closure of canal city's schools, government offices

Eslam Omar, Wednesday 20 Feb 2013

Protesters opposing Egyptian President Mohamed Morsi shout slogans next to a flag with the words "Port Said State" written on it, in the city of Port Said (Photo: Reuters)

Anti-government protests in Port Said, described by organisers as a campaign of 'civil disobedience,' have entered their fourth day, leading to the closure on Wednesday of almost all of the city's official institutions.

The Ultras Green Eagles, hardcore supporters of Port Said's Masry football club, have issued calls for escalating the protests. More local residents, meanwhile, appear to have joined in the demonstrations and marches.

Authorities, for their part, have yet to react to the ongoing turmoil in the canal city.

"When marches pass by work spaces, employees get up and join Port Said youth to show solidarity with their demands," Ali 'Spicy,' leader of the Ultras Green Eagles, told Ahram Online.

According to 'Spicy,' protesting workers announced the indefinite suspension of Port Said's governorate headquarters, along with local education, electricity and health facilities.

"We want an apology from the presidency for neglecting Port Said and imposing a state of emergency here," Spicy added. "We want our martyrs to be formally recognised as 'martyrs of the revolution.' And we don't want the case of the Port Said stadium disaster to be politicised."

According to Ibrahim El-Masry, a former Masry club footballer and spokesman for the families of Port Said residents recently sentenced to death for involvement in last year's stadium disaster, protesters' demands include the appointment of an independent judge to oversee investigations into the stadium tragedy, prosecution of those responsible for the recent killing of Port Said residents, and compensation by the government for all

those injured in last February's stadium calamity.

Protesters also demand construction of a memorial statue to commemorate the recent death of Port Said residents and inclusion of their names on the official list of 'martyrs of Egypt's revolution,' allowing their families to qualify for honours and compensation. Port Said has suffered a considerable degree of isolation since February of last year, when over 70 fans of the rival Ahly football club were killed in Port Said Stadium. The incident was Egypt's worst-ever football-related disaster.

Last month, 21 Port Said residents were sentenced to death for their involvement in the tragedy. The harsh verdicts triggered violent clashes between residents and police, in which at least 40 people – including security personnel – were killed.

Ahly fans, meanwhile, believe their slain colleagues were murdered intentionally, and have called for similarly harsh sentences against the rest of the defendants in the case. A final verdict on the remaining defendants – which include Masry Club and interior ministry officials – is expected on 9 March.

"We are keeping our protest peaceful," concluded Spicy. "Hear the voice of Port Said; save us before it's too late."

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65430/Egypt/0/Military-police-deploys-in-Port-Said,-Qandil-order.aspx>

Military police deploys in Port Said, Qandil orders January clashes probe

Military police have entered the streets of restive Port Said with the charge of protecting lives and property amid ongoing anti-government protests

Ahram Online, Saturday 23 Feb 2013

Egyptian Ultras, hard-core soccer fans, chant anti-president Mohammed Morsi slogans while attending a rally in front of the provincial government headquarters, unseen, in Port Said (Photo: AP)

The Egyptian Armed Forces have deployed military police to the streets of Port Said to manage traffic in the absence of interior ministry police as the city enters its seventh day of protests and calls for civil disobedience.

Hundreds of members of the "Green Eagles" ultras, hardcore fans of Al-Masry football club, blocked the Port Said-Ismailia road and the Port Said-Cairo road Saturday. They also closed down Al-Raswa Customs Port.

After negotiations between military and police forces and protesters, the Port Said-Ismailia road was opened for traffic.

Meanwhile, Prime Minister Hisham Qandil said Saturday that a judge had been assigned to investigate last month's clashes in Port Said that left around 50 dead after a partial verdict was announced in the Port Said 2012 football massacre case.

Qandil also said that declaring a state of emergency in the city, which angered many when announced by President Mohamed Morsi 27 January and was later left to the governor's discretion, was due to "exceptional circumstances."

Qandil added that putting military forces in the city's streets was aimed at "protecting citizens' lives and possessions."

Several marches were staged in the city Saturday, also causing traffic problems.

Several groups, most prominently the Green Eagles, called for civil disobedience in

Port Said last week. Anti-government rallies in the city have demanded "an apology from the presidency for neglecting Port Said and imposing a state of emergency," Ali 'Spicy', a leading member of Green Eagles, told Ahram Online. Protests in the city also led to school activities being suspended and the closure of the city's duty-free zone, which includes around 29 factories.

<http://www.alaskadispatch.com/article/after-riots-egyptian-protesters-adopt-nonviolent-strategy>

After riots, Egyptian protesters adopt nonviolent strategy

Erin CunninghamGlobalPost.comFebruary 23, 2013

PORT SAID, Egypt — Rebellious residents in Port Said, home of the Suez Canal, are adopting a new style to protest the government.

Just a few weeks ago, armed protesters engaged in gun battles with police on lawless streets. Now, students, residents, workers, shop-owners, and government employees are engaging in a citywide campaign of non-violent civil disobedience.

Most shops, banks, universities, factories, and even the provincial government headquarters are closed after management and workers walked out in protest against what they say is government inaction over the killing of more than 40 residents by security forces here last month.

On Wednesday, workers at the Suez Canal Container Terminal, a transshipment center for the eastern Mediterranean, blocked the port's entrance and halted all loading and unloading.

Ahmed Adel Masri, a 28-year-old unemployed civilian helping workers block the harbor, said the campaign has proved highly effective. "We've stopped traffic at the port," he said. "And we'll continue to exert pressure. The government will need to respond."

The change in tack marks a notable transformation from Egypt's most recent protests, during which both demonstrators and police used violent tactics in protracted street battles.

Many had speculated the uprising against President Mohamed Morsi's administration would become increasingly violent, with protesters resorting to sabotage and the already shaky government relying on heavy handed security crackdowns.

A spasm of armed violence gripped Port Said last month, for instance, when 21 people were sentenced to death for their role in a deadly soccer riot in the city last year. Demonstrators fired weapons at the central prison and police forces responded with lethal force.

The battles lasted several days, after which more residents were rounded up and charged with crimes related to the violence — but on little evidence, rights groups say. No government investigation into the dozens of deaths has been launched.

January's mini-insurrection prompted rumors of a near-total loss of state authority here. But the confrontation's nature changed after protesters dramatically altered their strategy.

"Attacking the police is a losing game — especially with the lives already lost," said Port Said resident Mahmoud Naguib, a 23-year-old activist member of April 6, a political movement formed in 2008 to support striking workers in the town of Mahalla. "The state is accustomed to this," he added. "So civil disobedience is a much better tool — the economic losses are immense."

Magdy Kamal, general manager of the Port Said Investors' Association, told local media that losses since the violence started on Jan. 26 amount to \$100 million.

International maritime traffic through the Suez Canal adds considerable revenues to Egypt's dwindling foreign currency reserves. "But I don't think the strikers will disrupt traffic in the canal — they know they would cripple the country," said Ahmed Mahmoud Mohamed, a Muslim Brotherhood leader in the nearby province of Suez.

"We are now under emergency law, so if it is disrupted, the army will intervene."

One of the striking workers' key demands is for an independent inquiry into the recent violence. Residents also want Morsi to apologize for describing the dead — the majority of whom were killed by police bullets, according to the Egyptian Initiative for Personal Rights — as armed thugs. Some are calling for the interior minister to resign. Protesters say their civil disobedience — which has shut down the city — is a model for other towns. Similar calls for non-violent protest have been made in Ismailia, also on the Suez Canal, and in Alexandria on Egypt's Mediterranean coast.

Strikers say removing violence from their protests has put the government at a loss over how to respond after it previously relied on security forces to quash rioting protesters. The movement in Port Said is leaderless and organic, residents say. They have refused support from the country's various political movements as employees take up strikes spontaneously. The only network linking the various protest groups — from factories to ports and banks — are the families of those killed in Port Said last month.

"It's a small city, so people feel each other's pain more intensely," said Hassan Fareed, a lawyer from Sharqeya Province in the Nile Delta who traveled to Port Said to show solidarity with the strikes. "They are unified."

During a protest outside the provincial headquarters on Wednesday, even government employees left the building to join the march, demonstrators said. Although the main courthouse is still functioning, the local lawyers' syndicate has organized a protest in the city's main square.

At the Suez Canal Container Terminal on Wednesday, workers arriving for their 6 a.m. shift witnessed army soldiers dragging an elderly protester across the road during an altercation between demonstrators and the military. The workers joined the strike on the spot.

"It made me so angry," said a striking crane operator at the terminal, 27-year-old Mohamed Hussein. "Nothing has changed. Anyone can be beaten by the army now. So we stopped our work at the port."

Residents say they're unmoved by Morsi's attempt to placate them by promising to allocate more funds to the city's development.

It's not about money, but dignity, they said.

"If there's no violence," said the Brotherhood's Mohamed, "there is nothing to do but negotiate."

Heba Habib contributed reporting.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65482/Egypt/0/Civil-disobedience-launches-in-Egyptian-Nile-Delta.aspx>

Civil disobedience launches in Egyptian Nile Delta cities of Mansoura and Mahalla

Opposition leaders publish fliers and Facebook statement defending their methods, saying civil disobedience is a legitimate means to express grievances; industrial cities join Sunday by blocking roads

Ahram Online, Sunday 24 Feb 2013



Protesters stand outside main Daqahliya governorate building, archive photo (Photo: Al-Ahram Arabic)

Protesters enter into civil disobedience in the Nile Delta city of Mansoura on Sunday, blocking the main roads into the city and the entrance to the central governorate building.

This comes following late night clashes on Saturday in the Daqahliya governorate between protesters and the police after protesters blocked the main roads in the city and built a brick wall to halt traffic in and out of Mansoura.

Hundreds were reported to be demonstrating by 10am Sunday in the campaign called for by a number of local political groups and activists.

The movement published a statement on Facebook and in printed fliers Saturday titled "They are laughing at you," that defended their actions against critics. Strike leaders have been attacked for affecting the economy and production, but, they argue, civil disobedience is, in fact, a legitimate and customary means by which citizens can peacefully express their grievances.

"For a long time our demands have gone unnoticed through other peaceful protests and the time now comes to launch civil disobedience to reach our goal of getting rid of the current regime," the statement reads, which refrains from identifying who is making the call.

The statement specified for residents to refuse to pay electricity bills, and encouraged them to strike from work and participate in any other action that would protest the "injustice against your revolution and your dignity and your being."

Recently, the Suez Canal city of Port Said practiced civil disobedience for almost a week over increased marginalisation and the death sentences handed to 21 of the city's residents in relation to attacks in a football stadium during a match in Port Said stadium.

In the Nile Delta city of Mahalla, also in Gharbiya governorate, hundreds went on strike and blockaded the main routes into the city on Sunday as part of a campaign of civil disobedience.

A campaign of civil disobedience was also carried out in the village of Tahsin in Daqahliya governorate in September 2012, in protest at government neglect and a lack of infrastructure.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65464/Egypt/0/-protesters-arrested-in-Egypt's-Mahalla-as-protests.aspx>

28 protesters arrested in Egypt's Mahalla as protests continue

After protests on Friday dubbed 'The Day of Putting the Regime on Trial', 28 protesters are rounded up in the Nile Delta governorate of Mahalla

Ahram Online, Sunday 24 Feb 2013

Twenty-eight people have been arrested in Mahalla for their alleged role in violent protests in the city on Friday.

They will be detained for 15 days pending investigations, Mohamed El-Tekhy, chief prosecutor of Eastern Tanta, said on Sunday.

Protests dubbed 'The Day of Putting the Regime on Trial' took place in Cairo and other major cities across Egypt on Friday, including Port Said which has seen an almost week-long civil disobedience campaign.

The 28 detainees, who were arrested on Saturday and whose names have not been released, are accused of throwing Molotov cocktails, attacking police stations, forcing shop owners to close early, and blocking railway tracks and main roads.

Mahalla has seen ongoing clashes every Friday since the second anniversary of the January 25 Revolution. Among the protesters' demands has been justice for slain political activist Mohamed El-Gendy, a Tanta native, who died on 4 February after allegedly being tortured to death in police custody.

On Sunday, protesters in Mahalla began a civil disobedience campaign, blocking the railway line in the city.

Mahalla is an industrial city in the Nile Delta governorate of Gharbiya.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65561/Egypt/0/Clashes-over-calls-for-civil-disobedience-in-Egypt.aspx>

Clashes over calls for civil disobedience in Egypt's Nile Delta

Security forces fire teargas in Nile Delta city of Mansoura as clashes continue amid calls for civil disobedience

Ahram Online, Monday 25 Feb 2013

Related

Civil disobedience launches in Egyptian Nile Delta cities of Mansoura and Mahalla

Protesters in Egypt's Port Said step up 'civil disobedience' campaign

Clashes between security forces and both opponents and supporters of calls for civil disobedience continued for the third day in the Nile Delta city of Mansoura on Monday.

The clashes took place in front of the governorate headquarters, as protesters attempted to stop employees from entering the building.

Security forces used large amounts of teargas, leaving several protesters with breathing

difficulties.

The calls for civil disobedience in the Nile Delta city started on Saturday when anti-government protesters blocked off the main roads in the city, including building a wall in one place to stop traffic.

Flyers were distributed across the city calling for the campaign, although those behind the calls did not identify themselves. The flyers stressed that the campaign is a legitimate way for citizens to peacefully express their grievances.

The governor of Gharbiya, Judge Mohamed Abdel-Qader, denied that civil disobedience had been taking place in Mansoura, stressing that the work is moving smoothly in all the cities of the governorates and all governmental institutes.

Prime Minister Hisham Qandil, speaking on Sunday, also denied any incidents of civil disobedience in any Egyptian city.

Recently, residents of the Suez Canal city of Port Said launched a civil disobedience for almost a week in protest as what they described as increased marginalisation as well as the death sentences handed to 21 locals in the Port Said football killings trial.

In the Nile Delta city of Mahalla, also in Gharbiya governorate, hundreds went on strike and blockaded the main routes into the city on Sunday as part of a campaign of civil disobedience.

A campaign of civil disobedience was also carried out in the village of Tahsin in Daqahliya governorate in September 2012, in protest at government neglect and a lack of infrastructure.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65726/Egypt/0/Port-Said-Ultras-call-for-withdrawal-of-confidence.aspx>

Port Said Ultras call for withdrawal of confidence in Egypt's Morsi

Amid ongoing tensions in Port Said, local Ultras football fan group calls on citizens to lodge official request for military to re-assume control of canal city

Ahram Online, Wednesday 27 Feb 2013

Protesters opposing Egyptian President Mohamed Morsi shout slogans next to a flag with the words "Port Said State" written on it, in the city of Port Said (Photo: AP)

A number of Port Said residents on Wednesday went to the city's local Real Estate Registration (RER) office, the government's notarisation authority, where they attempted to notarise requests to withdraw confidence from President Mohamed Morsi and request that the military take charge of the restive canal city.

As a result, the head of the local RER temporarily closed the office, saying the practice was unconstitutional.

The residents' move came in response to calls made by a young leader of the Ultras Green Eagles – hardcore fans of Port Said's Masry football club – who is known by the pseudonym Ali 'Spicy.'

Port Said has been in turmoil since 26 January, when a Cairo court sentenced 21 city residents to death, including several Ultras Green Eagles members. The harsh verdicts led to days of violent clashes between protesters and police.

At least 42 Port Said residents were killed in the ensuing violence, which went on for several days.

Last week, activists issued calls for a campaign of 'civil disobedience' in the city to demand 'retribution' for slain protesters.

On Wednesday, the 'civil disobedience' campaign entered its eleventh day. According to an Al-Ahram reporter in Port Said, the city's schools remain closed, while factories are operating at half-capacity.

In a related development, former High Constitutional Court judge Tahani El-Gabali, along with a number of politicians known for their support of the military, held a conference on Tuesday at which they announced the launch of a new campaign calling for the army to reassume control of the country.

They accuse the Muslim Brotherhood, the group from which President Morsi hails, of "hijacking the country."

Following the recent violence in Port Said, Morsi had declared a state of emergency and a 9pm curfew in the three cities of the Suez Canal (Port Said, Suez and Ismailia).

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65949/Egypt/0/Clashes-in-Mansoura-escalate-after-funeral-of-slai.aspx>

Clashes in Mansoura escalate after funeral of slain young man

Clashes have re-erupted in restive Mansoura after funeral of young man hit by a police car; political groups condemn police violence and Brotherhood militias

Ahram Online , Saturday 2 Mar 2013



The body of Hossam Eldin Abdullah Abdelazim, 14, who activists say died when an armored police vehicle crushed him, is carried for burial from the international hospital in Mansoura, in the Nile Delta province of Dakahliya, Egypt, Saturday, March 2, 2013 (Photo: AP)

Clashes have re-erupted in Mansoura after the funeral of a slain young man was held Saturday and attended by hundreds, including leading political and party figures. Tens

of angry protesters threw rocks at Mansoura general prison during the funeral, reported Ahram Arabic website.

According to media reports, masses also broke into Mansoura's security directorate.

After the funeral, tens of protesters blocked the Geish Road using burned tires before Central Security Forces (CSF) fired tear gas grenades. Protesters threw back Molotov cocktails.

Electricity has been cut off in the area surrounding the governorate headquarters where the clashes are ongoing.

Hossam Abdel-Azim was killed in clashes in Egypt's Nile Delta city of Mansoura when he was hit by a police vehicle during a demonstration. His father says he was not participating in the protest.

The media spokesman for the Ministry of Interior announced Saturday that Abdel-Azim, who was pronounced dead in the early hours of the day, was "accidentally killed."

Meanwhile, the Constitution Party and the April 6 Movement released a statement Saturday condemning police violence and mourning the killed activist.

The Constitution Party, led by Mohamed ElBaradei, demanded that the interior minister be dismissed for the violence in Mansoura and earlier in the coastal Port Said, where clashes left more than 50 dead.

The two groups also condemned the government, as well as President Mohamed Morsi and the Muslim Brotherhood from which he hails, for the escalation of state violence and oppression.

The two statements also confirmed and condemned that Brotherhood militias were used to attack protesters during recent events, in addition to police brutality.

"We are facing kidnapping and brutal torture in places of detention, the imprisonment of children and the targeted killing of revolutionaries, without having officials held accountable; on the contrary, with the encouragement of the regime, represented by the president," read the Constitution Party statement.

The clashes in Mansoura come almost a week after activists called for civil disobedience in the city to protest the rule of President Morsi.

Calls for civil disobedience have been echoing across several major Egyptian cities, including Port Said, Ismailia, Suez and Mahalla, where fierce clashes have been ongoing since the January 25 Revolution's second anniversary.

One confirmed dead in clashes in Egypt's Mansoura

Clashes between protesters and police in the Nile Delta leave one dead after being run over by security vehicle

Ahram Online, Saturday 2 Mar 2013



Clashes in Egypt's Mansoura, 26 February (Photo: Al-Ahram)

Clashes in Egypt's Nile Delta city of Mansoura left one dead after reportedly being run down by a Central Security Forces (CSF) vehicle in the early hours of Saturday.

According to Al-Ahram Arabic news website, a medical report showed that the Hossam Abdel-Azim suffered multiple fractures, including of his skull.

Clashes that broke out between protesters and riot police also left dozens injured after police reportedly fired tear gas at protesters in front of the Daqahila governorate headquarters.

Mansoura has witnessed clashes for six days as calls for civil disobedience circulated in the city amid intensifying protests against President Mohamed Morsi.

According to his family, 29-year-old Abdel-Azim was on his way to visit his inlaws when the accident occurred, insisting he was not part of the protests.

Eyewitnesses said a police truck also ran over a protester, according to Al-Ahram's news website, while a footage broadcast on satellite channel ONTV showed police dragging and beating up a man captured in the clashes.

The Egyptian Popular Current, which was founded by ex-presidential candidate Hamdeen Sabbahi, said police had laid siege to its bureau in the city. It also said four were killed in the clashes, quoting a doctor in a makeshift clinic.

Meanwhile, Sami El-Mehi, head of security in Daqahlia governorate, stated that eight of his forces had been injured, accusing protesters of using pellet bullets.

El-Mehi asserted that no hospital has received any injured from among protesters.

Port Said, Ismailia, Suez, Mahalla and Tanta have witnessed deadly clashes since the second anniversary of the Egyptian revolution. Calls for civil disobedience became common in the restive cities.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65909/Egypt/0/Protests-in-Cairo-and-other-Egyptian-cities-in-sol.aspx>

Protests in Cairo and other Egyptian cities in solidarity with Mansoura

Denouncing Saturday's early morning attack on demonstrators in Mansoura, protests are planned around the country in support
Ahram Online, Saturday 2 Mar 2013



File photo: Thousands of Egyptians Protesters in the streets (Photo: Ahram Online archive)

Activists in Cairo and Egypt's second largest city of Alexandria are calling for protests Saturday to denounce a crackdown on demonstrators by police in the Nile Delta city of Mansoura at dawn.

Mansoura witnessed hours of fierce clashes after police fired tear gas at a sit-in in front of the Daqahlia governorate headquarters.

The clashes left dozens of protesters and security forces injured, and one civilian killed, reportedly run over by a police vehicle.

In Cairo, the protest called for by several movements, including the Revolutionary Forces Coalition and the Youth for Justice and Freedom movement, is scheduled to take place at 3pm in Talaat Harb Square downtown.

In the coastal city of Alexandria activists have called for a march from the iconic Al-Qaed Ibrahim Mosque to head to the city council.

Students of the Constitution Party in Mansoura are holding a protest rally at 12pm in front of the engineering, law and medicine campuses of Mansoura University.

The city of Mahalla, which has witnessed strong anti-government rallies and calls for civil disobedience, will also protest, starting 4pm at Shon Square.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65908/Egypt/0/Black-Bloc-and-Hooligans-to-head-to-Nile-Delta-cit.aspx>

Black Bloc and 'Hooligans' to head to Nile Delta city to 'avenge'

Opposition groups Black Bloc and The Hooligans warn they will escalate their tactics; plan to travel to Mansoura to protect protesters and avenge those killed in police-protester clashes

Ahram Online, Saturday 2 Mar 2013



Black Bloc members in clashes with the police at Qasr El-Nil Bridge in Cairo on 28 January, 2013 (Photo: Reuters)

Mansoura city in the Nile Delta where clashes have intensified between protesters and Egyptian police.

Some of the Delta cities including Mansoura are into their sixth day of civil disobedience to protest against President Mohamed Morsi, which has escalated to clashes with police, leaving one dead and dozens injured in the early hours of Saturday morning.

A statement on several Facebook pages under the opposition groups' names reads that they will go to Mansoura on Saturday "not [to participate] in a civil disobedience, but to protect [people's] blood and avenge the bodies that were dragged on the ground.

"We promise you that you will see a different [approach] from us... but you are the ones who forced us [into this]."

"You will see among us youth who will go to death, like you rush for life; for us martyrdom is sacred... Wait for [our anarchy] soon," they warned.

The Black Bloc first appeared in January as a radical opposition group of young protesters on the second anniversary of the January 25 Revolution.

They participated in anti-government demonstrations and were known for blocking roadways and metro lines.

At one point, Prosecutor-General Talaat Abdallah ordered the arrest of members of the group as part of the investigations on "sabotage, rioting and intimidation of citizens."

The clashes broke out in Mansoura after riot police reportedly fired tear gas at protesters at the Daqahliya governorate headquarters.

The calls for civil disobedience have led to protests and clashes in Egypt's Suez Canal cities, Port Said, Ismailia and Suez and recently the Delta cities of Mahallah and Mansoura.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65919/Egypt/0/Angry-protesters-set-fire-to-police-station-in-Port-Said.aspx>

Angry protesters set fire to police station in Port Said

After alleged series of deadly use of force by police in pivotal canal city of Port Said, protesters set fire to major police station

Ahram Online, Saturday 2 Mar

Fresh clashes break out in Port Said as dozens of protesters set fire to a major police station, angered by the police's excessive use of force throughout the day.

Journalist Mohamed El-Ghazzawi who witnessed the events recounts: a police patrol vehicle was exiting the police station, where around 200 members of the Ultras Green Eagles and some Port Said residents were protesting nearby.

Unaware there was a protest on the street, the driver tried to get around the crowd but protesters insisted he take a particular route to exit the street. The driver, afraid it was a trap, refused, and instead drove through the crowd, injuring five protesters. Officers inside the vehicle shot into the air to clear the way for the vehicle.

One of the injured protesters sustained a pelvic fracture from the impact, while the other four protesters had cuts and bruises.

After the injured were taken to the hospital, indignant protesters headed towards the city's main police station, close to the street where they were demonstrating to decry the incident. Police allegedly fired on the demonstrators inside the station, prompting the already-angry crowd to set fire to the premises.

The Port Said security director told an Port Said Al-Ahram Arabic news site journalist that protesters attacked the police vehicle and as the driver was attempting to escape he ran the people over, adding that he crashed into a car on his way.

The city of Port Said has seen intermittent deadly clashes with security forces since 26 January when a Cairo court sentenced 21 of its residents to death in the trial of Egypt's worst-ever football violence that took place in Port Said in February 2012, where at least 74 Ahly football fans were killed.

Schools in Port Said remain closed and factories are working at half capacity as the city has seen calls for civil disobedience for two weeks.

Rights groups compile proof of Egypt police abuses in Port Said

Report on January's violence in canal city of Port Said relies on proof Egyptian police used 'lethal fire' even when there was no threat; rights groups call on Egyptian President Mohamed Morsi to act

Ahram Online, Saturday 2 Mar 2013

Smoke rises after Egyptian protesters clash with police, unseen, in Port Said, Egypt, Sunday, Jan. 27, 2013 (Photo: AP)

Four rights organisations, including Human Rights Watch (HRW), say Egyptian officials are "turning a blind eye" to police abuses in Port Said.

HRW published a report Saturday saying that it has, along with the Cairo Institute for Human Rights Studies, the Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR) and Al-Karama Foundation, gathered evidence incriminating the police.

They called on the newly-appointed investigative judge, Abdel Aziz Shaheen, looking into January's violence in Port Said to "fully examine police responsibility for the unlawful killings."

"Evidence gathered... indicates that the police began shooting when they came under fire on January 26, but continued shooting after the threat against them receded, killing and wounding a number of protesters and bystanders," the report said.

"The police also used lethal fire on the following two days, when the threat to life was unclear at best," it added.

According to the report, since Justice Minister Ahmed Mekki appointed Shaheen on 18 February to investigate the issue, "no charges have been brought against any police officer."

Sarah Leah Whitson, Middle East director at HRW, said that Egypt's President Mohamed Morsi should order the police to limit its use of force to "strictly necessary" situations.

"[Morsi] should publicly acknowledge that the police's right to use lethal force is not unlimited, even when they come under attack," she said.

Whitson also criticised the "lack of police reform... [and] lack of accountability" which give the police "a free hand to use lethal force" like it did during ousted president Hosni Mubarak's rule.

The organisations put forward a number of recommendations to tackle the issue, including amending Article 102 of the 1971 Police Law number 109 "to limit the use of lethal force to cases of self-defence or the defence of others against the imminent threat of death... [or] to prevent a particularly serious crime."

They also recommended repealing "the interior ministry decree 156/1964, which permits the use of live ammunition to disperse demonstrations, and replace it with a decree that complies with international standards for maintaining security."

In addition, they demanded that Shaheen conduct an independent investigation into the violence in Port Said and ensure that those implicated are prosecuted before a judge.

The HRW report details day-by-day events in Port Said when deadly clashes and riots erupted after a court gave a death sentence to 21 Port Said residents on 26 January on charges of murder at an Ahly v Masry football match a year earlier in the city.

The two-year anniversary of the Egyptian revolution was just the day before the

judgment was announced. Between that and the police-protester clashes that went on for several days after the judgment about 42 people were killed in the city.

HRW did not fully accept the interior ministry's take on the clashes.

"The picture that emerged suggests that up to seven unidentified men opened fire on police outside the Port Said prison... shortly after [announcing the verdict]... The gunmen, some of whom used automatic weapons, killed two police officers and wounded 10 others in what the Interior Ministry claimed was an aborted prison break," the statement reads.

HRW said that the interior ministry did not provide enough evidence to support this scenario, emphasising that police "shot live ammunition" from the prison roof and on the ground and have continued to do so even after they were no longer being attacked. It is expected that the verdict against the rest of the 73 defendants, including senior police officials, in the 2011 Port Said football massacre will be announced on 9 March.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65983/Egypt/0/Relatives-of-Port-Said-prisoners-attack-security-d.aspx>

Relatives of Port Said prisoners attack security directorate

Port Said security directorate attacked after prisoners - convicted or facing charges for role in infamous 2012 football disaster - transferred to unknown location
Ahram Online , Sunday 3 Mar 2013



Heavy security around Port Said Prison, 7 Feb 2013, (Photo: Mohamed Nada).

Relatives of prisoners - convicted or facing charges for their role in Port Said's 2012 football disaster - attacked Sunday the Egyptian Canal city's security directorate after learning the inmates would be transferred to an unknown location.

Rocks and Molotov cocktails were thrown at the building, according to Al-Ahram's Arabic-language news portal.

An interior ministry source told the website the prisoners had been moved from Port Said prison to provide security and stability to residents living in the area near the facility, which has witnessed fierce clashes of late.

"Thirty-nine prisoners were transported to prisons outside [Port Said] today. The rest of the prisoners will also be transported, as we plan to empty the prison," added the source.

On 26 January, Port Said criminal court sentenced 21 out of 73 defendants to death for their involvement in a football riot that killed more than 70 Ahly fans in February 2012.

The verdict sparked violence that left over 40 dead in Port Said. Ever since, the city has been witnessing mass protests and intermittent clashes.

The court will issue its verdict on the remaining defendants in the case, including nine security officials, on 9 March.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/65972/Egypt/0/Ismailia-joins-civil-disobedience-campaign.aspx>

Ismailia joins civil disobedience campaign

Protesters in Ismailia near the vital Suez Canal block the main road and try to block the railway, announcing they are joining the civil disobedience campaign seen in nearby cities

Ahram Online, Sunday 3 Mar 2013



Protesters blocking railway tracks in Ismailia, 24 January (Photo courtesy of: April 6 Youth Movement in Ismailia Facebook page)

Several protesters in the Suez Canal city of Ismailia, announce they are launching a civil disobedience campaign on Sunday, joining nearby Port Said and Mansoura in their campaigns.

Tens of protesters blocked the main road leading to the central governorate building, urging the city's residents to join the civil disobedience campaign.

A protest is planned for Sunday afternoon in front of the governorate building by a number of political groups and movements, calling for Prime Minister Hisham Qandil to be sacked, amendments to the new constitution passed in December 2012, the elimination of the elections law and the realisation of other revolutionary demands.

Protesters attempted to block the railway, halting the train route from Cairo to Port Said, but police forces intervened, reports Al-Ahram Arabic news site.

Port Said has been on a civil disobedience campaign for almost two weeks, with the Nile Delta city of Mansoura joining a week later. Suez, Mahalla and Tanta have also joined.

Most recently, on Saturday, violent clashes ensued between police and protesters, following the death of one man, who was reported to have been run over by a Central Security Forces truck.

<http://www.presstv.ir/detail/2013/03/03/291718/157-injured-in-egypt-clashes/>

157 injured in Egypt's Port Said clashes

Egyptian protesters gather near government offices to demand justice over the deaths of dozens of people killed in riots last month, in the Suez Canal city of Port Said, Egypt on February 17, 2013. Sun Mar 3, 2013 2:46PM GMT12 0 At least 157 people have been injured in clashes between Egyptian police and demonstrators in the Suez Canal city of Port Said.

On Sunday, Egyptians took to the streets in the port city where they threw stones at security forces. In response, police used tear gas to disperse the angry demonstrators. According to an unnamed military official, protesters also set fire to police vehicles.

The protesters want justice for at least 40 people who have lost their lives in clashes with Egyptian police last month. Violence erupted in several Suez Canal cities after a judge sentenced 21 local people to death for their roles in February 2012 football riot in Port Said in which 74 people were killed and 1,000 others injured.

On Saturday, a similar protest took place in Port Said where some 500 protesters hurled stones and petrol bombs at the police station in the city, setting it ablaze. According to the reports, outraged protesters also prevented fire engines from reaching the burning building.

Last month, a political activist in the Mediterranean port city Ahmad Mutwalli issued a statement saying that "The disobedience will ... continue if the protesters' calls for the death sentence for the killers of martyrs are not granted."

The Egyptians launched the revolution against the pro-Israeli regime on January 25, 2011, which eventually brought an end to Mubarak's 30-year-long dictatorship on February 11, 2011.

MAM/PKH

<http://www.timesofisrael.com/missing-woman-found-after-conversion-rumors-sparked-riots-in-egypt/>

**Missing woman found after conversion rumors sparked riots in Egypt
Family and social reasons, not religion, were behind disappearance, says senior**

security official

March 3, 2013, 11:28 am

LUXOR, Egypt (AP) — A senior security official says a missing Muslim woman suspected of conversion to Christianity has been found. Her disappearance set off rioting in southern Egypt.

Muslims stormed a church in Kom Ombo, charging that the woman was being held there.

Major General Hassan Abdul-Hay, security chief of Aswan, told reporters late Saturday that “family and social reasons,” not religion, were behind her disappearance, and she had not converted. He gave no other details.

Hundreds of Muslims threw firebombs and rocks Thursday night at the church, injuring 11 policemen and 12 Christians.

Clashes between Coptic Christians and Muslims usually are sparked by rumors of conversion, Muslim-Christian love affairs and construction of churches.

Coptic Christians make up about 10 percent of Egypt’s population. They have long complained of state discrimination.

Copyright 2013 The Associated Press.

<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2013/03/201333223320722356.html>

Egypt's army intervenes in Port Said clashes

Military was dispatched in port city to defuse tensions for first time since deadly riots in January.

Last Modified: 04 Mar 2013 10:27

At least 586 people were injured following clashes between riot police and protesters on Sunday [AFP]

Egypt's military has intervened in the coastal city of Port Said following violent clashes between thousands of protesters and police, which left at least one dead and hundreds injured.

The interior ministry said five policeman were killed by gunfire, one soldier was shot and at least 10 members of the security forces were among those wounded during the clashes on Sunday.

At least 586 protesters were also injured, most suffering from tear gas inhalation while others were wounded by bird shot, according to health official Helmy el-Afani.

Around 5,000 protesters threw rocks and firebombs, prompting riot police to respond with tear gas and bird shot, the latest in a cycle of violence that continues to rock the country two years after Hosni Mubarak's ouster.

As the clashes escalated, the military intervened by forming a line between the two sides, with protesters climbing the tanks chanting support for the country's armed forces that, unlike the police, have not cracked down on rioters in the city.

It was the first time the army intervened between police and protesters since the military was dispatched in Port Said in late January.

Many residents of Port Said are demanding retribution for what they claim was excessive police force that led to the deaths of more than 40 civilians in late January. Most were killed during an attempt by some to storm a prison there.

Prison transfer

The latest street battles broke out when word emerged that 39 defendants in the case were transferred to prisons outside the city.

A police official, speaking on condition of anonymity because he was not authorised to discuss the case, said the transfer was necessary to ensure calm before a March 9 court hearing that is expected to issue new verdicts for police officers and other Port Said defendants also charged in connection with the soccer incident.

In Cairo, die-hard soccer fans of Al-Ahly club, known as the Ultras, are also gearing up for the March 9 verdict. They staged protests around the capital on Sunday that blocked traffic going to the airport, and closed off an area around the central bank.

Most of those killed in the Port Said stadium were Al-Ahly Ultras fans.

Al Jazeera's Mohamed Fawzy, reporting from Cairo, said two cars were burned down in front of the Egyptian Museum near Tahrir Square. Fawzy also reported scattered clashes between police forces trying to open Tahrir Square, and protesters insisting on closing it.

By nightfall, a handful of protesters and riot police continued to clash along a major street near the square, according to the Associated Press.

Source:

Al Jazeera And Agencies

<http://en.trend.az/regions/met/arabicr/2126157.html>

Egypt protesters set fire to government buildings in Port Said

4 March 2013, 21:47 (GMT+04:00)

Egyptian protesters on Monday set fire to two government buildings in the northern city of Port Said, state television reported.

Protesters through petrol bombs at the security and local government buildings in the city, which has witnessed clashes that killed five people and injured more than 560, dpa reported.

Local media reported that crowds chanted slogans against the ruling Muslim Brotherhood group during a funeral procession for two people killed in the violence, which erupted on Sunday over an expected verdict for football fans on trial for deadly riots.

Two policemen were among the dead in recent violence, the Interior Ministry said. They were killed near the security department in the coastal city by gunshots to the head and neck. The identities of the shooters are unknown.

The ministry said that gunmen were randomly attacking police.

In Egypt's second city, Alexandria hardcore football fans blockaded the central bank's

branch.

A court is expected on Saturday to hand down rulings for 52 defendants involved in last year's riot in Port Said stadium, which left 74 dead.

In January, a court sentenced 21 people to death in the case. The ruling sparked clashes in the city, leaving some 40 people dead.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/66041/Egypt/0/Five-killed-in-Port-Said-clashes;-Egypt-army-denie.aspx>

Five killed in Port Said clashes; Egypt army denies exchanging fire with police

Five persons are killed in Port Said clashes, Colonel Ahmed Ali said army didn't clash with police but simply wanted to stop clashes between CSF and protesters

Ahram Online , Monday 4 Mar 2013

Ministry of health mobilised ambulances & hospital across city to treat the injured
(Photo: Ahram)

Sound of gunfire continued to ring around the security directorate area in central Port Said into the early hours of Sunday night as several media outlets reported that police and army soldiers have been exchanging fire at the end of a tense day in the Suez Canal city.

However, Egyptian armed forces official spokesperson, Colonel Ahmed Ali, issued a statement on his Facebook page on Sunday night denying reports that army units in Port Said clashed with police forces.

"It is completely untrue that armed forces units in Port Said exchanged fired with police forces during the clashes," Ali wrote adding that the presence of the army units at the governorate buildings was intended to secure the premises and to attempt to end the clashes between the protesters and the police.

According to the official statement, an army colonel responsible for the army unit at the governorate building was shot in the leg and a Central Security Forces (CSF) conscript was killed by a bullet by unknown assailants. The army colonel was transferred to Port Said military hospital.

Meanwhile, the ministry of health, which has been documenting casualties' toll throughout the day, said that five people were killed during the incidents.

The ministry also reported that at least 39 other people were injured by gunshots throughout the day including 7 army and CSF personnel.

During the day, over 500 people were injured in clashes between police and protesters near the security directorate, according to the health ministry.

The ministry of health said at least 260 of the injured protesters suffered teargas inhalation during the clashes.

Civilians could be seen around the area aiding army soldiers, many of whom suffered from teargas inhalation.

Police had fired intense rounds of teargas canisters throughout the day at demonstrators who were opposed to a decision by the interior ministry to transfer 39 prisoners charged with involvement in last year's Port Said stadium disaster from the Suez canal city to Wadi Natroun jail in Egypt's Beheira governorate.

Twenty-year-old Ibrahim Shoman suffered serious eye injuries after being hit with

shrapnel.

Thousands of Port Said residents have been conducting a campaign of civil disobedience in the past two weeks to protest policies of marginalisation at the hands of the central government and to demand justice for more than 40 protesters killed in clashes with the police on 26 January.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/66058/Egypt/0/Port-Said-confirms--civilians--police-dead-Health.aspx>

Port Said confirms 3 civilians, 2 police dead: Health ministry

In a tense day of clashes between protesters and police that lasted until dawn on Monday, the health ministry reports 5 casualties, including a 16-year-old boy and two policemen

Ahram Online, Monday 4 Mar 2013

Following late-night clashes between police and protesters in Port Said, the pivotal city at the Suez Canal, the government reports five deaths, including three civilians and two policemen.

Early Monday, Port Said's undersecretary at the health ministry Helmy El-Efni announced that four deaths have been reported.

The two civilians died of skull fractures: sixteen year-old Sayed Ali El-Sayed from a heavy metal object thrown from the top of the central governorate building and Abdel Rahman El Said Ali, 22 years old, after being hit to the head by bricks also thrown from the top of the building.

The other two, the Interior Ministry says, were conscripts: Ibrahim Abdel-Azim Mostafa and Alaa Mohamed El-Shawadfi, killed as a result of gunshot wounds to the head and neck by unknown assailants that randomly fired near the Port Said security directorate.

The identity of the fifth death is yet to be disclosed.

Cairo health ministry sources say over 500 were injured in clashes last night. Three hundred of those suffered tear gas suffocation, 43 gunshot wounds (4 policemen and 40 civilians) and 20 miscellaneous injuries. Moreover, four of the injured were transported from the Port Said hospital to Cairo, while two others were transported to the Eye Surgery Centre in Mansoura for treatment.

Clashes broke out Sunday as police fired intense rounds of teargas throughout the day at demonstrators who opposed an interior ministry decision to transfer 39 prisoners from the Suez Canal city to the other side of the Nile Delta in Wadi Natroun jail in Beheira governorate. The prisoners were convicted in the first round of a highly-publicised case of a deadly attack during a football match in Port Said stadium that killed more than 70 Ahly fans in February 2012.

This comes ahead of the expected second phase of Port Said trial scheduled for 9 March, where the 52 remaining defendants out of the total 73 will be issued verdicts.

Thousands of Port Said residents have been conducting a campaign of civil disobedience during the past two weeks to protest marginalisation policies at the hands of the central government and to demand justice for more than 40 killed in clashes with the police on 26 January as they were demonstrating on the second anniversary of the January 25 Revolution.

In an unusual twist, several media outlets gave conflicting reports of police and army

soldiers exchanging fire at the end of the tense day. Egyptian armed forces official Spokesperson Colonel Ahmed Ali denied the reports on his Facebook page Sunday night.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/66091/Egypt/0/Thousands-attend-funeral-in-Port-Said,-chant-again.aspx>

Thousands attend funeral in Port Said, chant against Brotherhood

Mourners carry dead in Port Said after clashes between protesters and police killed 5 on Sunday

Ahram Online , Monday 4 Mar

Thousands took part in the funeral of a man in Port Said on Monday, who were killed during clashes between protesters and the Egyptian police in the Suez Canal city the day before.

Clashes broke out Sunday as police fired intense rounds of teargas throughout the day at demonstrators who opposed an interior ministry decision to transfer 39 prisoners from Port Said to Wadi Natroun prison in Beheira governorate, on the other side of the Nile Delta.

The prisoners are detained on charges related to the violence at Port Said stadium in February 2012, when over 70 Ahly football club fans were killed.

Mourners who carried the body through the streets of the city chanted against the interior ministry as well as the Muslim Brotherhood, the group from which President Mohamed Morsi hails.

Sunday's clashes also led to the death of another civilian and two police conscripts, according to the health ministry. Over 500 were injured, according to ministry sources, 300 suffering from teargas asphyxiation, 43 from gunshot wounds (four policemen and 40 civilians) and 20 from miscellaneous injuries.

This comes ahead of the expected second phase of the Port Said trial scheduled for 9 March, where the 52 remaining defendants out of the total 73 will be issued verdicts.

Twenty-one defendants were issued with death sentences in the first set of verdicts.

Thousands of Port Said residents have been conducting a campaign of civil disobedience during the past two weeks to protest marginalisation policies at the hands of the central government and to demand justice for those killed in recent clashes.

Several media outlets gave conflicting reports of police and army soldiers exchanging fire at the end of the tense day. Egyptian armed forces official Spokesperson Colonel Ahmed Ali denied the reports on his Facebook page Sunday night.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/66123/Egypt/Politics-/Health-ministry-reports--injuries-as-Port-Said-clashes.aspx>

Health ministry reports 117 injuries as Port Said clashes continue intermittently

Monday's clashes in restive canal city leave over 117 injured, according to Egypt's health ministry; local security directorate, governorate HQ in flames

Ahram Online , Monday 4 Mar

Ongoing clashes in Port Said between protesters and security forces on Monday have left over 117 injured, including both civilians and security forces, according to Egypt's health ministry.

The majority of injuries were reportedly due to excessive teargas inhalation and shotguns loaded with birdshot.

Clashes broke out in the canal city on Sunday after the relatives of local residents charged with involvement in last year's Port Said stadium disaster – in which scores of football fans were killed – were told that the defendants would be transported to a prison outside the city.

Defendants' relatives attempted to storm the Port Said Security Directorate while police responded with teargas in an attempt to disperse the crowds. After the dust settled, three civilians and three security officers lay dead.

Meanwhile, fires at both the security directorate and Port Said's governorate headquarters – sparked earlier on Monday by Molotov-throwing protesters – continued to spread as of Monday night after fire-fighters failed to show up at the scene.

On Monday afternoon, Egypt's interior ministry issued a statement in which it asserted that "armed individuals" were firing randomly at both military personnel and police.

The ministry went on to urge local citizens to avoid government buildings.

Port Said has witnessed a series of riots and protests since 26 January, when 21 Port Said residents were sentenced to death for their roles in last year's stadium tragedy that saw over 70 Ahly fans killed.

Families of the defendants and members of the Green Eagles – hardcore fans of Port Said football club Al-Masry – have been attempting to launch a 'civil disobedience' campaign in Port Said for over two weeks to protest what they see as unjust verdicts in the stadium trial and perceived marginalisation by the central government in Cairo.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/66046/Egypt/Politics-/BUE-halts-classes-as-students-protest-to-sack-univ.aspx>

BUE halts classes as students protest to sack university president

Students begin a sit-in seeking to sack the administration and president at the British University in Egypt; Admin suspends all 'educational activity'

Reem Gehad, Monday 4 Mar 2013

Classes have been suspended for a week at British University in Egypt (BUE) after students staged protests calling on the university's president and its general secretary to leave their posts.

While BUE students received emails informing them of the decision, a copy of a document signed by university president Ahmed Hamza circulated on Twitter late Sunday.

"After consulting with members of the university council about the violent incidents caused by several students and the damages they have led to, the university's president has decided to halt all educational activity for a week," the statement reads.

Students started a sit-in at the university's administration building Saturday and surrounded the president's office, preventing him from entering. They protested the "commercialisation of education" of their privately-owned university.

"We believe that the university's main aim is profit," Omar El-Alfy, BUE's student

union president, said flatly.

"The university has been manipulating students' exam results to disqualify more students from the scholarship programme, thus forcing more to pay the fees," he claims. "We also believe that the facilities offered by the university, whether it be class space or bus service, to students on campus are not proportionate to the amount of fees they pay," El-Alfy added.

Annual BUE tuition and fees range from LE38,000 - 45,000, depending on the department of study, not including books. Bus fees, educational support and administrative service fees are optional but often necessary expenses.

Although the university's president agreed to cancel a new 500 sterling pound fee for certain engineering departments and promised that midterm exam papers will be re-marked, students were not content and demanded the administrators leave their posts.

"We were often promised that such issues would be resolved, but this was never fulfilled," El-Alfy charges.

According to El-Alfy, the university's general secretary left his position Sunday. "Sami El-Masry gave the student union a signed handwritten document of his resignation," El-Alfy said.

The issue is yet to be resolved on campus, however.

In his statement, Hamza said that the university "has started an investigation into students [accused of causing violent action] and will take appropriate disciplinary action with those proven to be guilty."

"BUE has also notified Egyptian police and the general prosecution of the events and damages so they can take appropriate legal action," it added. "This stems from the university's keenness on continuing studies in an atmosphere of stability."

BUE was founded in 2005 as a private university in partnership with Loughborough University in the United Kingdom.

Similar protests took place at the American University in Cairo (AUC) and the German University in Cairo (GUC) in September.

AUC students closed down the campus for over a week, forcing the administration to suspend all activity. After negotiations, the administration agreed to reduce future tuition increases from 7 percent to about 2 percent until 2016.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/66098/Egypt/Politics-/Guards-at-Egypt's-state-TV-building-end-strike-afte.aspx>

Guards at Egypt's state TV building end strike after meeting information minister

Security guards at state TV building in Cairo's Maspero district call off strike action after Egypt's information minister agrees to implement promised pay raises

Ahram Online , Monday 4 Mar 2013

A security official at the state-run Egyptian Radio and Television Union (ERTU) building in Cairo's Maspero district announced on Monday afternoon that all entrances into the building had been opened following a meeting between striking security guards and Information Minister Salah Abdel-Maqsood.

Some 300 security guards on Monday morning blocked the building's main entrances to protest the ERTU's failure to implement promised salary increases, which they say had

been supposed to go into effect this year.

One striking guard told Ahram Online early Monday that, according to the salary structure set for the current year, all of the building's workers and staff were meant to receive salary increases. While some members of the staff received the promised raise, however, security guards say that they only received half of the expected increase.

Abdel-Maqsoud asserted that all the building's workers – including security guards – would see the promised wage increases this month.

Following their meeting with the minister on Monday morning, striking guards agreed to halt the strike action.

Approximately 1000 guards work at the ERTU building.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/66166/Egypt/Politics-/Protesters-set-fire-to-National-Security-building-.aspx>

Protesters set fire to National Security building in Port Said

The fire was contained and the building remained open on Tuesday Ahram Online , Tuesday 5 Mar 2013

A group of protesters set fire to a security services office in Port Said early in the early hours of Tuesday morning.

The building belongs to the National Security Apparatus, part of the interior ministry, which was known before the January 25 revolution as State Security Apparatus.

According to an Ahram reporter in Port Said, the angry protesters torched the garage area of the building, destroying at least six cars.

Armed forces units with tanks and armoured vehicles came to secure the building and to disperse the angry protesters by firing shots in the air.

The building was reportedly still open on Tuesday.

Protesters in Port Said have already torched parts of the Port Said security directorate, angry at police brutality in dispersing protests in the city on Monday.

At least 352 were injured in the clashes on Monday between security forces and protesters, according to the ministry of health.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/66180/Egypt/Politics-/Civilian-shot,-two-policemen-stabbed-in-Port-Said-.aspx>

Civilian shot, two policemen stabbed in Port Said clashes

All 3 men are alive but seriously injured

Ahram Online, Tuesday 5 Mar 2013

One person was shot in the head and two low-ranking police officers were stabbed during ongoing clashes in Port Said near its security directorate on Tuesday afternoon, reported Ahram Arabic news website.

Clashes intensified again when three Central Security Forces (CSF) vehicles arrived at the vicinity of the directorate and fired teargas at the groups gathering there. They in turn started throwing stones at the security forces.

According to the website, unidentified persons carrying bladed weapons stabbed low-ranking police officers Salama Khalifa and Mohamed Fikry who were coming out

of a side door of the directorate.

They were stabbed in their chests as well as in other areas.

Military forces arrived at the scene and reportedly fired shots in the air to disperse the crowds at the security directorate.

The man who was shot was transferred to Port Said general hospital in a critical condition.

The two policemen were transported to Port Said military hospital which in turn sent them to the police hospital in Cairo because of the gravity of their injuries.

Clashes broke out Sunday in Egypt's Suez Canal city of Port Said when locals protested an interior ministry decision to transfer 39 detainees from Port Said to the Wadi Natroun Prison in the Beheira governorate located on the other side of the Nile Delta. Police reportedly fired teargas at the crowd.

These detainees were convicted of involvement in last year's football disaster in which over 70 Ahly football club fans were killed after a match between Cairo's Ahly and Port Said's Masry.

According to the ministry of health, at least 352 people have been injured in recent clashes in Port Said.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/66160/Egypt/Politics-/Egyptian-police-protest-in-Sinai,-Cairo-demanding-.aspx>

Egyptian police protest in Sinai, Cairo demanding weapons

Police officers in Sinai take a stand against 'inhumane' working conditions while others in Cairo block off major road in protest

Ahram Online , Tuesday 5 Mar 2013

Dozens of police officers across different directorates in Sinai are on strike for the second day in a row.

This includes officers in the directorates of Tour Sinai, Ras Sidr, Taba and Saint Catherine.

Security personnel are protesting against what they describe as "inhumane and degrading" working conditions.

They also demand that low-ranking officers and employees be armed so that they can defend themselves from the recurring dangers they are exposed to while on duty.

The officers claim that their lives are in danger as ministry leaders refuse to allow them access to weapons, urging them to maintain self-restraint. They also demand to be awarded excellence bonuses on a regular basis.

The officers said that they would be suspending work until their demands are fulfilled. In Cairo, dozens of police officers from the Old Cairo Police Directorate blocked off Salah Salem Street, a major thoroughfare leading to Cairo International Airport, early on Tuesday, bringing traffic flow to a complete halt.

The officers were angry at the death of a fellow officer who died in the line of duty as he attempted to stop a bank robbery. They are demanding more access to live ammunition to defend themselves.

Security forces managed to coax protesting officers into reopening the road to traffic.

Egypt's capital sees 3 anti-govt protests, limited clashes

Three independent protests – accompanied by limited clashes – erupt in Cairo on Tuesday evening as Ultras Ahlawy brace for contentious court ruling on last year's Port Said stadium disaster

Ahram Online, Tuesday 5 Mar 2013

Cairo on Tuesday saw renewed clashes between anti-government protesters, including members of the Ultras Ahlawy (hardcore fans of Cairo football club Ahly), and police. Hundreds of Ultras members besieged the Cairo residences of both the current and former interior ministers in the districts of Madinet Nasr and Dokki respectively. The twin protests came in advance of a contentious court ruling expected on Saturday in the ongoing trial of those charged with involvement in the February 2012 Port Said stadium disaster, in which over 70 Ahly fans were killed.

By about 9pm, Ultras members had withdrawn from in front of Interior Minister Mohamed Ibrahim's private residence in Cairo's Madinet Nasr district following limited skirmishes with police.

In the Dokki district, meanwhile, Ultras members destroyed the entrance of the private residence of a former interior minister (also named Mohamed Ibrahim), who they consider responsible for the stadium tragedy.

Protesters shot fireworks at the building, while police fired into the air in an attempt to disperse the angry crowds.

And in downtown Cairo, dozens of protesters gathered near the US embassy on the Nile Corniche off Cairo's Tahrir Square, where they clashed with police on Tuesday evening.

At around the same time, members of the 6 April youth group led multiple marches – each of them hundreds strong – to the headquarters of Egypt's National Security Agency in Madinet Nasr to demand retribution for protesters slain in recent clashes with police.

Marchers shouted chants against President Mohamed Morsi, whose administration they accuse of dragging its feet on launching investigations into recent political violence. Last November, 16-year-old 6 April member Gaber 'Jika' Salah was killed during clashes with police. The youth group has since organised several demonstrations to demand justice for Jika and other demonstrators killed in the latest spate of deadly clashes.

Egypt has witnessed an upswing of anti-government protests and political violence since the second anniversary of the 25 January Tahrir Square uprising that unseated former president Hosni Mubarak.

Egypt's Ultras besiege former interior minister's residence

Hundreds of hardcore football fans gather at Dokki residence of former interior minister Mohamed Ibrahim, ahead of second verdict in the Port Said football trials

Ahram Online, Tuesday 5 Mar 2013

Hundreds of Ahly football club fans, known as the Ultras Ahlawy, besieged the residence of former interior minister Mohamed Ibrahim Tuesday evening in the district of Dokki in Giza.

Protesters destroyed the entrance to the minister's house, shooting fireworks at it, while police forces fired shots into the air in an attempt to disperse them. At the time of going to press, the situation was tense and the crowds had not been dispersed.

The hardcore fan group announced earlier on Tuesday that its members were marching separately on the residences of former and current interior ministers to apply pressure ahead of a key court verdict.

A second verdict is expected on Saturday in the trials related to the Port Said football killings in February 2012 in which over 70 Ahly fans were killed after a football match. "Our members are currently partaking in two separate marches on the houses of former and current interior ministers, during the tenure of whom the ministry did not change and continued to kill people with impunity," said the group on its official Facebook page Tuesday afternoon.

"We remind everyone that if retribution is not attained [by the verdict] we will attain it with our own hands," the statement concluded.

Mohamed Ibrahim was minister of interior at the time of the Port Said events. The current minister of interior who replaced him is also called Mohamed Ibrahim.

On 26 January, a court sentenced 21 defendants to death in relation to the killings; some of the men convicted belonged to the Ultras fan group of Port Said football club Masry.

<http://www.anarkismo.net/article/24993>

Egypt: The self-management of Port Said and the workers' struggle

Tuesday March 05, 2013 18:46

by Corrispondente Infoaut - Infoaut

An unprecedented situation is taking place in the city of Port Said - complete self-management, a rejection of everything that authority represents. It is a situation that the main actors in the Egyptian struggle at this time - the workers - are trying to reproduce in other cities too.

Port Said is now completely in the hands of the people. At the entrance to the city, in place of the old police roadblocks, there is a checkpoint manned by locals, mostly striking workers calling themselves the "popular police". The same is true for the traffic - no more traffic cops but young men, students and workers who are self-managing the city's traffic.

Civil disobedience: the city is mainly characterized by its total rejection of Morsi's government in all its forms. This translates into getting rid of the police, the rejection of work and the government education system.

As far as "security" is concerned, under self-management the streets are safer than ever before. Following the street protests, the people's anger after the 21 death sentences linked to the massacre of Port Said and the 40 victims of the clashes which followed, the police was forced last week to accept letting the people take over the city.

Morsi's government has agreed to recall the police because of the irrefutable video evidence which shows policemen shooting and killing demonstrators in cold blood, but also because it is convinced that a city could never be able to self-manage itself alone and that Port Said would sooner or later ask the government to intervene in order to

quell the riots that would probably break out. Instead the reality is much different and demonstrates that a city without the "forces of law and order" is safer and more liveable. There is also a tacit agreement that allows the army (more respected by the people as it is traditionally less tied to the regime than the police, which is the creature of the secret services) to watch over key points in the city, though without any power to intervene. So the reality is this: powerless soldiers watching over key points such as the courthouse and the city's extremely important port (now on strike) and the "popular police" which is looking after the city's security. The rejection of everything that represents authority can also be seen in the refusal to pay government taxes and utility bills, and the refusal to communicate in any way with the government, be in central or local.

The closure of the central government and the self-management of the means and modes of production are turning the Port Said experience into a reality without precedent and an experiment in a new form of living, producing and existing. Factories are closed, marine traffic is blocked, only what is necessary is produced and only essential services remain open.

Bread is produced (in the photo below you can see a shop selling bread at low prices; the signs explain the reason for the protest); foodstuffs, hospitals and pharmacies remain open. In each factory, it is the workers who decide whether or not to continue production and the answer in general at the moment is NO. Justice first, completion of the revolution first - only then will production recommence.

A new form of self-management is also being tried out in schools. These have remained open but the families in Port Said are refusing to send their children to the government schools. At this very moment teachers and the popular committee are trying to organize popular schools in the central square, re-named Tahrir Square of Port Said, where alongside scholastic subjects they would like subjects such as social justice and the values of the Egyptian Revolution taught.

A situation that may seem impossible to some. On the pages of this site [ed. - infoaut.org] we have spoken before about Port Said, through different eyes. But after the death sentence against the 21 people accused regarding the massacre at the stadium, a new popular consciousness has arisen in this city, once very traditionalist in all probability. Indeed, those condemned were 21 young people, mostly students, whereas the responsibility for the slaughter lies firmly in the political arena; the sentence seems to have been more of a sop to those who sought justice than anything else. None of the accused comes from the ranks of the police or the State and its secret services. This was understood by Port Said and, as soon as the death sentences were handed down, huge protests exploded leading to the death of about 40 demonstrators, some of whom actually died during the funerals of other victims of the street clashes. This led to the beginning of the strike and the civil disobedience.

This is a situation which even we would never have been able to imagine, if we had not seen it with our own eyes.

Rage, initially born from a desire for justice for the death sentences and the following 40 victims but which then grew and has become political. The strong participation by the workers, the growing consciousness among the people of Port Said - these have made this protest into a struggle with precedent which is now threatening Morsi's government. It is a struggle which could really cripple the regime if it were to spread to other cities.

They no longer ask - as they did only a week ago - not to punish the citizens of Port Said for crimes committed instead by the regime. Now they ask for justice for all the victims of the Revolution, now they shout out for the regime to fall.

On Monday there was a large demonstration in the streets of Port Said - the independent union of workers, students, the revolutionary movement, all came down into the streets. Many came from Cairo to bring their solidarity to the workers and the city in struggle. A huge march swept through the streets of the city, calling for a general strike throughout the country.

In the meantime other Egyptian cities in recent weeks have seen large strikes - in Mahalla, Mansoura and Suez, workers in many factories folded their arms for weeks. And hundreds came onto the streets to call for a general strike throughout the country, many schools and universities announced a general strike soon. There are many workers and various social sectors who are on strike without being able - for now - to spread the strike and the struggle, as has happened in Port Said instead.

We do not know for how long this experience, known as the "Egyptian Paris Commune" can last. Certainly it is difficult to carry on a struggle like this at a time when the central power can cut off water and electrical supplies and if it hasn't done so thus far it is only because it is afraid of even greater explosions of anger. Furthermore, the continuation of the workers' strike is closely linked to the chances of it spreading to other cities.

Initially the inhabitants of Port Said had announced that they intended to continue the strike until 9 March next - the date on which the 21 death sentences will be confirmed. Now, thanks to the actions of the workers, the future is uncertain but without doubt full of potential.

The difficulties of the moment are many, but the growing consciousness throughout the population (and not just among the workers), the practice of rejecting the regime, the self-management, all these are elements that seem to provide a positive prospect for these struggles.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/66151/Egypt/0/Mansoura-police-officers-call-for-dismissal-of-Egy.aspx>

Mansoura police officers call for dismissal of Egypt's interior minister

Police officers in the Nile Delta city of Mansoura are to stage a protest Tuesday to demand dismissal of interior minister

Ahram Online , Tuesday 5 Mar 2013



The body of Hossam Eldin Abdullah Abdelazim, 14, who activists say died when an armored police vehicle crushed him, is carried for burial from the international hospital in Mansoura, in the Nile Delta province of Dakahliya, Egypt, Saturday, March 2, 2013 (Photo: AP)

A number of Central Security Forces (CSF) officers and soldiers in Daqahliya governorate, located northeast of Cairo, are planning to stage a protest Tuesday to demand the dismissal of interior minister Mohamed Ibrahim.

The police officers are enraged over the detention of a fellow officer accused of killing protester Hossam Abdel-Azim by running him over in a CSF vehicle last Saturday during clashes in Daqahliya's Mansoura city. They argue the minister is to blame for the failing relationship between the people and the police, as well as the ongoing violent clashes and deaths on both sides.

Mansoura has been rocked by intermittent clashes for over a week amid renewed calls for civil disobedience and intensifying protests against President Mohamed Morsi.

<http://www.thehimalayantimes.com/fullNews.php?headline=Mursi+mulls+army+takeover+of+restive+city&NewsID=368371>

Mursi mulls army takeover of restive city

Added At: 2013-03-05 10:34 PM

Last Updated At: 2013-03-05 10:34 PM



AFP / RSS

A protester, opposing Egyptian President Mohamed Mursi, throws a tear gas canister, earlier thrown by riot police, during clashes in front of Security Directorate in Port Said city, northeast of Cairo on Tuesday.

ASHOK KUMAR RAI

CAIRO: Egypt's Islamist president is considering whether to give the military full control of the restive Suez Canal city of Port Said after days of deadly street clashes stoked by excessive use of force by riot police, officials said Tuesday.

A handover of the city to the military would be a recognition of the failure of Mohammed Mursi's government to bring calm to Port Said, which has been in turmoil since late January. With protests and strikes that have turned into an outright revolt, residents have been venting their fury at both the president and the security forces.

A third day of clashes erupted at around daybreak today as police opened fire with tear gas and birdshot at protesters throwing stones and firebombs at the local headquarters of the National Security Agency, setting part of the building on fire. The latest round of rioting and violence in Port Said has left at least three civilians and three policemen dead and hundreds injured since Sunday.

Port Said's protesters largely see the military more positively. Some cheered and chanted "the people and army are one hand" on Sunday when troops fired over the heads of police in an attempt to push them back from clashes with protesters outside police headquarters. Still, it is not clear they would halt the unrest if the army took control.

Mursi met with his security chief and top military officers to discuss pulling police out of Port Said and putting the military in charge of security in the streets on hopes of bringing calm, officials from the military and the president's office said.

"The presidency is considering this option after relations between the security apparatus and the people of Port Said deteriorated," said one official in the president's office. He added that the idea behind the proposal is that once the army takes control, it would presumably not get into confrontation with protesters.

The officials spoke to The Associated Press on condition of anonymity because they were not authorised to talk to the media about the president's deliberations.

The move comes at a time when some in the opposition against Mursi and his ruling Muslim Brotherhood have called on the military to take back power in order to end the unrest that first erupted in November and has spiralled out of control since. The mainly liberal and secular opposition accuse the Brotherhood of dominating power and say the unrest shows Mursi and the group are incapable of dealing with the country's multiple woes.

Mursi's Islamist supporters have accused the opposition of trying to use street violence to overturn their successive victories in elections since the uprising that ousted Mubarak.

Most in the opposition say they oppose a military takeover, and the military itself is wary, since its reputation was severely marred during its post-Mubarak stint in power. But those who do favour such a move see it as a way to break the Brotherhood grip on power.

But observers have also spoken of another scenario in which Mursi himself is forced to ask the military to step in nationwide.

He would likely do so only grudgingly, since the generals may push him to make concessions to the opposition or otherwise hamper his control.

Más de 230 heridos por disturbios en El Cairo y Port Said

Miércoles, 06 de Marzo de 2013 09:57

El Cairo, 6 mar.- Los persistentes disturbios aquí y en Port Said causaron 237 heridos, dijo hoy una fuente del Ministerio de Salud, Yahia Moussa, quien precisó que la mayoría se reportaron en la ciudad norteña.

El vocero aseguró que durante la jornada no se reportaron muertes y que en esta capital en los choques intermitentes entre policías y manifestantes se han reportado una decena de lesionados, además del asalto a un apartamento de las Fuerzas Centrales de Seguridad en el distrito de Dokki.

Durante toda la noche del martes y la madrugada de hoy, las protestas continuaron en Port Said, donde manifestantes airados protestan contra el traslado a otra ciudad de 39 de los 73 encartados en la muerte de 74 personas tras un partido de fútbol en enero de 2012.

Las protestas en esta capital, en cambio, tienen un matiz político y son la secuencia de los esfuerzos de las autoridades por reabrir al tráfico la céntrica Plaza Tahrir donde miembros de la oposición mantienen una vigilia desde fines de noviembre pasado, cuando el presidente Mohamed Morsi se investió de facultades excepcionales.

Mientras, miembros del Frente de Salvación Nacional (FSN) anunciaron que realizarán una campaña pública para exhortar a la población a sumarse a su boicot a los próximos comicios legislativos, programados en cuatro fases entre fines de abril y junio próximos.

Los partidos agrupados en el FSN anunciaron que estudian la posibilidad de fusionarse para añadir fortaleza a su boicot de los comicios y la posibilidad de lanzar un canal televisivo satelital para fortalecerlo, al tiempo que reiteraron la decisión de abstenerse en las elecciones. (PL)

One protester killed in Egypt's Port Said on Tuesday

Mohamed Hamed Farouk dies from head wound caused by teargas canister fired by police during protest in Port Said on Tuesday

Ahram Online, Wednesday 6 Mar 2013



Security directorate in Port Said on fire (Photo courtesy of: ONTV live)

A man died during protests in Port Said on Tuesday after being struck on the head with a teargas canister fired by police.

Mohamed Hamed Farouk, 30, died from a brain haemorrhage.

A health ministry spokesperson said 227 others were injured in clashes in the restive canal city on Tuesday.

The clashes took place near the Port Said security directorate, with protesters hurling stones and police firing back with birdshots and volleys of tear gas.

Parts of the city's security directorate and governorate headquarters were set ablaze on Monday by protesters throwing Molotov cocktails.

Clashes broke out on Sunday after relatives of local people currently on trial for their involvement in last year's Port Said Stadium disaster were informed that the defendants would be transferred to a prison outside the city.

At least six people have been killed in the latest wave of protests in the city, including three policemen.

Port Said has experienced intermittent unrest since 26 January, when a court sentenced 21 local residents to death for their involvement in last year's Port Said stadium disaster, which killed more than 70 people.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/66228/Egypt/0/Police-in-Ismailia-refuse-deployment-to-Port-Said.aspx>

Police in Ismailia refuse deployment to Port Said

Ismailia police refuse orders to deploy in Port Said, say strike action will continue until interior minister hears their demands

Ahram Online , Wednesday 6 Mar 2013

Police and low-ranking officers at a Central Security Forces (CSF) camp in Ismailia went on strike on Tuesday and refused to deploy to Port Said.

Intermittent clashes and riots have taken place in Port Said since 26 January when a court sentenced 21 local football fans to death for their role in the Port Said Stadium disaster, which killed over 70 fans of Ahly football club in February 2012.

The strikers have refused to obey orders from Ismailia's deputy head of security and said their action will continue until the interior minister arrives to hear their complaints and demands.

Among their demands is for police to be armed, something that has also been requested by police in other governorates.

A security source, who wished to remain anonymous, told Al-Ahram Arabic news website that the strike was sparked by Tuesday's three-year jail sentence imposed on First Lieutenant Mahmoud El-Shinnawy.

El-Shinnawy – the so-called 'eye sniper' – was convicted of attempted murder for firing birdshots at protesters' eyes during the Mohamed Mahmoud Street clashes in November 2011, which left at least 40 dead.

Moreover, the source added, the strikers were concerned by the detention and investigation into the driver of a police vehicle that ran over and killed a civilian in Mansoura during clashes between police and protesters on Saturday.

Riots in Port Said have left over 40 dead, including 5 policemen and low-ranking officers, since 26 January.

“The situation is very dangerous and might spread to neighbouring CSF camps in Ismailia,” the source said. “Especially dangerous is the idea that police might refuse to participate in future confrontations with political protesters.”

On Sunday, police in Sinai held a protest to demand weapons and condemn 'inhumane and degrading' working conditions.

On Monday, the interior ministry released a statement claiming unidentified individuals were shooting randomly at police and soldiers in Port Said.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/66283/Egypt/0/Egyptian-police-strike-against-interior-ministry-p.aspx>

Egyptian police strike against interior ministry policies

Police officers go on strike across Egypt, blame interior minister for worsening relations between police and the people

Ahram Online, Wednesday 6 Mar 2013



Egyptian riot police stand guard during clashes near the state security building in Port Said, Egypt (Photo: Reuters)

Around 8,000 police officers and recruits across 34 Central Security Forces (CSF) camps in Sinai and the Suez Canal joined strike calls Wednesday.

In Sinai, dozens of security personnel across different directorates are protesting against what they describe as "inhumane and degrading" working conditions. They also demand to be armed so they can defend themselves while on duty.

Hundreds of officers at three CSF camps in the Nile Delta city of Mansoura in Daqahlia governorate (located northeast of Cairo) are on strike for the second consecutive day.

They are calling for the dismissal of Egypt's interior minister, Mohamed Ibrahim, enraged over what they see as being inserted into political and "settling scores" issues. Security personnel argue that the minister is to blame for the failing relationship between the people and the police.

They also condemned the detention of a colleague accused of killing protester Hossam Abdel-Azim by running him over in a CSF vehicle last Saturday during clashes in Mansoura.

In Ismailia, however, striking security personnel called off a strike they started Tuesday after presenting their demands to be submitted to the interior minister.

On Tuesday, striking officers refused to deploy in Port Said, refusing to be brought "into direct confrontation with the people."

Some 2,000 security personnel went on strike in the canal city Tuesday to condemn the interior minister's policies, which they blame for growing hostility from the people.

The biggest insurrection of CSF conscripts in Egypt's recent past occurred in 1986. Tens of thousands of officers went on a rampage when rumours circulated that their three-year service would be prolonged by an additional year. Thousands were left dead in the riots after the army was deployed and ordered to fire on the rebelling officers.

Scores injured in Port Said, Ismailia clashes on Wednesday

157 injured in Port Said on Wednesday during clashes between anti-government protesters and police; two injured in Ismailia

Ahram Online , Thursday 7 Mar 2013

Clashes between anti-government protesters and police left 157 people injured in Port Said on Wednesday, the head of Egypt's Ambulance Authority Mohamed Sultan has said.

Two people were also injured during clashes in Ismailia.

Clashes broke out in Port Said on Sunday after the interior ministry transferred local residents accused of involvement in last year's Port Said disaster to a prison outside the city.

Fifty-two of the 73 defendants will hear their fates on Saturday. Twenty-one were sentenced to death last month for their involvement in the killing of over 70 fans of Cairo's Ahly football club at a match in the Port Said Stadium in February 2012.

Port Said, Ismailia and Suez, as well as the Nile Delta cities of Mahalla and Tanta, have been rocked by weeks of intermittent violence since the second anniversary of the Egyptian Revolution.

Calls for civil disobedience in the cities have been circulating since mid February, leading to sporadic violent clashes between security officers and protesters.

First Published: 2013-03-07

Furious Port Said residents want Brotherhood's police out

Residents of Port Said, plagued by weeks of deadly clashes, say they want reviled police force out of their canal city, army to take control.

Middle East Online

By Haitham El-Tabei - PORT SAID (Egypt)

Police force who sows brutality reaps disdain

Residents of Port Said, plagued by weeks of deadly clashes between protesters and security forces, say they want the reviled police force out of their canal city and the army to take control.

Such is the disdain for the police that residents have taken to providing their own security services, setting up a makeshift security post in a public park dubbed "The People's Police Station."

"It may not be a real police station, but it's a real sign of objection," said engineer Mohammed Hashem, 40.

"So far we have had 480 reports, we provide traffic duties. We are providing citizens with what the police have failed to give: safety and security," said Mohamed Ali, 33.

Tensions between police and residents of the Suez Canal city go way back but a deadly football riot last year -- which many residents blamed on the police -- ushered in a drumbeat of tragedies for the strategic city.

"The police were responsible for the Port Said stadium massacre which has caused all this destruction," Hashem said, echoing comments of many residents who believe police stood by while rival fans laid into each other.

The clashes at the stadium in February last year between fans of home side Al-Masry and Cairo's Al-Ahly left more than 70 people dead and sparked days of violent protests in Cairo, in which another 16 people were killed.

Many Egyptians believed the rioting was orchestrated either by the police or by supporters of ousted president Hosni Mubarak.

Almost a year after the tragedy, on January 26, a court in Cairo sentenced 21 supporters of the Port Said team to death.

The sentence triggered a series of deadly clashes that killed over 40 people which in turn prompted a campaign of civil disobedience that has now entered its third week.

The residents are furious at the interior ministry but have also lashed out at Islamist President Mohamed Morsi, saying he has ignored the blood that has been spilled.

"We don't feel safe with the police here. They protect their interests and not the citizens," said one resident, as others around him showed spent cases of birdshot and tear gas.

"The police have treated us with condescension and scorn for years. They provoke us and start the violence," said Hassan Saber, 62, who runs a shop.

He was speaking near the security headquarters of the city, which on Tuesday was set ablaze by protesters for the second day in a row.

Protesters also torched several security buildings and there was an attempt to attack the security chief's villa.

"The government and the interior ministry are colluding to fight us. We throw rocks at them and they respond with bullets," said Ibrahim al-Sayyed, 56.

In most of the city, police are absent from the streets as the violence rages. Riot police appear from time to time to quell protests before disappearing again.

With no end in sight to the violence, residents are turning to the army.

At the entrance of the city's port, a large banner reads "We welcome the military", while other banners across the city stress that "the people and the army are one."

Petitions have even been circulating calling on the army to take full control.

"We called everyone for help and we were ignored... Now we are calling on the Egyptian army to help," said Mohammed Adel, 34, who owns a travel company and is one of the coordinators of the signature campaign.

"The armed forces are capable of running our city because we have completely lost faith in the president and the interior ministry," Adel said.

"Only the army can end this chaos," said Sameh Sweilam, 26, who is collecting signatures urging army chief Abdel Fatah al-Sisi to rule the country.

Residents of Port Said and other canal cities have long complained that Cairo marginalises them. But the feeling of isolation has deepened since the January crisis.

"Morsi has proved incapable of managing anything. We want the army back immediately," said Mahmud al-Sayyed.

But others still recall the turbulent military rule after longtime president Hosni Mubarak was toppled, which saw its share of deadly clashes and political turmoil.

"The army won't be very different from the police," said Ahmed al-Arabi, 24.

Military police had deployed to protect vital establishments around the city's main roads since Morsi declared a one-month state of emergency following the January clashes.

But in the city's smaller streets, groups of civilians work to keep the traffic flowing.

"We don't need the police anymore, we are the police," said Ahmed Eid.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/66395/Egypt/0/Protester-killed-in-Egypt-Port-Said-as-local-truce.aspx>

Protester killed in Egypt's Port Said as local truce initiative fails

Anti-govt protester is killed and 54 injured in Thursday night clashes with security forces in restive canal city; Attempts to reach temporary truce come to naught, local activist says

Ahram Online , Friday 8 Mar 2013

One protester was killed on Thursday night in the Suez Canal city of Port Said during clashes between anti-government protesters and police.

Karim Atout, 33, died after being transferred to a hospital in the nearby city of Ismailia.

Atout – who was reportedly shot in the head, chest and leg – is the first protester to be killed in Port Said in the last five days, which have been marked by intermittent clashes throughout the restive city.

It remains unclear at this point whether his funeral will be held on Friday or Saturday.

Another funeral is planned in Port Said on Friday afternoon for protester Ahmed Galal Abdel-Hamid, who was killed three days ago in clashes with security forces.

According to an Al-Ahram reporter in the city, 54 protesters were injured in Thursday night's clashes, including 26 wounded by live fire – including a 13-year-old boy currently being treated in the city of Port Fouad – and 24 injured by shotguns loaded with birdshot.

An attempt to forge a temporary truce was reportedly made on Thursday evening. Truce talks were led by Shura Council MP for Port Said Reda Abdel-Aziz; Ali 'Spicy,' a leading member of the Ultras Green Eagles (hardcore fans of Port Said football club El-Masry); and former El-Masry footballer Ibrahim El-Masry.

However, Mohamed El-Ageiry, a Port Said-based member of Egypt's Revolutionary Socialists, said that truce efforts had failed.

"It's not only the Ultras that are angry now," El-Ageiry told Ahram Online. "Local people are angry about the recent aggression by police."

Meanwhile, both the Sharqiya and Ismailia governorates have dispatched additional ambulances to the canal city in hopes of relieving pressure on Port Said's overstrained hospitals.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gEWeLo9RiL5CjS9znAl23ktiEfeA?docId=CN.G.a8f2e6e4e2343976242852daed175aaa.fl>

Egypte: chef de la police anti-émeute limogé, heurts sanglants à Port-Saïd

De Haitham EL-TABEI (AFP) – 8 mars 2013

PORT SAID — Le chef de la police anti-émeute en Egypte a été limogé vendredi après une grève sans précédent dans ses rangs liée aux heurts meurtriers avec des manifestants à Port-Saïd, à la veille d'un verdict à haut risque sur des violences lors d'un match de football en 2012.

Un manifestant a été tué dans de nouveaux affrontements nocturnes avec la police à Port-Saïd, poussant le ministère de l'Intérieur à ordonner à la police de quitter son QG

pour "apaiser les tensions" et à confier à l'armée la tâche de sécuriser ce bâtiment déjà maintes fois attaqué.

Ces développements ajoutent à la confusion dans le pays qui n'est toujours pas sorti d'une transition politique chaotique émaillée de violences, deux ans après la chute de Hosni Moubarak et près de neuf mois après l'élection de l'islamiste Mohamed Morsi, fortement contesté par une partie de la population.

La tension est très vive à Port-Saïd depuis la condamnation à mort en janvier de 21 personnes, principalement des supporters du club de football de la ville, pour des violences qui avaient fait 74 morts, essentiellement parmi les supporters du club Al-Ahly du Caire, à la fin d'un match en février 2012.

Cinquante-deux autres accusés, jugés pour les mêmes événements, doivent être fixés sur leur sort samedi, ce qui risque de créer de nouvelles tensions dans cette ville du nord-est.

Après le verdict de janvier, les manifestants avaient attaqué les bâtiments des forces de sécurité à Port-Saïd et des heurts avec la police avaient fait plus de 40 morts, poussant M. Morsi à déployer l'armée pour soutenir la police.

Celle-ci est particulièrement détestée des habitants de Port-Saïd qui sont nombreux à accuser des policiers liés à l'ancien régime d'avoir orchestré les violences de 2012 afin d'alimenter l'instabilité.

Face à la multiplication des manifestations violentes, en particulier à Port-Saïd, les policiers ont entamé une grève sans précédent à travers le pays, en estimant ne pas être suffisamment équipés et faire les frais des conflits politiques.

Verdict sous très haute tension

Dans une tentative d'apaiser les tensions au sein de l'institution, le ministre de l'Intérieur Mohamed Ibrahim a limogé le commandant de la police anti-émeute et nommé un nouveau chef, selon l'agence officielle Mena.

Jeudi soir, des manifestants ont de nouveau défilé jusqu'au siège de la police à Port-Saïd, et des heurts s'en sont suivis. Karim Sayyid Abdel Aziz, 33 ans, a été tué par balle, selon un médecin qui a fait état de 73 blessés.

La police s'est ensuite largement retirée, et l'armée a repris en main une bonne partie de ses tâches dans la ville.

Les manifestations violentes ont repris le 3 mars à Port-Saïd après l'annonce du transfert hors de la ville de 39 accusés, dont neuf policiers et trois cadres du club d'Al-Masry, dans le procès sur les violences du match de février 2012.

Pour des raisons de sécurité, le verdict sera rendu au Caire, à l'académie de police, où selon l'agence Mena, 2.000 policiers seront déployés.

"Il vaudrait mieux reporter le verdict, sinon l'Egypte risque de s'embraser", a estimé Al-Badry al-Farghali, ex-député de Port-Saïd.

"Je suis terrifié à l'idée de ce qui pourrait arriver samedi", a déclaré à l'AFP un soldat devant le QG de la police à Port-Saïd.

Si le verdict est favorable aux accusés, le gouvernement de M. Morsi, premier chef d'Etat islamiste et civil d'Egypte, devrait de toute façon faire face à des protestations, cette fois-ci au Caire, où des supporters du club Al-Ahly ont menacé de protester.

Les troubles mettent en péril les réformes économiques que le gouvernement peine à mettre en oeuvre, et qui sont pourtant nécessaires pour obtenir un prêt crucial de 4,8 milliards de dollars auprès du Fonds monétaire international pour remettre l'économie sur les rails.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/66408/Egypt/0/Army-takes-over-Port-Said-security-directorate-as-.aspx>

Army takes over Port Said security directorate as police withdraw

Following days of sporadic clashes, embattled police pull out of Egypt's restive canal city on Friday as army steps in to fill the void

Ahram Online , Friday 8 Mar 2013

Egyptian army tanks surrounded the Port Said Security Directorate after police withdrew from the restive canal city on Friday morning.

The move came following days of sporadic clashes between anti-government protesters and police.

Late Friday afternoon, army spokesman Ahmed Ali announced that Egyptian military personnel currently deployed in Port Said would protect the security directorate but would not perform police duties.

Ali also said that Port Said residents had begun to form 'popular committees' to clean up the city in the wake of the clashes and provide security in conjunction with the armed forces.

"We extend our thanks to the people of Port Said for cooperating with the Second Army and for their efforts to secure and stabilise the city," Ali stated.

According to Ahram Online's Simon Hanna, reporting from Port Said, policemen on Friday had vanished entirely from the city's streets.

Military police are currently directing traffic alongside civilians, Hanna said.

Earlier on Friday, Brigadier-General Mohamed Wassefy, commander of Egypt's Second Army, told crowds assembled outside the security directorate – including relatives of recently slain protesters – that police had withdrawn from the building. He went on to ask local residents to help the army secure and clean up the area.

Ahram Online reporter in Port Said, Osman El-Sharnoubi, said that residents were generally happy that the army had taken the place of police. Some Port Said activists, however, voiced concern over what might happen on Saturday following a contentious court ruling in the Port Said stadium disaster trial.

Soon after police withdrew from Port Said, hundreds of residents began flocking to the city's Miriam Mosque for the funerals of Karim Atout and Ahmed Galal, two protesters killed in recent clashes.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/66413/Egypt/0/Police-strikes-against-Egypt-interior-ministry-es.aspx>

Police strikes against Egypt's interior ministry escalate nationwide

More police stations join ongoing protest against Egypt's interior ministry to demand halt of alleged 'Brotherhoodisation' of ministry and dismissal of Morsi-appointed minister

Ahram Online, Friday 8 Mar 2013



Striking police officers picket outside the Dokki police station in Cairo on Friday (Photo: AO)

More than 30 police stations across Egypt reportedly shut their doors on Friday to protest the policies of Egypt's interior ministry.

Police stations in Maadi, Helwan and Giza, along with other stations throughout the capital, have been among those to join the protest.

Police strikes have also been reported in Egypt's governorates, including Luxor, Gharbiya, Assiut, North Sinai, Damietta, Mansoura, Port Said and Mahalla Al-Kobra.

In Cairo's Dokki district, dozens of police officers demonstrated in front of the local police station, shouting, "Down with the interior ministry; Down with the Muslim Brotherhood's ministry."

In the Nile Delta city of Tanta, meanwhile, anti-government rioters surrounded the city's central police station, which at one point they attempted to storm.

A mid-ranking police officer in Cairo's upscale Zamalek district on Friday told Ahram Online that he expected all police stations countrywide to join Saturday's strike if their demands were not met by the end of the day.

Those demands include an end of the perceived 'Brotherhoodisation' of the interior ministry and the dismissal of Interior Minister Mohamed Ibrahim, who was appointed by President Mohamed Morsi in January.

Police officers are also demanding that they be armed in order to defend themselves from what they describe as 'armed thugs.'

One security official, however, told Al-Ahram's Arabic-language news website that police were still securing the headquarters of Egypt's Muslim Brotherhood – the group from which President Morsi hails – in Cairo's Moqattam district. According to the official, "unknown individuals" had repeatedly threatened to torch the building.

On Thursday, Egyptian security officers had declared their refusal to protect Morsi's personal residence in the Nile Delta city of Zagazig, the president's hometown.

The officer, who asked not to be named, said that numerous policemen had been killed in clashes with violent protesters since Egypt's January 2011 revolution.

He went on to claim that anti-government demonstrators were no longer limiting themselves to the use of Molotov cocktails, but were now also using live ammunition.

Another police officer, who spoke to Ahram Online on condition of anonymity, said that police officers were "simply fed up" with the current situation.

"Police are being beaten, killed, injured and detained every day," he said. "It has reached the point where they feel their lives are in danger."

The officer added that many policemen "don't know how to deal" with increasingly frequent clashes with anti-government protesters.

"If police interfere, they are criticised; if they don't interfere, they are criticised," he said. "Police don't know what to do anymore and have started hating their job."

However, speaking on the ONTV satellite channel on Thursday, renowned Egyptian political analyst and sociologist Ammar Ali Hassan cited two related reasons for the current police protest.

The first, he said, was the inability of police to quell ongoing anti-government protests, while the second was the "psychological vendetta" that police have waged for the last two years "against the revolution and people."

Meanwhile, the Minister of Interior Mohamed Ibrahim on Friday sacked the commander of the Central Security Forces (CSF) General Maged Nouh in an apparent move to calm down angry officers.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/66437/Egypt/0/Egypt-Gamaa-Islamiya-to-form-militias-in-Assiut-t.aspx>

Egypt's Gamaa Islamiya to form 'militias' in Assiut to replace striking police

Following nationwide strike by Egyptian police, ultra-conservative Islamist group says it will not allow Assiut to remain within security vacuum
Ahram Online, Friday 8 Mar 2013

Al-Gamaa Al-Islamiya on Friday announced plans to establish "security militias" to protect the Upper Egyptian city of Assiut if Egyptian police – large numbers of whom have gone on strike – failed to return to work.

"Al-Gamaa Al-Islamiya in Assiut will take over responsibility for the security of the city after hundreds of policemen went on strike and closed the police stations," the group said in a Friday statement.

The announcement was made at the group's headquarters in Assiut.

Police personnel began a strike on Friday in the city's five police stations to demand the resignation of Egypt's interior minister.

Assem Abdel-Maged, a senior member of Al-Gamaa Al-Islamiya, said the ultra-conservative Islamist group would not allow the city to remain in a security vacuum.

Abdel-Maged added that the group had begun setting up "security militias" tasked with securing public and private property in the city, especially banks.

He added that Al-Gamaa Al-Islamiya would secure all areas that had been abandoned by police. He also said that the group might coordinate its movements with Egypt's interior ministry.

"Any policeman who wants to leave his position can do so. But he will not be allowed to come back," Abdel-Maged said. "We want to purge the ministry of such elements anyway."

However, a senior member of Assiut's security directorate told Al-Ahram's Arabic-language news website that the government would "not allow anyone but police" to keep the peace in the city.

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2013/03/09/005-port-said-emeutes-condamnations.shtml>

Égypte : deux morts dans une flambée de violences

Mise à jour le samedi 9 mars 2013 à 17 h 43 HNE

| Radio-Canada avec Agence France-Presse et Reuters

Le récit de Luc Lapierre

Deux manifestants ont été tués et 65 personnes ont été blessées samedi en Égypte dans de nouvelles violences, peu après que le tribunal eut confirmé des peines capitales, mais aussi des acquittements, dans l'affaire **des émeutes meurtrières de 2012** lors d'un match de soccer à Port-Saïd.

Près de la place Tahrir, des heurts ont repris entre les policiers et les manifestants. Ailleurs dans la capitale, des manifestants ont incendié le siège de la Fédération égyptienne de football au Caire, ainsi que des bâtiments appartenant à un club de la police, tout deux situés dans le même quartier.

À Port-Saïd, ville portuaire du nord-est où les événements ont eu lieu, des manifestants en colère contre le jugement ont fait dériver des hors-bord dans le canal de Suez dans l'intention de perturber le trafic. Ils ont également empêché des ferries transportant des voitures de traverser le canal.

La justice égyptienne a confirmé 21 peines capitales prononcées en janvier dernier pour des violences commises lors d'émeutes survenues au terme d'une partie de soccer, à Port-Saïd, en février 2012. Les habitants de Port-Saïd dénoncent donc la condamnation à mort de supporters de leur équipe, nommée Al-Marsy.

À l'inverse, au Caire, c'est l'acquittement de 28 personnes qui a indigné particulièrement les partisans de l'équipe cairote adverse, a constaté l'envoyé spécial de Radio-Canada en Égypte, Jean-François Lépine, surtout, ajoute-il, que sept d'entre elles sont membres de la police, institution honnie pour la dure répression sous l'ancien président Hosni Moubarak. Les manifestants accusent les policiers d'avoir délibérément laissé faire les violences contre les partisans de leur équipe, Al-Ahly, lors de la partie, par vengeance, parce que les Cairotes étaient très actifs dans la révolution anti-Moubarak et que les policiers soutenaient l'ex-chef d'État.

La cour a aussi prononcé cinq peines d'emprisonnement à perpétuité. Cinquante-deux accusés n'avaient pas encore été jugés. Deux policiers ont reçu une sentence de 15 ans d'emprisonnement.



Un homme sous le choc après l'annonce du maintien de 21 condamnations à mort pour des participants à une émeute lors d'un match de soccer à Port-Saïd, en Égypte, en 2012 Photo : AFP/KHALED DESOUKI

Rappel des faits

Soixante-quatorze personnes avaient perdu la vie après qu'une bataille eut éclaté le 1er février 2012, au terme d'un match de soccer durant lequel l'équipe de Port-Saïd, Al-Marsy, avait battu celle du Caire, Al-Ahly. Les autorités avaient alors éteint les lumières du stade, plongeant les lieux dans les ténèbres.

De nombreux spectateurs étaient morts écrasés dans la cohue ayant suivi, d'autres étaient tombés des gradins ou en avaient été jetés.

L'annonce des condamnations à mort, en janvier, avait provoqué de violents affrontements entre policiers et manifestants. Le jour même de l'annonce, le 26 janvier dernier, 31 personnes avaient trouvé la mort lors de nouvelles émeutes à Port-Saïd, d'où sont originaires la plupart des accusés. Depuis, des affrontements ont eu lieu presque toutes les semaines et les morts se comptent par dizaines.

État d'urgence et renfort de l'armée

Le ministère de l'Intérieur égyptien a par ailleurs proclamé samedi l'état d'urgence dans le Sinaï après avoir appris que des djihadistes pourraient se livrer à des attaques contre la police, a annoncé l'agence officielle Mena. Aucune information ne nous permet de relier cette décision aux perturbations à Port-Saïd et au Caire.

Les autorités étaient sur le qui-vive afin de prévenir tout débordement dans les deux villes égyptiennes. L'armée avait été déployée dans les rues de Port-Saïd en prévision du verdict. Le gouvernement avait pris la décision de confier la sécurité de la ville à l'armée plutôt qu'aux policiers dans une tentative de réduire les tensions.

Les violences persistantes démontrent bien les difficultés du nouveau gouvernement de Mohamed Morsi à rétablir l'ordre en Égypte, deux ans après la chute de l'ancien président Hosni Moubarak à la suite d'un soulèvement populaire.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/66560/Egypt/0/Egypt-prosecutor-general-calls-for-arrest-of-vandals.aspx>

Egypt's prosecutor-general calls for arrest of vandals

Police and military personnel – even members of public – should exercise their legal right to arrest when dealing with those who threaten public order and property, prosecutor-general declares
Ahram Online , Sunday 10 Mar 2013

The office of Egypt's prosecutor-general on Sunday stated that the police and the military should exercise their right to arrest those found committing acts of vandalism, adding that citizens, too, should use their right to make citizen's arrests.

"Destruction of public and private property, blocking roads and traffic, and preventing employees from going to work are all crimes," read the statement from the prosecutor-general's office.

"Anyone seen doing such things can be arrested by officials with arrest rights, while citizens should refer them to the nearest police station or to any official with arrest rights," the statement added.

"Egypt's prosecutor-general urges all citizens to exercise the right afforded them by Article 37 of Egypt's criminal procedure law to arrest anyone found committing a crime and refer them to official personnel," the statement went on.

Amid mounting domestic political turmoil and violence, especially between anti-government protesters and police, a number of police officers have been staging nationwide strikes since Tuesday.

Police officers' demands were first articulated in the canal city of Ismailia, when security forces refused to deploy in the nearby city of Port Said, where recent clashes have left hundreds injured and at least five dead, including security personnel.

Last Wednesday, some 8,000 police officers and recruits in 34 Central Security Forces camps in Egypt's Sinai Peninsula and the cities of the Suez Canal joined the strike.

On Friday, an interior ministry official told Ahram Online that at least 60 police stations had joined the strike in several Egyptian governorates, including Cairo, Luxor, Gharbiya, Assiut, Menoufiya, Damietta, Mansoura, North and South Sinai and Mahalla.

Meanwhile, Al-Gamaa Al-Islamiya's Construction and Development Party and the Salafist Nour Party recently announced plans to form 'security committees' in several Upper Egyptian cities – including Minya – to replace police in the event that the strikes persist.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/66626/Egypt/0/Army-will-not-tolerate-political-militias-Egyptian.aspx>

Army will not tolerate 'political militias': Egyptian military source

Prosecutor-general's statements inviting public to make citizen's arrests opens door to 'private militias' and 'civil war,' military source tells Ahram Online
Ahmed Eleiba , Monday 11 Mar 2013



Army tanks are positioned in front of the presidential palace in Cairo in December, 2012 (Photo: AP)

A military source who spoke to Ahram Online on Monday slammed recent statements by the office of Egypt's prosecutor-general in which the latter gave the green light to

members of the public to make citizen's arrests of anyone found committing acts of vandalism.

The source, who spoke on condition of anonymity, said the move would open the door to the formation of "private militias" and raise the spectre of "civil war."

The military source supported his assertions by pointing to the reaction to the statement by Islamist groups, some of whom quickly announced plans to set up 'popular committees' to replace striking police officers.

"This policy crosses the state's red lines...the armed forces will not accept anything that threatens national security," he said.

"Egypt's armed forces don't stand on the side of any political faction, but that's not an excuse for certain groups to begin forming militias," he added.

The source went on to warn that such a step "could prompt the military to intervene."

In a Sunday statement, the prosecutor-general's office urged members of the public "to exercise the right afforded them by Article 37 of Egypt's criminal procedure law to arrest anyone found committing a crime and refer them to official personnel."

The statement came within the context of an ongoing strike by Egyptian police officers that began last Tuesday. Police personnel in several Egyptian governorates – including Cairo and Alexandria – have since joined the strike to demand the dismissal of the interior minister and a halt to what they see as their being used as pawns in the country's ongoing political stalemate.

Meanwhile, Al-Gamaa Al-Islamiya's Construction and Development Party announced plans this week to establish 'security committees' in several Upper Egyptian cities to replace police in the event that the strikes persist.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/66636/Egypt/0/Citizens-arrest-powers-provoke-strong-debate-in-Eg.aspx>

Citizen's arrest powers provoke strong debate in Egypt

Controversial announcement by the prosecutor-general was welcomed by some Islamists and criticised by many liberals and leftists

Zeinab El Gundy , Monday 11 Mar 2013



File photo: Egyptian President Mohammed Morsi supporters beat an opponent, center, during clashes outside the presidential palace, in Cairo (Photo: AP)

The Sunday announcement by Egyptian Prosecutor-General Talaat Abdullah that citizens have the right to arrest "vandals" has caused a firestorm of controversy.

"Egypt's prosecutor-general urges all citizens to exercise the right afforded them by Article 37 of Egypt's criminal procedure law issued in year 1950 to arrest anyone found committing a crime and refer them to official personnel," said a statement issued by the prosecutor-general's office.

Another statement issued on Monday by the prosecutor-general's office said that "the statement of the prosecutor-general did not include granting 'judicial arrest' powers to citizens, but rather granting the judicial arrest to officers as defined officially in the law."

Nevertheless, the statements of the prosecutor-general opened an angry debate about security issues in the face of an ongoing police strike in a number of governorates.

A number of Islamist political groupings welcomed the initial statement of the prosecutor-general. State news agency MENA reported that Alaa Abu El-Nasr, the secretary-general of Al-Gamaa Al-Islamiya's Building and Development Party, praised the move.

"The decision of the prosecutor-general to grant citizens the right to arrest vandals is a correct decision based on the law," Abu El-Nasr told the media.

"The decision comes as a first step to confront systematic violence in Egypt," said El-Nasr.

"Political powers have the right to have their own police force, to fight crimes in the street," said Nazer Gharab, a member of Al-Gamaa Al-Islamiya on Monday morning during an interview broadcast on CBC channel.

Gharab added that the ultra-conservative Islamist group would found its own "Islamist" police force to restore order in the street.

The group has already declared that it will form popular committees in order to aid the ministry of interior and to restore order in cities, given the ongoing police strike.

On the other hand, the Freedom and Justice Party, the political arm of the Muslim Brotherhood, rejected the idea of citizens' arrests.

Hussein Ibrahim, the secretary-general of the FJP, issued a statement to the media on Monday stating that the party believes that the role of police cannot be carried out by any other institution than the police.

"The people should not help the police more than is clearly stated by the law," said Ibrahim.

During clashes at the presidential palace in December last year, Morsi's supporters and Muslim Brotherhood members detained and reportedly tortured some anti-Morsi protesters, before handing them over to the authorities.

Hours later the East Cairo prosecutor office ordered their release after finding them innocent. Some of the detainees were not actually protesters but passers-by and residents of the area.

The fear that citizens' arrest powers may give rise to political militias led many to reject the idea.

A military source told Ahram Online that this decision could promote the army to "intervene."

"This move would open the door to the formation of private militias and raise the spectre of civil war," said the source, who spoke on condition of anonymity.

"The statements of the prosecutor-general regarding granting citizens arrest powers are a clear attempt to legalise the militias of the Muslim Brotherhood and Salafists on the streets and to give them the right to arrest citizens, which puts Egypt on the verge of a civil war and ends the state of law."

The Socialist Popular Alliance Party announced its rejection of the prosecutor's statements as well on Monday, giving examples of how that power could be used to attack political and ideological opponents.

A number of other opposition parties and movements also reacted strongly to the announcement.

Khaled El-Masry, the official spokesperson of the 'Ahmed Maher Front' of the 6 April Youth Movement stated that: "The movement will stand against any law or legislation that grants citizens' arrest powers to groups or committees, or private security companies."

The liberal Wafd Party also rejected the call of the prosecutor-general. In an interview on Al-Arabiya channel on Sunday, official spokesperson and law expert Abdullah El-Moghazy stated that granting citizens the right to arrest suspects gives a political cover to Islamist militias who have a history of violence.

"As a legal expert I believe the prosecution's decision is a violation of the constitution and of criminal law," El-Moghazy said.

There were also concerns expressed by the tourism industry.

"Many tourist agents called me in alarm regarding this news," the head of the Egyptian Coalition to Support Tourism, Ehab Moussa, told Ahram Online.

"There is concern that citizen's policing will lead to the mistreatment and blackmail of tourists," Moussa said, giving examples of how merchants could use this power to force tourists to buy merchandise.

Reformist judge Ahmed Abo Shosha gave another legal perspective to the debate.

"Article 37 is not a new thing; it has clear criminal procedures on how citizens could arrest a defendant accused of a crime, if the punishment for that crime in the law is no less than one year in prison," said Abo Shosha.

"The only case in which a citizen is allowed to hand over another citizen is if the latter was caught in act of committing a crime or felony; then he should be caught and handed over to the authorities," said the reformist judge, who warned that if citizens arrested or detained other citizens for crimes that would be penalised with less than a year's detention, they could be accused of illegal arrest.

<https://www1.wsws.org/fr/articles/2013/mar2013/said-m12.shtml>

Émeutes mortelles en Égypte après le verdict du tribunal de Port Saïd

Par Johannes Stern

12 mars 2013

Après un verdict controversé dans l'affaire des émeutes liées au match de football à Port Saïd, des manifestations ont éclaté au Caire, dans la ville de Port Saïd par où passe le canal de Suez, et dans d'autres villes industrielles contre le président Égyptien Mohamed Morsi et le parti au pouvoir, les Frères musulmans (FM).

La colère contre le régime a été attisée par la décision d'acquitter sept officiers de police, tout en confirmant les peines de mort contre 21 supporters d'El-Masry, prononcées initialement le 26 janvier.

Les prévenus étaient accusés de participer à une attaque organisée par l'Etat contre les supporters du club Al-Ahly du Caire après un match contre le club El-Masry de Port Saïd le 1er février 2012, au cours duquel 73 supporters d'Ahly ont été tués. Seuls deux policiers ont été condamnés : l'ex-directeur de la sécurité de Port Saïd, Essam Samak et le chef du service de sécurité du canal à Port Saïd, Mohamed Saad. Tous deux ont reçu une peine de 15 ans.

Dans un contexte de manifestations de plus en plus massives contre le verdict, de nombreux policiers se joignent aux protestations, avec au moins 60 camps de la police en grève dans toute l'Égypte vendredi. Cette grève, qui affecterait un tiers des provinces égyptiennes, a commencé mardi quand des forces de sécurité d'Ismaïlia ont refusé de se déployer pour combattre les manifestants à Port Saïd.

Parlant au site Ahram Online, l'officier de police de Port Saïd, Rahid Mohamed Atef a indiqué que le verdict contre les supporters d'El-Masry n'a aucun fondement juridique. « Nous ne savions pas qui arrêter – donc on a arrêté tous ceux qui avaient déjà fait de la prison, et des gens dont nous étions assez sûrs qu'ils étaient derrière tout ça. Il y a eu des centaines d'interpellés, donc il pourrait y avoir beaucoup de gens en jugement qui sont innocents. »

Au Caire, le club des supporters d'Al-Ahly a mis le feu à un commissariat et à l'entrée du bâtiment de la Fédération égyptienne de football dans le quartier riche de Zamalek.

Des affrontements mortels ont eu lieu entre des manifestants et des forces de police sur le pont Qasr al-Nil, un point chaud des manifestations depuis les premiers jours de la révolution égyptienne qui a fait tomber le dictateur Hosni Moubarak en février 2011. Parmi les trois personnes tuées, il y avait un garçon de huit ans. La police aurait également tiré sur un manifestant, Kahled Mustafa, dans le dos et en visant la tête alors que celui-ci allait secourir un autre manifestant blessé.

Sur leur page facebook, le groupe de supporters Ultra Ahlawy a juré d'intensifier les manifestations : « Ce qui s'est passé aujourd'hui au Caire n'est que le début de notre rage. Encore plus de cette rage va faire surface si tous les officiels impliqués dans ce massacre ne sont pas traduits en justice. On ne nous fera pas taire en condamnant juste deux "chiens" de policiers. »

À Port Saïd, des manifestations du groupe Ultra Green Eagles ont tenté de bloquer le canal de Suez, voie maritime stratégique étroitement contrôlée par l'armée égyptienne, en détachant des navires de leurs amarres pour perturber le trafic. Une grève générale avait eu lieu à Port Saïd il y a trois semaines. Depuis lors, la ville est paralysée par des manifestations continuelles. Les islamistes auraient été poussés hors de la ville, et la police a soit quitté la ville, soit refuse de travailler. Le quartier général des FM est abandonné, et des affiches islamistes ont été arrachées. À la place, une bannière dans la ville dit : « Tu [Morsi] vas retourner en prison. »

« Les Frères ont disparu, » a déclaré à l'AFP Mahmoud Kahlil, résident de Port Saïd. Un autre manifestant, Mustafa al-Shan, a expliqué : « Nous pensions qu'ils seraient différents de Moubarak, mais nous nous sommes rendu compte qu'ils sont pires. En s'enfuyant de notre ville au cours de ces malheurs, ils ont disparu de notre vue pour toujours. »

Avant le verdict, la ville avait été entièrement quadrillée par l'armée. Des navires de la marine égyptienne croisaient dans le canal de Suez. D'après l'Ahram Online, un officier de l'armée avait prévenu les manifestants que la sixième flotte était en position au large de Port Saïd et prête à prendre la ville d'assaut si des affrontements surgissaient entre les manifestants et l'armée.

En proie à la colère, les supporters d'El-Masry ont attaqué leur propre stade dans la ville. Ils ont exigé la libération de leurs camarades, disant que Morsi se sert d'eux comme de boucs émissaires politiques. Les Ultras Green Eagles ont menacé « d'actes de désobéissance civile dans tout Port Saïd, jusqu'à ce que nos demandes soient satisfaites... Nous avons été persécutés durant trente ans sous Moubarak, et maintenant Morsi continue. »

Le chef en second de la police, Mohamed El-Kady a critiqué le ministère de l'Intérieur dirigé par les Frères musulmans comme étant « pire que sous Moubarak » expliquant : « le ministère actuel nous demande d'être violents. Ils devraient savoir ce que seront les conséquences de leurs actions. »

Les campagnes de désobéissance civile prennent de l'ampleur en Égypte depuis les manifestations massives du deuxième anniversaire de la révolution égyptienne. Elle se sont propagées aux villes du canal de Suez et Ismaïlia et dans les principales villes industrielles du delta du Nil comme Mansoura, Tanta et Mahalla.

Des affrontements ont éclaté sur la place principale de Mahalla, El Shoan, après l'annonce du verdict de Port Saïd ; des manifestants ont lancé des cocktails Molotov sur le deuxième commissariat de la ville.

Cette montée rapide des manifestations contre le gouvernement démasque de façon dévastatrice non seulement le régime Morsi, mais aussi les forces politiques de l'opposition officielle – que ce soit le Front national du Salut ou les Socialistes révolutionnaires de la pseudo-gauche. Ces forces ont affirmé que les aspirations de la révolution pouvaient être satisfaites par des élections qui ont mis les Frères musulmans au pouvoir. En fait, les FM cherchant à imposer des coupes sociales importantes et à développer leurs liens avec l'armée et les services de sécurité, la classe ouvrière est à nouveau poussée à se révolter contre l'establishment politique dans son ensemble.

L'autorité de Morsi et des FM se fracturant de plus en plus, le régime essaie de maintenir la cohésion des forces de sécurité, tout en mobilisant en même temps des éléments violents de l'extrême-droite islamiste pour écraser les grèves et les manifestations.

Dimanche, le procureur général d'Égypte a annoncé que la police et l'armée arrêteraient toute personne impliquée dans des délits tels « la destruction de propriétés publique ou privée, le blocage des routes et du trafic, et le fait d'empêcher des employés d'aller au travail. » La déclaration encourage également « tous les citoyens » à aider la police et l'armée ainsi qu'à « exercer le droit que leur accorde l'article 37 du code de procédure pénale égyptien d'arrêter toute personne vue en train de commettre un délit et de les amener au personnel de l'Etat. »

Ceci revient à demander à l'élite dirigeante égyptienne de créer des milices armées pour assister la police dans une répression violente. Saber Abul Fotouh, chef de la commission sur le travail du Parti Liberté et Justice, qui est la branche politique des Frères musulmans, a appelé à « des méthodes alternatives de maintien de la sécurité dans le pays à la lumière de la récente vague de grèves dans la police. »

D'après l'Egypt Independent, « Parmi les méthodes suggérées par Abul Fotouh, il y a un projet de loi qui permettrait au personnel des compagnies de sécurité privées d'arrêter les citoyens et de les déférer au procureur général, ce qui soulève des inquiétudes quant à des lois plus laxistes qui permettraient de créer des milices armées. »

Au cours du week-end, les islamistes ultra-réactionnaires du parti Al-Gamaa Al-Islamiya et les Salafistes du Parti Nur ont annoncé des projets de création de « milices de sécurité » et d'établissement de « comités populaires » pour remplacer les forces de police en grève.

Ces évolutions constituent un avertissement majeur pour la classe ouvrière. Morsi et les FM cherchent à mobiliser des forces ultra-droitières pour réprimer dans le sang la classe ouvrière.

(Article original paru le 11 mars 2013)

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/0/66706/Egypt/0/Egypt-justice-minister-surrounded-by-protesters-in.aspx>

Egypt justice minister surrounded by protesters in Gharbiya

Protesters surround Justice Minister Ahmed Mekki as he inaugurates newly renovated court in Nile Delta, condemn 'citizen's arrest' decision, demand justice for Mohamed El-Gendy

Ahram Online, Tuesday 12 Mar 2013



Crowds in EL-Gharbiya protesting against Justice Minister Ahmed Mekki. (Photo: Ahram Arabic news website)

Mekki was unable to cut the ribbon inaugurating a newly renovated court building in Al-Santa, Al-Ahram Arabic reports

He left through the back of the court after Central Security Forces (CSF) arrived to disperse the crowd.

Protesters also surrounded Mekki's car, forcing him to leave in another vehicle.

Protesters chanted against Mekki's policies and condemned the decision of Prosecutor-General Talaat Abdullah to give civilians the right to arrest 'vandals' who threaten public order and property.

Abdullah said this right was granted by Article 37 of Egypt's criminal procedure law of 1950.

Protesters also demanded justice for Mohamed El-Gendy, a Popular Current member, who was arrested during an anti-government rally on the second anniversary of the January 25 Revolution and later found dead.

The Popular Current accuses the police of taking El-Gendy to a state security camp and torturing him to death. The interior ministry has denied the allegation.

On 12 February, a justice ministry forensic report said El-Gendy's death was caused by a car crash, not police torture.

A committee of three senior forensic doctors, formed by Qasr El-Nil prosecution department, released a new report stating El-Gendy was killed by torture.

Egypt's prosecutor-general has formed a seven-member committee to look into El-Gendy's death, which is yet to release its findings.

Mekki was appointed justice minister in August 2012. He was formerly vice president of the Court of Cassation, Egypt's highest appeal court.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/66980/Egypt/Politics-/Teargas-fired-at-antiMorsi-protesters-in-Upper-Egy.aspx>

Teargas fired at anti-Morsi protesters in Upper Egypt

Hundreds of anti-government protesters chanted against Morsi during his visit to Sohag
Ahram Online, MENA, Saturday 16 Mar 2013

Hundreds of people have staged anti-government protests in Sohag, Upper Egypt, where President Mohamed Morsi is holding a meeting with several ministers and governors.

Protesters gathered in Al-Thaqafa Square in Sohag city Saturday, chanting against the government's policies and Morsi's visit to the city.

Clashes reportedly broke out between the protesters and police, who fired teargas to disperse the crowds. A number of people suffered from breathing difficulties as a result.

Morsi also had to cancel a meeting at Sohag University with the university's faculty and students, as hundreds of students protested against his visit and held up signs against him saying, "President Morsi, we do not want you."

Earlier, dozens of protesters gathered on Akhmim Bridge across from Sohag's administrative governorate building where Morsi was holding his meeting with

ministers. They chanted against the Muslim Brotherhood and shouted that Morsi's rule was no different from his predecessor, ousted president Hosni Mubarak.

Morsi and Prime Minister Hisham Qandil are visiting Sohag to launch a development plan for Upper Egypt. They plan to meet with 14 ministers and ten governors from the region.

Morsi also inaugurated the third phase of the National Housing Project, which includes 1,272 new housing units in Sohag.

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/67017/Egypt/Politics-/Clashes-at-Muslim-Brotherhood-HQ,-journalists-atta.aspx>

Clashes at Muslim Brotherhood HQ, journalists attacked

Journalists say members of Islamist group attacked them as they covered an anti-Brotherhood graffiti-drawing rally outside its headquarters in Moqattam

Ahram Online, Sunday 17 Mar 2013



Opposition activist Ahmed Doma suffering injuries following Saturday violent assaults on him by what he described as the the Brotherhood's "militias." (Photo: Ahram Arabic news website)

Clashes at the Muslim Brotherhood's headquarters in Cairo's Moqattam district intensified late on Saturday, with a number of journalists reportedly assaulted by members of the Islamist group.

Violence first broke out earlier in the day after a meeting between Brotherhood Supreme Guide Mohamed Badie and Hamas leader Khaled Meshaal.

Dozens of protesters gathered at the Islamist group's HQ to condemn President Mohamed Morsi, who hails from the Muslim Brotherhood, and Badie, who many critics say is the actual ruler of the country.

The violence led to renewed accusations that the Muslim Brotherhood sends people to assault members of the opposition. The Islamist group faced similar accusations in late 2012 when its supporters and opponents clashed in front of the presidential palace in Cairo.

Activist Ahmed Doma, a staunch critic of the Morsi government, sustained injuries after he was beaten up by what he said was a Brotherhood "militia."

Doma said the Brotherhood members were "aggressive" and indiscriminately beat protesters, including women, and journalists.

Egypt's privately owned Al-Masry Al-Youm newspaper said its journalist, Mohamed Talaat, was assaulted by "young members of the Muslim Brotherhood" on Saturday.

He was attacked, the newspaper said, when he spoke with young people drawing anti-Brotherhood graffiti on the perimeter of the group's headquarters.

Brotherhood members, according to the report, pushed him away, before verbally and physically assaulting him when he said he was a journalist.

Amr Hafez, a photographer from Al-Watan – another private daily – said he was injured when Brotherhood members attacked those drawing graffiti.

Hafez told ONTV that a Brotherhood member threw a chair at him.

Photographer Mohamed Nabil picked up a foot injury in a similar manner, Hafez said.

Meanwhile, those drawing graffiti were also attacked by the Brotherhood members.

Diaa Rashwan, newly elected head of the Journalists' Syndicate, was quoted by several media reports as saying the presidency must apologise for the assaults on journalists.

Conversely, senior Brotherhood spokesman Mahmoud Ghozlan said some journalists and photographers had been involved in "provocative" acts alongside protesters.

A number of demonstrators swore at Brotherhood "youth" deployed at the group's headquarters, Ghozlan added.

Yasser Mehrez, a Brotherhood spokesperson, said: "Everybody has freedom of expression and the right to protest, but insults and sabotage are unacceptable."

"Clashes erupted because some people tried to break into the Brotherhood's headquarters," Mehrez added. "The young members of the Brotherhood did not intend to assault journalists or anyone else."

Central Security Forces used teargas several times on Saturday to restore order.

Around midnight, several protesters hurled rocks at police who had blocked the streets surrounding the Brotherhood headquarters. A police vehicle was torched by protesters.

Several offices of the Brotherhood across the country have been attacked and torched during violent protests over the past few months.

<http://english.alarabiya.net/en/News/2013/03/18/Egyptian-protesters-clash-with-police-outside-Brotherhood-s-HQ-.html>

Last Update: Monday, 18 March 2013 KSA 11:13 - GMT 08:13

Egyptian protesters clash with police outside Brotherhood's HQ

Monday, 18 March 2013



Egyptian protesters clash with riot police in front of the Muslim brotherhood headquarters in Cairo on March 17, 2013. (AFP)

Al Arabiya with Associated Press -

Hundreds of Egyptian protesters clashed with riot police on Sunday, outside the Muslim Brotherhood's headquarters in Cairo.

Security forces attempted to disperse protesters and more of them showed up to protect the Muslim Brotherhood headquarters. The police fired tear gas to disperse the protesters, Al Arabiya reported.

Anger at President Mohammed Mursi was on display again when protesters took their demands to the Brotherhood's doorstep.

On Saturday night, clashes between Muslim Brotherhood members and oppositional protesters escalated in a southeastern Cairo suburb, with reports of "sticks and iron chains" being used during the attacks.

The crowd was responding to an assault on journalists, who claimed they were attacked by Brotherhood members Saturday evening during coverage of a meeting.

The journalists said that after a group of activists sprayed anti-Brotherhood graffiti on the ground outside the group's Cairo headquarters, the Brotherhood guards attacked with sticks and chains.

Brotherhood spokesman Mahmoud Ghozlan said in a statement that guards outside the building were provoked and insulted by the activists and journalists.

Many of the group's offices were attacked across the country in December during violent protests over the drafting of the constitution.

Dozens of journalists rallied outside their syndicate in the capital Cairo against the incident.

Diaa Rashwan, the newly elected head of the syndicate who replaced a figure considered by most journalists as pro-Brotherhood, said he would file a lawsuit against the Brotherhood spokesman for suggesting that journalists had incited the violence.

The opposition party Al-Dustor, led by Nobel laureate Mohamed ElBaradei, blamed the Brotherhood's leadership for allegedly encouraging "militias" loyal to the group to join the fight.

There were clashes on Saturday during protests against Mursi and the Brotherhood during the president's trip to the impoverished governorate of Sohag. The presidency on Sunday denied that opposition protesters had tried to storm the hall where Mursi had been speaking, despite video that showed the attempt.

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2013/03/22/010-egypte-affrontements-partisans-opposants-freres-musulmans.shtml>

Égypte : 120 blessés dans des affrontements au Caire

Mise à jour le vendredi 22 mars 2013 à 20 h 51 HAE

| Radio-Canada avec Agence France-Presse



Un opposant devant un autobus des Frères musulmans brûlé au Caire. Photo : AFP/KHALED DESOUKI

La fronde contre les Frères musulmans en Égypte a connu un nouvel épisode violent vendredi. Des affrontements entre manifestants de l'opposition et des partisans des Frères musulmans au Caire ont fait plus de 120 blessés.

Les affrontements ont eu lieu près du siège de la confrérie dans la banlieue de la capitale, fortement protégé par les forces de l'ordre.

Dans la journée, des manifestants avaient arrêté et battu trois sympathisants islamistes, dont deux ont été dévêtus. Ils ont aussi arrêté une ambulance qui transportait un membre des Frères musulmans blessé et l'ont détenu.

Quatre bus affrétés pour transporter des membres de la confrérie islamiste jusqu'au siège ont été brûlés.

Les partisans des Frères musulmans ont riposté en tirant à la chevrotine sur les opposants.

Les opposants accusent le président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, d'avoir trahi la « révolution » et de ne pas avoir su traiter les graves problèmes économiques et sociaux du pays.

Les deux camps avaient d'abord échangé des jets de pierres près du siège. Les opposants ont ensuite tenté de forcer le cordon des forces de l'ordre, qui ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogène.

Le même jour, dans le quartier de Manial, au Caire, un autre local des Frères musulmans a été saccagé par un groupe d'hommes.

Dans le delta du Nil, le siège du parti des Frères musulmans à Mahalla a été également incendié par des manifestants.

Le secrétaire général de la confrérie, Mahmoud Hussein, avait affirmé que les islamistes protégeraient eux-mêmes leur siège « si la police n'[assumait] pas ses responsabilités ».

Depuis l'élection de M. Morsi à la présidence en juin 2012, une trentaine de locaux de la confrérie ont été attaqués à travers le pays.

Opposants et islamistes se sont déjà affrontés par le passé, en particulier devant le palais présidentiel, en décembre dernier. Les violences avaient alors fait au moins 11 morts.

Une cour administrative de haute instance doit rendre un jugement le mois prochain sur la légitimité des Frères musulmans. Des juges ont recommandé la dissolution du mouvement islamiste, sous prétexte que le groupe n'a aucun statut légal. La recommandation n'est pas contraignante, mais est significative puisque l'opposition a soutenu à plusieurs reprises que ce sont les Frères musulmans, et non Mohamed Morsi, qui détiennent véritablement le pouvoir en Égypte.

<http://www.thisdaylive.com/articles/egypt-protesters-islamists-clash-in-cairo-30-hurt/142934/>

Egypt: Protesters, Islamists Clash in Cairo, 30 Hurt

22 Mar 2013



Muslim Brotherhood supporters in Cairo

REUTERS

Hundreds of Egyptian protesters and Muslim Brotherhood supporters clashed near the group's headquarters in Cairo on Friday, and at least 30 people were wounded, medics said.

Columns of riot police stood guard as chanting protesters holding flags and banners packed streets around the Brotherhood headquarters, footage on Al Jazeera and state TV showed.

Earlier in the day, Brotherhood supporters had arrived in the vicinity on buses and were showered with stones from the protesters, and Brotherhood supporters threw stones back, witnesses said. About 30 people were wounded in the fighting, Mohamed Sultan, the head of the ambulance service, said.

State TV showed large plumes of black smoke rising from the surrounding streets which it said came from buses set on fire, reports Reuters.

The Islamist group, of which President Mohamed Mursi is a leading member, vowed on Thursday to defend the building.

The Interior Ministry urged "revolutionary and political forces" to remain peaceful during the protests, saying in a statement it had sent riot police to protect property.

"The Interior Ministry has sent riot police forces to the headquarters of the Muslim Brotherhood to protect public and private property," it said in a statement.

Anti-Brotherhood protesters clashed with police outside the building this week, the latest burst of unrest in a nation still struggling to restore law and order since its 2011 uprising.

The police did not appear to have been involved in Friday's clashes between rival groups of demonstrators.

Although nationwide protests have dwindled since the end of last year when thousands took to the streets after Mursi gave himself sweeping powers, Egypt is still deeply split between Islamists, including the Brotherhood, and opposition groups.

Unrest has erupted in other Egyptian cities this month, including deadly clashes in Port Said, on the Suez Canal, between police and residents angered over death sentences handed down in a football riot court case.

The turmoil is hindering the efforts of Mursi, elected in June, to revive an economy in crisis and reverse a fall in Egypt's currency by luring back investors and tourists.

<http://www.afriquinfos.com/articles/2013/3/22/egypte-moins-blesses-dans-affrontements-eclatent-caire-entre-partisans-opposants-freres-musulmans-caire-220555.asp>

Egypte : Au moins 31 blessés dans les affrontements éclatent au Caire entre partisans et opposants des Frères musulmans au Caire

LE CAIRE (Xinhua) - Des affrontements ont éclaté vendredi près du siège des Frères musulmans (FM) dans la capitale égyptienne entre les partisans et les opposants des FM, faisant au moins 31 blessés, a rapporté la télévision d'Etat.

Vendredi 22 mars 2013 | 17:22 UTC



CC BY SA Citadelite. Le Caire

Anticipant d'autres violences entre les deux parties, une douzaine de véhicules blindés et des forces de sécurité ont été déployés autour du siège des Frères musulmans situé dans le quartier de Moqattam.

D'après un témoin, les affrontements viennent de reprendre et des manifestants jettent des pierres sur les forces de sécurité qui séparent les deux parties.

"Le bruit des tirs a été entendu mais la source et le type sont inconnus", selon le témoin. Les forces de police n'ont pas répondu aux jets de pierres et sont restées à leur place pour protéger le siège".

Une quinzaine d'ambulances sont déployées dans les rues entourant le siège, a-t-il souligné.

Plus de 20 partis et mouvement politiques, pour la plupart des libéraux, dont le Parti Al-Dostour et le Parti des Egyptiens Libres, en plus d'une trentaine de personnalités publiques, ont appelé à un rassemblement intitulé "Le Vendredi pour restaurer la Dignité" vendredi devant le siège des FM.

Par ailleurs, dans le district de Gizeh, des manifestants anti- Frères musulmans sont entrés dans le siège du Parti Liberté et Justice, branche politique du groupe, d'après le site Internet d'information en ligne Al-Ahram.

Les manifestants anti-Frères musulmans de tout le pays demandent la tenue de l'élection présidentielle en septembre sous pleine supervision internationale, renvoyant le gouvernement actuel et le procureur-général, et rédigeant une nouvelle constitution remplaçant la nouvelle constitution "islamiste".

<http://fr.euronews.com/2013/03/23/violents-affrontements-entre-opposants-et-freres-musulmans-au-caire/>

Violents affrontements entre opposants et Frères Musulmans au Caire

23/03 04:35 CET

Au Caire, des affrontements entre pro et anti-Frères Musulmans ont fait plus de 120 blessés. Les violences ont eu lieu aux abords du siège de la confrérie, en banlieue de la capitale égyptienne. Les deux camps avaient commencé par échanger des jets de pierre. La police anti-émeute a fait usage de gaz lacrymogène, pour tenter de les séparer.

Dans la soirée, les affrontements se sont poursuivis dans l'ensemble le quartier de Moqattam.

Les Frères Musulmans avaient affrété quatre bus pour que leurs partisans viennent défendre leur siège. Ils ont été incendiés par les opposants.

“La colère des manifestants s’est dirigée vers le siège de la confrérie des Frères Musulmans, selon eux c’est d’ici qu’est dirigée la présidence de la République.” explique Mohammed Shaikhibrahim, notre correspondant au Caire. “Des leaders des Frères Musulmans avaient mis en garde leurs membres de ne pas se mêler aux affrontements, sans quoi la situation aurait pu encore plus dérapier.”

http://noticias.lainformacion.com/disturbios-conflictos-y-guerra/agitacion-civil/al-menos-210-heridos-en-los-choques-frente-a-la-sede-de-hermanos-musulmanes_r7UJbk9YFg1mwKf9oEHae7/

Al menos 210 heridos en los choques frente a la sede de Hermanos Musulmanes

lainformacion.com

sábado, 23/03/13 - **08:33**

El número de heridos en los enfrentamientos registrados frente a la sede de Hermanos Musulmanes entre partidarios y detractores de la formación islamista, según han informado las autoridades egipcias.

MADRID, 23

El número de heridos en los enfrentamientos registrados frente a la sede de Hermanos Musulmanes entre partidarios y detractores de la formación islamista, según han informado las autoridades egipcias.

Varias columnas de agentes antidisturbios de la Policía han lanzado gases lacrimógenos a los dos grupos enfrentados, que se han estado lanzando pedradas y cócteles Molotov, según ha relatado un testigo.

Horas antes de los enfrentamientos, los seguidores de los Hermanos Musulmanes han llegado en autobuses a las inmediaciones de la sede del movimiento político y han sido recibidos con pedradas por los detractores de este grupo islamista.

La televisión estatal ha mostrado imágenes de grandes nubes de humo negro procedentes de las calles adyacentes a la sede de Hermanos Musulmanes, que corresponderían a autobuses incendiados. Los autobuses pertenecen a Hermanos

Musulmanes, según ha explicado a MENA un responsable del movimiento político, que ha asegurado que han sido incendiados por detractores del grupo islamista.

Hermanos Musulmanes, la formación de la que procede el presidente del país, Mohamed Mursi, aseguró el jueves que protegería su sede durante la manifestación convocada para este viernes por los detractores del movimiento.

Por su parte, el Ministerio del Interior ha reclamado a las fuerzas políticas y "revolucionarias" que actúen de forma pacífica en sus manifestaciones, al tiempo que ha indicado que ha enviado agentes antidisturbios para proteger la sede política.

"El Ministerio del Interior ha enviado fuerzas antidisturbios a la sede principal de Hermanos Musulmanes para proteger las propiedades privadas y públicas", ha explicado, en un comunicado.

Además de los incidentes en El Cairo, en la segunda ciudad más importante del país, Alejandría, los detractores de Hermanos Musulmanes han atacado una de sus oficinas, según ha informado el portavoz del movimiento en esta metrópoli, Anis Al Qadi. También se han registrado disturbios en Sharquía, la provincia natal de Mursi, situada en el delta del Nilo, según ha explicado la televisión estatal.

CONVOCATORIA DE LA PROTESTA

La jornada de protesta, que ha recibido el nombre de 'Viernes de la Restauración de la Dignidad' fue convocada tras el ataque el sábado a varios manifestantes, periodistas y fotógrafos cuando un grupo de jóvenes intentaba dibujar un grafiti contra la formación en los alrededores del edificio.

La Fiscalía General de Egipto ordenó el lunes el arresto de tres personas que trabajan en la Oficina de Guía de Hermanos Musulmanes por considerarlas sospechosas de las agresiones. Los sospechosos fueron identificados como Soheib Mohamed, Mostafa el Sadawi y Ahmed Abu Raia.

La agresión contra los manifestantes y periodistas desencadenó dos jornadas de protestas ante la sede de Hermanos Musulmanes, que fueron dispersadas violentamente por la Policía.

El mismo sábado circuló en Internet un vídeo en el que la activista Mervat Moses es abofeteada por un miembro de la formación islamista, lo que caldeó los ánimos. En consecuencia, horas después se registraron varios enfrentamientos entre manifestantes y fuerzas de seguridad en los alrededores de la sede de Hermanos Musulmanes, tras los que fueron detenidos un total de 15 activistas.

En una continuación de los disturbios, el domingo la Policía egipcia disparó perdigones y gases lacrimógenos para dispersar una protesta a los alrededores de 3.000 opositores a Hermanos Musulmanes que se habían concentrado frente a la sede, ubicada en el barrio cairota de Moqattam.

DEMANDAS DE HERMANOS MUSULMANES

Ante la convocatoria de protestas, el abogado de Hermanos Musulmanes Abdel Moneim Abdel Maqsud presentó demandas contra todos los grupos y activistas que han convocado las protestas. En las mismas acusó a un total de catorce fuerzas políticas, movimientos y figuras públicas de incitar a la violencia.

Pese a ello, manifestó que la formación islamista "respeto la libertad de expresión, siempre y cuando no mine la seguridad nacional ni ponga en peligro las propiedades públicas y privadas".

La semana pasada, Hermanos Musulmanes denunció la existencia de una campaña para dañar la imagen del grupo y ha subrayado que los llamamientos a atacar su sede son "una muestra de odio y anarquía, no de libertad o democracia".

En este sentido, el propio Abdel Maksud manifestó que estos llamamientos son también "una desgracia para la revolución pacífica" y "una barbarie no relacionada con la libertad de opinión y expresión".

(EuropaPress)

<http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4360141,00.html>

Egyptians clash at Muslim Brotherhood offices

Some 100 injured as thousands of anti-Morsi demonstrators clash with police. 'No more protests in front of the presidential palace because those ruling Egypt are here,' activist says

Associated Press

Published:

03.23.13, 12:41 / Israel News

Thousands of Egyptian protesters clashed with riot police and backers of the president's Muslim Brotherhood on Friday, ransacking several offices nationwide as anger over allegations of beatings and power-grabbing boiled over into the largest and most violent demonstrations yet on the doorstep of the powerful group.

As night fell, streets surrounding the Brotherhood headquarters in Cairo were littered with shattered glass, charred vehicles, stones and gloves stained with blood. The number of injured reached nearly 100 from the two sides.

"We came to the stronghold of the Brotherhood. No more protests in front of the presidential palace because those ruling Egypt are here," said 50-year-old Hamat Awat, a female protester while running away from volleys of tear gas fired by black-clad riot police guarding the headquarters.

Anger erupted a week ago when Brotherhood members beat journalists and liberal and secular activists during a protest outside the group's Cairo headquarters. Journalists were there to cover a meeting. Protesters demand an apology, but the fundamentalist movement said its guards were provoked and acted in self-defense.

After smaller demonstrations since last weekend outside the headquarters, thousands of activists thronged to the building and battled Brotherhood supporters with birdshot, rocks, knives, sticks and their fists Friday. Gunshots were heard ringing in the neighborhood.

Three Brotherhood offices were ransacked by mobs in another Cairo neighborhood, in the second-largest city of Alexandria and in the Nile Delta city of Mahalla.

Egypt has faced near-constant turmoil in the more than two years since longtime, authoritarian leader Hosni Mubarak was overthrown in a revolt. His successor Mohamed Morsi, the country's first democratically elected leader, has faced increasing frustration over what many see as attempts by his group to monopolize power and the slow pace of his efforts to reform the state and fulfill the revolution's promises of better living standards and justice.



'Morsi must be tried for killing protesters' (Photo: AFP)

Thousands of policemen, meanwhile, have gone on strike, refusing to confront protesters, and in some provinces, Egyptians have taken to vigilante violence and killings to fight crime. The unrest has badly hurt the economy, with foreign investors and tourists largely staying away, and a diesel crisis that has crippled life for millions.

Morsi's opponents - led by many of the activists who were at the forefront of the mass protests leading to Mubarak's ouster - charge that he has done little to improve the country in the nine months since he took office. They accuse the Brotherhood, which rose in power after years of repression under the former secular regime, of seeking to monopolize power, a charge the group denies.

The anti-Brotherhood protesters demanding the resignation of the attorney general and the interior minister, both presidential appointees. They also accuse the interior minister of authorizing security forces to use excessive force against protesters. More than 70 people have been killed in protests with police since Mohammed Ibrahim was appointed in January.

Muslim Brotherhood spokesman Yasser Mehres blamed opposition parties for calling Friday's protest outside the group's headquarters. He said it gave way for "thugs" to infiltrate and attack Brotherhood offices.



Riots near Presidential Palace in Cairo (Archive photo: AFP)

"Right now, Brotherhood buses are being burnt and there are serious injuries with people in critical condition," he said. "It is not acceptable that Egyptians watch TV and see this farce taking place as Egyptians fight one another."

Young men threw stones and wielded tree branches and broken bottles as they chanted against Morsi near the Brotherhood's headquarters in Cairo. One sign held aloft by a protester outside the headquarters read: "Who is ruling Egypt?"

Riot police stood guard around the building but initially didn't interfere to break up the two sides fighting a few blocks away. Later in the evening, the police fired volleys of tear gas at protesters who tried to approach the headquarters.

Black plumes of smoke billowed after protesters torched buses that had ferried Brotherhood members to the site, and security officials said at least 100 people were injured.

Fatima Khalifa, 30, said she was demonstrating to send a message to the Brotherhood that they are the aggressors.

"Morsi must be tried for killings of protesters just like Mubarak," she said.

The Brotherhood spokesman said the group's headquarters was the wrong place to demand change.

"The protesters' demands should be delivered to the government and president, not the Brotherhood office because even though the president came from the group, he makes decisions that are separate from the group," Mehres told The Associated Press.

In another Cairo neighborhood, young protesters broke into the Brotherhood party's office in Manial and stole some items, according to security officials.

In Alexandria, an AP cameraman saw protesters attack the Brotherhood party's office, leaving with computers, files and other objects. The attack took place near the site

where unknown assailants fought protesters demanding the resignation of Morsi, who is a member of the party.

They also torched a Brotherhood office in the Nile Delta city of Mahalla, a security official said.

All security officials spoke on condition of anonymity because they weren't authorized to release the information.

The scenes were reminiscent of clashes that took place late last year and left 10 people dead outside the presidential palace in Cairo between the two sides. More than a dozen Brotherhood offices were torched or ransacked at the time.

The opposition's demands are wide-ranging, including immediate cessation of violence against protesters and the amendment of articles in the constitution that was passed in a contentious referendum last year. They also want the formation of a more representative and inclusive Cabinet.

The clashes in Cairo erupted at a nearby square after a large pro-Brotherhood march approached the Brotherhood's main headquarters in the sprawling Cairo neighborhood of Muqattam. The protesters moved a few blocks away to Fountain Square after being hit with rocks from rooftops of nearby buildings. The square lies at the entrance of Muqattam, which overlooks the city.

An AP correspondent saw members of the anti-Brotherhood camp beating people in the crowd suspected of being members of the Islamist group.

The Brotherhood's website also reported the incident, characterizing the anti-Brotherhood side as "thugs" and "counter-revolutionaries."

Ahmed Abdel-Hai rushed one of the injured Brotherhood members to an ambulance.

He said the man was beaten after protesters allegedly saw him firing birdshot.

"Today will be a massacre," he said, as his hands and face were stained with blood from the wounded Brotherhood man, whose face and half naked body were covered with blood and bruises.

Several anti-Brotherhood protesters were also seen bloodied and being rushed to ambulances. Some covered their faces with black masks.

Anti-Brotherhood protester Hussein el-Sayyid said he saw three people with their faces slashed, suggesting some blades or knives were being used in the fighting.

"We are Egyptians eating one another when we should be one hand," he said.